

La Communauté des Procureurs au Parlement de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue publiquement le 11 mars 1937, à 14 heures

PAR

Laure KOENIG

Diplômée de l'Ecole libre des Sciences Politiques

Président M. PETOT, professeur.

Suffragants . . . { M. OLIVIER-MARTIN, professeur.
M. REGNAULT, professeur.

CAHORS

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. COUESLANT

(Personnel intéressé)

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Communauté des Procureurs au Parlement de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue publiquement le 11 mars 1937, à 14 heures

PAR

Laure KOENIG

Diplômée de l'Ecole libre des Sciences Politiques

Président M. PETOT, professeur.

Suffragants .. { M. OLIVIER-MARTIN, professeur.
M. REGNAULT, professeur.

CAHORS

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. COUESLANT

(Personnel intéressé)

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.



Introduction

Avant de parler de la Communauté des procureurs au Parlement de Paris, il est nécessaire de faire un tableau de ce qu'était le procureur lui-même, de ses origines et de son rôle.

La définition du procureur est simple : il correspond, dans l'Ancien Droit, à notre avoué d'aujourd'hui ; c'est un individu chargé de représenter les parties en justice, de faire pour elles de la procédure, de postuler pour elles. C'est lui qui accomplit, pour la partie, toutes les formalités nécessaires, les requêtes, les défenses, les répliques, les exceptions, les fins de non-recevoir, les présentations de pièces au greffe, les significations à partie ou à procureur.

La représentation en justice n'était pas autorisée anciennement en France, le droit de se faire représenter n'apparut qu'au début du xiv^e siècle, mais il était subordonné à la délivrance de la part du roi de lettres scellées dites « lettres de grâce à plaider par procureur », obtenues contre le paiement d'un droit ; ce n'était, au fond, dès l'origine, qu'un expédient fiscal inventé par une trésorerie à bout de ressources, comme l'affirme un greffier du Parlement commentant tous les anciens arrêts de la Cour et retraçant l'histoire des procureurs d'après ces arrêts (1).

Quoi qu'il en soit, dès 1340, grâce à l'obtention de telles lettres, on fait faire de la procédure par un individu qu'on appelle alors un procureur général et qu'on appellera bientôt, tout simplement, un pro-

(1) Archives Nationales. Tables de Lenain, U, 505.

cureur. Dès lors qu'ils furent permis, ces professionnels de la procédure se multiplièrent et la situation se retourna en leur faveur.

Au début, les procurations que leur donnaient les parties, et qui devaient être scellées de par le roi, n'étaient valables que jusqu'à l'expiration de l'année de Parlement pendant laquelle elles avaient été délivrées ; peu à peu, le Parlement permit qu'on se présentât avec des procurations de l'an passé : il en fut ainsi dès 1383-1384, cela devint bientôt la règle générale, tant et si bien que François I^{er}, dans une ordonnance de 1528, décida que désormais les procurations seraient continuées jusqu'à ce que les procureurs fussent révoqués par leur partie. Et l'on va même rendre leur ministère obligatoire pour un nombre de plus en plus grand d'actes de procédure, ce qui est bien l'aboutissement extrême de l'évolution commencée au xiv^e siècle.

Les procureurs auront donc un monopole : seuls les procureurs militant devant une juridiction pourront faire des actes de procédure devant elle, les parties ne pouvant ni les faire elles-mêmes, ni en charger d'autres mandataires. Pour les procureurs au Parlement de Paris, l'étendue du monopole sera considérable, car ils sont habilités à postuler, non seulement devant les diverses chambres du Parlement, mais encore devant toutes les juridictions qui sont comprises dans « l'enclos du Palais » : la Cour des Aides, les Requêtes de l'Hôtel, etc...

Les procureurs sont les mandataires des parties pour tout ce qui concerne la demande pour laquelle ils ont été constitués, jusqu'à ce qu'ils soient révoqués. La révocation peut être faite par la partie, toutes les fois qu'elle le juge à propos à charge pour elle de constituer un nouveau procureur et de notifier la révocation de l'ancien et la constitution du nouveau à son adversaire.

Le procureur est également sujet au désaveu qui peut intervenir s'il a dépassé ses pouvoirs, s'il a fait certains actes qui nécessitent un pouvoir particulier

de la part de sa partie, par exemple, s'il a formulé de nouvelles demandes, s'il a interjeté appel, s'il s'est inscrit en faux, etc...

L'exercice de la profession de procureur était soumis à une réglementation étroite par Edit du Roi ou par arrêt de la Cour devant laquelle ils militaient, du Parlement par conséquent pour ceux dont nous nous occupons. Certains actes, dont le libre accomplissement par eux pouvait présenter des dangers, leur étaient interdits, comme de prendre des baux judiciaires, de se porter adjudicataires de biens vendus en justice. Même les legs et donations que leur faisaient leurs clients n'étaient valables que dans certaines circonstances.

Après ces quelques rappels de ce qu'était le procureur de l'Ancien Droit, on peut citer le commentaire que faisait, de leur fonction et de leur rôle, l'auteur anonyme d'un recueil des arrêts concernant les procureurs (1), recueil édité au début du XVIII^e siècle. Un chapitre de ce recueil est intitulé : « Du devoir et des qualités nécessaires au procureur pour bien exercer sa profession. » Voici ce que dit l'auteur d'abord au sujet de l'utilité du rôle du procureur : « Quoique dans tous les siècles il y ait mutation de lois et de formes, selon les occurrences, le devoir du procureur ne change point : sa fonction, consistant en l'obéissance et en l'exécution de ce qui lui est prescrit, se trouve toujours la même, l'ordonnance qui répute la partie non valablement défendue si elle n'est assistée de procureur en marque la nécessité et l'utilité... la passion du plaideur le rendait très souvent incapable d'agir par lui-même et la loi, qui vient toujours au secours du public, a établi qu'en Cour souveraine, on ne peut plaider que par procureur. » Puis il parle des qualités nécessaires au procureur et en montre l'importance : « Son ministère étant de défendre et soutenir l'intérêt des clients qui se mettent sous sa conduite, il doit avoir les qualités nécessaires pour

(1) Arrêts et règlements concernant les fonctions des procureurs tiers référendaires au Parlement de Paris.

exercer sa profession. La procédure qu'il doit faire en conformité des règlements est bien son partage, mais son secours sera faible et stérile s'il ne sait les ordonnances, s'il n'entend les coutumes et s'il n'a pas l'intelligence pour pénétrer dans l'esprit de leurs dispositions, pour en faire le discernement et l'application juste. Ces qualités, nécessaires pour bien remplir son devoir, ne se trouvent point infuses en l'homme, elles se doivent apprendre aussi bien que la vertu et ne s'acquièrent qu'avec grande application ; c'est à force de pratiquer qu'on devient bon praticien. »

Plus loin, l'auteur montre combien le procureur, pendant tout le temps que dure sa fonction, doit chercher à se perfectionner : « Le procureur, pour bien remplir sa profession, doit avoir une application continuelle à s'instruire de son devoir... Bien que la profession du procureur semble se dispenser des sciences étendues et de l'ornement du discours, néanmoins, avec la simplicité qui y est attachée, il doit pourtant savoir ce qui est nécessaire à son état... quelque intelligence qu'il ait, il ne doit pas étendre sa fonction sur ce qui appartient à l'ordre des avocats : son partage est assez ample pour s'en contenter et la vie de l'homme trop courte pour y acquérir les qualités nécessaires pour s'y perfectionner. »

Enfin, l'auteur de ces considérations exalte la haute moralité dont le procureur ne doit jamais se départir dans l'exercice de sa fonction ; il doit toujours « marcher sur les pas de la vérité comme il le jure et promet de le faire par le serment qu'il prête à sa réception » ; dépositaire, de par sa fonction, des titres et des secrets des familles dont il doit conserver fidèlement le dépôt, il ne doit cependant point « entrer dans la passion de ses clients, ni rien entreprendre pour eux qui ne soit juste » ; il ne doit voir que le véritable intérêt de ses clients et « suivre l'exemple du bon médecin qui ne s'applique qu'à guérir le malade et non à lui plaire ». Et pour finir, l'auteur affirme que « celui qui se comporte dans

son emploi avec sincérité, sans artifice, y trouve la gloire qui s'acquiert aussi bien dans l'obéissance que dans le commandement, ce qu'on appelle honneur n'étant que les sentiments d'une solide et parfaite vertu, d'une innocence de mœurs et d'une probité irréprochable ».

Ce tableau de la vie du procureur ne pouvait sans doute pas s'appliquer à tous les procureurs considérés individuellement, mais il est intéressant de noter l'importance qu'un contemporain attribuait au rôle du procureur, et la dignité qu'il exigeait de lui.

Les procureurs formaient un corps, en quoi ils étaient conformes à l'organisation de toute la société de l'Ancien Régime, et nous allons décrire le fonctionnement de leur Communauté, ainsi qu'on appelait la corporation des procureurs. Nous parlerons surtout de ce qu'elle était dans le dernier état de son histoire, au moment de son plein développement, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Mais le premier des six chapitres que comprendra cette étude retracera l'histoire de la Compagnie des procureurs depuis sa naissance jusqu'à sa disparition, afin de connaître ses transformations successives dans le temps, avant de parler dans les chapitres suivants de l'institution bien établie qu'elle était devenue dans les dernières années de son existence. On fera en même temps l'histoire de l'office de procureur qui touche de si près à l'histoire de la Compagnie elle-même.

Le second et le troisième chapitres se partageront l'étude du rôle et de l'organisation intérieure de la Communauté des procureurs qui sont à considérer sous deux angles différents : du point de vue civil et professionnel d'abord, du point de vue religieux ensuite.

Le quatrième chapitre sera consacré aux règles présidant à l'entrée des procureurs dans la Compagnie, l'acquisition de l'office et la réception en l'état de procureur.

Puis, l'on étudiera les relations qui existent entre la Compagnie des procureurs d'une part, et les deux

corps avec lesquels elle est en contact d'autre part, l'un auquel elle est subordonnée, le Parlement, et l'autre qui lui est subordonné, le Royaume de la Basoche, groupement de clercs du Parlement.

Enfin, dans le dernier chapitre, on s'attachera à une question qui, pour n'être dans son ensemble qu'une activité accessoire de la Communauté des procureurs, n'en était pas moins devenue, dans les années où nous considérons la vie de la Compagnie, une entreprise de la plus grande importance pour elle : le rôle financier qu'elle jouait auprès du Roi, rôle déguisé sans doute sous d'autres apparences, mais rôle véritable, cependant, d'intermédiaire financier et de pourvoyeur de capitaux.

L'on aura, de la sorte, fait le tour des activités diverses de la Communauté des procureurs telles qu'elles se présentent à nous à la fin de l'Ancien Droit après plusieurs siècles de développement progressif.

CHAPITRE PREMIER

Histoire de la Communauté des procureurs

L'origine de la Communauté des procureurs au Parlement de Paris est très ancienne et contemporaine des premiers procureurs dont nous ayons connaissance ; dès 1341, une trentaine de procureurs forment entre eux une confrérie dans un acte qui sera confirmé par lettres patentes du Roi, un an plus tard. Cette association, purement religieuse et charitable, sera le noyau d'une Communauté civile qui sortira, par extension, de la confrérie.

Les procureurs ne restèrent pas seuls dans leur organisation religieuse : peu à peu, les avocats au Parlement se joignirent à eux et, en 1508, de nouveaux statuts furent rédigés ; l'association fut placée sous le patronage de saint Nicolas et « la Communauté des avocats et procureurs au Parlement de Paris » était formée, sous la présidence du bâtonnier de l'Ordre des Avocats (1).

Depuis la constitution de leur confrérie, les procureurs sont placés sous l'autorité du Parlement : cette organisation leur a donné une certaine importance et a fait reconnaître officiellement l'existence de leur profession, jusque-là très secondaire. Leur importance s'accrut à tel point qu'un siècle après la pre-

(1) BATAILLARD. — *Histoire des procureurs et des avoués*, tome I, page 323.

mière mention qui est faite d'eux, on les considère comme faisant partie du corps de la Cour ; c'est ce que dit le rédacteur des Tables de Lenain : il en est ainsi, dit-il, car le 13 juin 1420 les procureurs ont juré avec la Cour un traité de paix ; puis le 13 juin 1430, ils ont été, avec la Cour, à l'entrée du roi d'Angleterre ; plusieurs fois encore, ils ont été avec elle à des processions (en 1482, en 1534), à l'entrée de la Reine (en 1491, en 1504, etc...) et à celle du Roi (en 1592).

Pendant ces premières années de leur existence, la nomination des procureurs était à la discrétion du Parlement, qui pouvait en recevoir autant qu'il le voulait. Il en reçut tant et plus, sans exiger d'eux des garanties suffisantes de probité et de capacité, à tel point que la Communauté déjà représentative des intérêts corporatifs des procureurs, bien que ce ne fût encore qu'une association religieuse, dut demander au Parlement de faire cesser de tels abus, nuisibles au bon renom du corps tout entier.

Rien ne fut changé, si bien qu'en 1403, le roi Charles VI lui-même dut intervenir : par lettres patentes du 13 novembre 1403 (1) il ordonna aux Présidents du Parlement de Paris de réduire le nombre excessif des procureurs en suspendant ou en interdisant ceux qui étaient insuffisants. L'enregistrement des lettres royales fut difficile à obtenir ; c'était la première manifestation de l'hostilité qu'allait montrer le Parlement toutes les fois que le roi s'aviserait de régler les procureurs, car il estimait que son autorité à lui, Parlement, devait être souveraine à leur égard.

L'exécution des lettres fut cependant obtenue et quelques procureurs furent interdits. Mais leur nombre n'était toujours pas limité, et le Parlement continuait à en recevoir, malgré la réduction que le roi avait recommandée.

Cependant, en 1453, on pose certaines conditions à leurs nominations : ils doivent être examinés par

(1) BATAILLARD. — *Les origines de l'histoire des procureurs*, page 164.

la Cour et « trouvés suffisants et experts en justice et de bonne et loyale conscience » pour être reçus. L'examen aura lieu en pleine Cour, sur le rapport d'un Conseiller commis à cet effet (1).

En 1498, le roi Louis XII fait un nouvel essai de réduire le nombre des procureurs : l'ordonnance n'est pas exécutée ; pas plus que des lettres patentes du 16 octobre et du 1^{er} novembre 1544, où le roi interdit au Parlement de recevoir un nombre plus grand de procureurs que le nombre actuel, mais en disant expressément qu'il ne veut pas déroger à l'autorité du Parlement, ce qui est propre à faciliter l'enregistrement ; la Cour tourne la disposition de ces lettres : elle ne reçoit pas de procureurs, mais permet aux candidats d'exercer, en attendant leur réception.

Puis elle se remet à en recevoir comme avant ; mais en 1552, elle commence à protester contre les lettres de provision que certains candidats obtiennent du roi pour se faire recevoir, ce qui attente à son autorité, dit-elle.

Le 29 août 1559, de nouvelles lettres du roi lui sont envoyées, qu'elle enregistre quelques jours après, interdisant une fois de plus la réception de nouveaux candidats jusqu'à ce que leur nombre soit suffisamment réduit. Mais encore une fois, la volonté royale reste lettre morte. Deux ans plus tard, le roi prend un nouvel édit, cassant toutes les réceptions faites malgré sa défense ; le Parlement continue à recevoir les candidats, à condition qu'ils soient fils, gendres ou neveux de procureurs ; l'ordonnance de Moulins de 1566 révoque toutes ces réceptions ; au milieu de ces conflits, on arrive à l'année 1572, où le roi, dans un édit du 30 juillet, stipule qu'aucun procureur ne pourra être reçu par le Parlement s'il n'a obtenu des lettres de provision de la Chancellerie royale. Dès lors, la fonction de procureur ne dépend plus du Parlement, elle est devenue un office royal.

Une nouvelle période de l'histoire de la Compagnie

(1) Archives Nationales. Tables de Lenain, U. 505.

s'ouvre à ce moment, qui ne sera pas non plus exempte de vicissitudes, elle se traduira par la lutte entre le Parlement jaloux de ses prérogatives, qu'il va perdre, et la royauté qui triomphera en fin de compte.

Mais, avant de retracer l'histoire de l'office de procureur, il faut signaler que la confrérie religieuse, unissant les procureurs et les avocats, dont nous avons dit la naissance, s'est déjà transformée : elle est devenue une association civile et professionnelle, c'est la Communauté des procureurs au Parlement. Elle est dirigée en fait par des procureurs de Communauté qui sont des procureurs et non plus des avocats, bien que le bâtonnier soit toujours son chef nominal. Les avocats se désintéressent tout à fait de cette association dont les audiences sont presque entièrement consacrées à la discussion d'affaires de pratique professionnelle. Mais il faut ajouter que les activités religieuses de la Communauté ne sont pas délaissées et, lorsqu'il s'agit du culte de la chapelle de la confrérie, les avocats participent aux assemblées que le bâtonnier préside en ce cas.

Reprenons la question de l'office de procureur : l'édit de 1572 fut l'objet d'une vive hostilité de la part du Parlement qui refusa d'abord de l'enregistrer ; après deux refus de la sorte, le premier président fut mandé par le Roi, qui lui ordonna de lui obéir ; le premier président répondit que le Parlement a toujours obéi au Roi, mais qu'en son « âme et conscience », il ne peut vérifier cet édit, que le Roi doit être obéi puisqu'il est Roi par la volonté de Dieu, mais qu'à cause de cela même, il ne peut faire aucune chose qui ne soit « selon Dieu et la raison », or cet édit n'est pas raisonnable.

Le lendemain, le Dauphin vint lui-même au Parlement requérir la vérification de l'édit, les présidents répondirent encore que ce serait contre leur conscience ; finalement, le 16 août, l'enregistrement eut lieu de force, en présence du duc d'Alençon (1).

(1) Tables de Lenain.

Après tant de difficultés, l'enregistrement n'a aucun résultat et l'édit n'est pas exécuté. En mars 1586, est pris un nouvel édit, accordant cette fois-ci aux procureurs l'hérédité de leurs offices, moyennant une finance de 60 écus que chaque procureur doit payer au Trésor royal dans le mois, à peine de déchéance ; l'édit est vérifié le 16 juin après l'envoi de lettres de jussion.

Mais les procureurs ne viennent plus au Palais, ne voulant pas, s'ils font acte de leur charge, avoir l'air d'approuver l'édit, ainsi que l'expliquent les procureurs de Communauté mandés au Parlement. Des lettres patentes du Roi du 26 juin enjoignent aux procureurs de Communauté de faire entendre raison à leurs confrères ; le 30 juin, ils rapportent qu'ils ont assemblé trois cents procureurs qui, en pleurant, ont remis leurs charges à la Cour, ne pouvant « bailler argent », et finalement, le 13 juillet, le Roi révoque l'édit de création de l'office, ainsi que l'octroi de l'hérédité ; les candidats à la fonction de procureur n'auront plus besoin d'obtenir des lettres de provision (1).

Ce n'est que partie remise et la question sera reprise en 1620 : par un édit du mois de février, le Roi accorde la transmissibilité des offices aux procureurs qui prendront des lettres de provision, sinon ils pourront conserver leur charge pendant leur vie, elle ne sera supprimée qu'à leur mort. La Cour, à qui la vérification de l'édit est demandée, veut d'abord que le nombre des procureurs soit réduit et limité à 200 ; le Roi y accède par arrêt du Conseil du 30 septembre 1621. Malgré cela, l'enregistrement de l'édit n'est obtenu que par un lit de justice.

Cette fois-ci, les procureurs montrent beaucoup d'empressement pour obtenir les lettres de provision, désirant s'affranchir de l'autorité du Parlement, et justifiant de la sorte ses appréhensions. Un fait plus grave fut que le roi ne respecta pas la limitation

(1) Tables de Lenain.

de nombre qu'il avait édictée : de simples clercs de procureurs demandèrent des lettres de provision, on les leur accorda, moyennant finance, bien entendu, le Trésor disant que tous ceux qui le voulaient seraient admis à les lever ; plus tard, on réduirait le nombre à 200, à mesure des décès. Et de nouveau, en juin 1627, un édit royal réduit le nombre des procureurs, mais à 300 cette fois-ci ; les titulaires de la fonction ont ordre d'exécuter l'édit et de payer la taxe édictée, dans un mois, sinon ils seront démis de leur charge et les offices nouvellement créés seront délivrés aux anciens clercs. L'exécution de l'édit fut obtenue.

Quelques années après, vint une nouvelle déclaration du Roi : les procureurs au Parlement doivent payer un supplément de finance pour acquérir l'hérédité.

Mais en décembre 1635, le roi révoque l'édit créant l'office de procureur, et crée à la place trente offices de tiers référendaires chargés de la taxation des dépens, fonction que les procureurs avaient toujours remplie eux-mêmes. Mais cela n'eut aucun succès auprès des procureurs qui n'acquirent pas les charges ; on poussa bien les clercs à les prendre et ils y étaient disposés, mais le Parlement les en empêcha, en arrêtant qu'il fallait dix ans d'exercice en la fonction de procureur pour être apte à celle de tiers. Cela ne suffisait pas pour sauvegarder les droits du Parlement, car le 15 janvier 1639, le Roi créa 400 offices héréditaires de procureurs : il obtint l'enregistrement de sa déclaration et les offices de tiers référendaires furent unis à la Communauté par un édit du mois de mai, qui lui en impose le rachat.

A ce moment enfin, la royauté triompha du Parlement et fit des procureurs ses officiers et non plus les commissaires du Parlement.

Une nouvelle période va s'ouvrir alors dans l'histoire de la Compagnie, maintenant que son nombre est limité, de façon stricte, à 400 membres. En plus des deux rôles de la Communauté que nous avons déjà notés, elle va en remplir un troisième : elle

continue d'être une confrérie religieuse, elle le restera jusqu'au bout de son existence ; mais ses liens avec les avocats, limités à l'exercice de pratiques religieuses communes, se distendent de plus en plus, le bâtonnier ne préside que très rarement l'association, et, en fait, les procureurs de Communauté ont la haute main sur ses destinées, même dans ses fins religieuses. Ces liens, purement nominaux, dureront pourtant jusqu'en 1783 ; à cette date, une délibération des procureurs les tranchera (1).

Le rôle civil de la Communauté des procureurs devient, au contraire, de plus en plus important, et l'on assiste à une évolution très nette qui, d'une Communauté secondaire et subordonnée au Parlement, fait naître un corps très actif, agissant dans beaucoup de domaines différents, et qui, tout en restant théoriquement soumis au Parlement et sans pouvoirs propres de décision, devient, en fait, très largement autonome à plusieurs points de vue, sinon à tous, les liens de dépendance à l'égard de la Cour ne subsistant souvent que pour la forme.

Mais voici un troisième aspect, nouveau celui-là, de son activité : depuis que la Compagnie des procureurs est un groupement d'officiers, elle va remplir, auprès du Roi, un rôle financier de premier ordre : la royauté se servira de l'office de procureur pour obtenir de la Communauté des sommes d'argent importantes, en modifiant les règles de transmissibilité de l'office, et se faisant acheter le retrait des mesures gênantes qu'elle prenait à l'égard des procureurs.

Dès lors, l'histoire de l'office de procureur se confond avec l'histoire financière de la Compagnie. En 1639, l'office de procureur avait été déclaré héréditaire, moyennant le paiement d'un droit annuel, la paulette. En 1657, une déclaration du Roi crée cent offices nouveaux de procureurs ; d'autre part l'hérédité est supprimée en 1664 ; en 1672, elle leur est

(1) BATAILLARD. — *Histoire des procureurs*, tome I, page 329.

rendue moyennant le paiement d'une finance, le système de la paulette étant remplacé par une somme fixe, et en 1674, le 16 avril, une autre déclaration royale supprime les cent offices créés quelques années auparavant, ramenant la Compagnie au nombre de quatre cents. L'exécution de l'achat de l'hérédité par les procureurs est longue. Elle est enfin terminée vers 1700, et aussitôt après, en 1701, le Roi veut bien les confirmer dans leurs droits d'hérédité, mais à condition que la Communauté verse au Trésor royal la somme de 300.000 livres. La Communauté proteste, mais elle paie la somme. Malgré cela, en 1709, le Roi fait un retour au système de la paulette avec le paiement d'un droit annuel, pour quelques années seulement, car en 1743 un retour est à nouveau fait à l'achat de l'hérédité ; la déclaration royale du 3 décembre 1743 (1) accorde l'hérédité aux charges de procureur, moyennant le paiement, pour chacun des 400 procureurs, de la somme de 822 livres, 3 sols, 4 deniers, ou par la Compagnie entière de 328.866 livres, 13 sols, 4 deniers. Le paiement devait être effectué en avril, juillet, octobre 1744 et janvier 1745 ; si les procureurs satisfaisaient exactement à ces 4 termes de paiement, un avis du Conseil du Roi du 4 février avertissait qu'il y aurait décharge de deux sols par livre. La Communauté, assemblée au Parlement en la Chambre Saint-Louis, délibère à ce sujet et conclut qu'elle fera des représentations pour essayer d'obtenir une diminution de la somme demandée. Mais quelle que soit la somme qu'il faudra verser, il est bon de décider immédiatement de quelle manière il sera pourvu au paiement, si ce sera par chaque procureur en particulier ou par la Communauté en corps ; après délibération, la motion unanime de la Communauté est que, « par les difficultés qu'il y aurait au paiement particulier de chacun des membres, le parti le plus convenable est de demander à être admis de payer en corps et obtenir l'autorisation nécessaire pour faire des emprunts », ce qui fut fait.

(1) Archives Nationales, X, 5B, 2.

Ce n'était pas encore la dernière fois que la royauté interviendrait dans la transmissibilité de l'office : en février 1771, l'hérédité est, une fois de plus, révoquée ; les procureurs qui veulent conserver le droit de résigner leurs offices doivent acquitter le droit de centième denier, sinon l'office revient à la disposition du Roi ; sauf une rectification dans le sens libéral qui est faite par lettres patentes du 27 février 1780 : malgré le non-paiement du droit de centième denier, par le procureur en charge, l'office restera cessible par lui, à condition que son acquéreur paie ce droit au double.

Et l'on est arrivé à la dernière des interventions royales si onéreuses pour les procureurs. Cette histoire de l'office a permis de se rendre compte des procédés par lesquels le roi tirait des ressources financières de la Compagnie des procureurs.

La Communauté n'apportait d'ailleurs pas son aide financière au Trésor royal au seul propos de l'office de ses membres ; des sommes d'argent lui étaient demandées par plusieurs autres moyens, en lui cédant des droits et des offices nouvellement créés, comme on le verra plus loin. Mais quelles que fussent les raisons qui étaient données par la royauté, tous ces versements faits par la Compagnie au Trésor n'étaient au fond que des emprunts déguisés, émis quelquefois auprès des officiers eux-mêmes mais le plus souvent dans le public, en passant par l'intermédiaire du crédit de la Communauté, car ses ressources ne suffisaient pas à faire face à la demande royale et elle devait faire appel à celles du grand public. C'est pourquoi l'on peut véritablement parler du rôle joué par la Communauté des procureurs auprès du Roi en tant qu'organisation financière. C'est une activité bien éloignée de ses fins primitives, mais ce n'en est pas moins une réalité très vivante.

Il reste, pour terminer l'histoire de la Compagnie des procureurs, à dire comment elle a disparu (1).

Dès 1771, la Compagnie respectueusement subor-

(1) BATAILLARD. — *Histoire des procureurs*, tome II, page 138 sq., 263 sq.,

donnée au Parlement est atteinte par la réforme de Maupeou qui remplace le Parlement par un Grand Conseil : les procureurs font grève. On les remplace ainsi que les avocats par un corps de cent avocats-procureurs. Mais la réforme est annulée par un édit de 1774, dans lequel le Roi Louis XVI rétablit l'ancien état de choses.

On arrive ainsi à la Révolution de 1789. Les procureurs avaient alors une mauvaise réputation ; on les accusait de faire naître les procès et de les faire durer artificiellement pour augmenter leurs profits. Une pétition de 1789 pour l'abolition de la vénalité des charges de justice se plaint de « cette vermine inouïe des procureurs qui ne respirent que la ruine du genre humain » (1). Ailleurs ils sont traités de « fléaux de la population » (2).

D'autre part la Communauté des procureurs au Parlement ne se montre pas une adepte convaincue des idées de la Révolution, car elle tient aux privilèges de son Parlement.

Il n'est donc pas étonnant que la Constituante ne se montre pas favorable à l'égard des procureurs : dès le 4 août 1789, Mirabeau demande la suppression de ces « agents rapaces ».

La question est pourtant ajournée. On s'en prend un peu plus tard aux biens de la Communauté : elle doit livrer l'argenterie de sa chapelle à l'Etat. Puis la rentrée du Parlement qui devait avoir lieu le 12 novembre 1789 est ajournée ; cela provoque un fort mécontentement au Palais ; on accuse injustement les procureurs de le fomenter.

Et finalement les offices de procureurs sont supprimés et la Communauté dissoute par le décret-loi des 21-24 décembre 1790 qui réforme la procédure.

Il n'y avait plus qu'à liquider la question financière : l'indemnité pécuniaire qu'on allouait aux officiers

(1) Cité par MARION. — *Dictionnaire des Institutions de la France*, Art. Procureur.

(2) Cahier de la Noblesse de Montargis. Cité par MARION. — *Dictionnaire des Institutions de la France*.

privés de leurs charges fut fixée sur la base de l'évaluation faite en 1771, alors que Maupéou avait déjà tenté de les supprimer, en modifiant quelque peu cette évaluation ainsi que l'a réglé le décret-loi des 26 mars, 1^{er} avril 1791.

Quant au passif financier de la Communauté il fut pris en charge par le Trésor public pour toutes les dettes qui avaient été contractées dans un intérêt public.

La Convention discuta encore le point de savoir si l'on conserverait la fonction des procureurs, réapparus sous le nom d'avoués. Certains étaient partisans de l'union des fonctions d'avoué et d'avocat en une seule profession, mais leur opinion ne prévalut pas. On conserva les avoués en leur accordant un monopole limité de représentation des parties. Mais leur sort n'était pas encore définitivement fixé et ils devaient connaître d'autres vicissitudes : le 3 Brumaire, An II, on les supprime en permettant aux parties d'agir par elles-mêmes. Mais ils sont rétablis par la loi du 27 Ventôse, An VIII, car on avait reconnu l'avantage de ces techniciens de la procédure et finalement la loi du 28 avril 1816 devait rétablir la patrimonialité des charges, sous la forme de la présentation par l'avoué sortant de charge de son successeur au chef de l'Etat.

Telle est l'histoire de la Compagnie des procureurs depuis ses origines jusqu'à sa suppression : histoire mouvementée comme on l'a vu. Nous allons maintenant parler de la Communauté d'un point de vue en quelque sorte statique, en la considérant dans les deux derniers siècles de l'Ancien Régime.

CHAPITRE II

Organisation intérieure de la Communauté

La Communauté des procureurs au Parlement de Paris répond, comme nous l'avons déjà indiqué, à un double but : c'est d'abord une confrérie groupant ses membres pour l'exercice de devoirs religieux et c'est aussi une association civile, se proposant la défense d'intérêts professionnels. Ce n'est que ce second aspect de la Communauté qui fera l'objet de ce chapitre, car il faut bien distinguer ces deux catégories d'activités si différentes, dont l'importance respective variera avec l'évolution du temps et qui ne créent pas les mêmes rapports entre les avocats et les procureurs.

L'organisation civile de la Communauté ne concerne en effet que les procureurs, les avocats au Parlement n'y ont aucune part, tandis que l'organisation religieuse dont on parlera tout à l'heure est celle de la « Communauté des avocats et procureurs au Parlement de Paris ». Les textes font très nettement la différenciation, et lorsqu'il s'agit de questions purement professionnelles, par exemple les cessions d'office, l'arrêt d'homologation (1) d'une délibération à

(1) Archives Nationales, X, 5B, 4.

ce sujet parle de la requête présentée par la « Communauté des procureurs en la Cour ».

L'organisation intérieure de la Compagnie des procureurs est constituée par le collège des procureurs de Communauté : ce sont quatre procureurs qui sont élus pour trois ans, séparément ou plusieurs à la fois, suivant le hasard des vacances, mais non nécessairement les quatre ensemble. Leur élection appartient aux dignitaires de la Compagnie seuls, et non à l'ensemble des procureurs qu'ils seront ensuite chargés de régir ; l'assemblée électorale comprend donc les anciens procureurs de Communauté, le doyen d'âge, et les six postulants « chargés de la distribution des charités ordinaires de la Compagnie » (nommés à cette fonction après avoir accompli pendant un an celle de receveurs de la Communauté). L'élection doit se faire librement et les candidats ne doivent pas faire des « sollicitations pour parvenir aux charges de la Communauté et se procurer les suffrages par des voies qui ont toujours été sérieusement condamnées par la Cour, ce qui les déshonore eux-mêmes, aussi bien que la Compagnie qui a intérêt pour le bien de la justice et celui du public que la liberté des suffrages soit conservée et qu'il ne soit appelé aux charges que ceux qui les pourront soutenir et maintenir la discipline », et après ces considérations la Compagnie arrête, dans cette délibération du 15 juillet 1715 (1), qu'on procédera à l'élection des procureurs de Communauté « à la pluralité des suffrages qui seront libres et que les procureurs qui les solliciteront en seront exclus, qu'on ne comptera les voix que de ceux qui affirmeront les donner librement ». On entrevoit déjà par là le souci de probité et de discipline qui anime la Compagnie.

Lorsque le temps normal d'exercice de leur charge est écoulé, les procureurs de Communauté en avertissent la Compagnie, la « remercient de l'honneur qu'elle leur a fait et la supplient d'en vouloir élire

(1) Archives Nationales, X, 5B, 1.

d'autres à leur place » (1) ; l'on « avise qu'il y sera pourvu au premier jour » et après le recueil des voix, la Compagnie « est d'avis » que le nouvel élu prendra place et prêtera serment, mais son avis est subordonné « au bon plaisir de la Cour », comme toutes ses décisions. Le serment des procureurs de Communauté qu'ils prêtent au moment de leur installation est analogue à celui des autres dignitaires de la Compagnie : c'est celui de « bien et fidèlement exercer leur charge ».

Ils ne sont pas rééligibles après leurs trois années d'exercice. Mais il arrive cependant que cette règle ne soit pas appliquée : ainsi en 1691 alors que Pierre Gillet demande sa décharge, la Compagnie prend, le 19 janvier, une délibération approuvée par le Premier Président du Parlement « pour prier M. Gillet de demeurer encore un an en sa place de premier procureur de Communauté » et même le Premier Président le lui ordonne pour « le bien et l'avantage de la Compagnie » (2). Pendant de longues années, ce même Gillet présidera aux destinées de la Compagnie, puisqu'en 1705, en 1710 même, il sera encore en charge. Il convient d'ailleurs de dire que c'est le seul cas d'exception que nous ayons remarqué.

Le plus ancien en date parmi les quatre procureurs élus a le titre de premier procureur de Communauté, il est le chef effectif de la Compagnie : le président de droit en est le bâtonnier, mais celui-ci ne participe à l'activité de la Communauté que lorsque les intérêts des avocats sont en jeu, rarement donc, et en fait, sauf dans quelques circonstances, la présidence de l'Assemblée de Communauté revient au premier procureur.

Les quatre procureurs de Communauté sont assistés des dignitaires de la Compagnie déjà nommés et aussi d'un Conseil de douze anciens procureurs (ceux-ci étant les procureurs exerçant leur profession depuis au moins dix ans). Cette assemblée peut se tenir en

(1) Archives Nationales, X, 5B, 1, 7 juin 1709.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 14.

la chambre de la sacristie, au Palais de Justice, mais elle ne s'y tient pas toujours.

Le bureau comprend enfin un greffier (qui d'ailleurs le plus souvent sera élu procureur de Communauté à la première vacance) chargé de tenir les registres des délibérations et de l'activité de la Communauté.

Les officiers de la Communauté ont droit à des avantages en espèces (on leur donne un certain nombre de jetons par an) et en nature : on leur fait des distributions de cadeaux variés, tels que des confitures, des pâtés, des jambons, des bougies surtout, comme étrennes du Jour de l'An et de Pâques et à l'occasion des fêtes religieuses de la confrérie. Le libraire de la Compagnie leur fournit à frais communs la collection imprimée des arrêts de règlement du Parlement et des Edits du Roi la concernant. Enfin les procureurs de Communauté ont droit, à leur sortie de charge, à une écritoire ; à partir de 1721 d'ailleurs, la valeur seule et non plus l'objet leur sera remis (1).

Il est dans l'organisation de la Compagnie un degré intermédiaire entre les officiers et les simples procureurs : ce sont les « anciens procureurs » ayant 10 ans d'exercice de leur charge ; leur titre leur confère certains privilèges honorifiques et professionnels. Eux seuls sont éligibles aux dignités de la Compagnie, ils ont des avantages dans certaines procédures comme la saisie ; les procureurs tiers taxateurs des dépens sont nommés parmi eux. Ces règles sont au fond l'application de l'idée qu'un certain âge et une certaine expérience des affaires sont nécessaires dans l'exercice de fonctions plus délicates.

Enfin, la Communauté a un certain nombre d'individus à son service, particulièrement pour ses fonctions religieuses, mais il en est aussi quelques-uns qui la servent dans ses affaires civiles : c'est le cas de l'huissier et des serviteurs de la Communauté, dont l'un a le titre de « premier serviteur », mentionnés dans les comptes de dépenses où ils sont portés pour

(1) BATAILLARD. — *Histoire des procureurs et des avoués (1483-1816)*, tome I, page 334.

le paiement de gages annuels et d'étrennes au jour de l'An et à Pâques (1).

L'activité de la Communauté ainsi organisée nous est principalement connue par les procès-verbaux des séances que dresse le greffier après chacune d'elles, et qui sont signés de lui-même et du premier procureur de Communauté. On trouve aux Archives Nationales une grande quantité de ces « feuilles d'audience » appartenant à la fin du ^{xvii}e siècle et au ^{xviii}e siècle (2). Les audiences de la Communauté ont lieu en temps normal deux à trois fois par semaine, sauf au temps des vacances du Parlement où elles ne se tiennent que le jeudi, comme le dit l'avis du 5 septembre 1686 (3). Les nombreux procureurs qui ne font pas partie de son organisation oligarchique peuvent y venir même s'ils n'y sont pas mandés expressément ; bien qu'ils ne fassent pas partie de l'organe délibérant, ils s'y instruisent et y apprennent leur devoir.

Les matières auxquelles se rapportent les feuilles d'audience sont très variées et montrent les multiples faces du rôle de la Compagnie ; mais avant d'aborder leur examen, il convient de noter déjà un fait que l'on verra avec plus de détails dans un chapitre suivant, c'est la subordination de la Communauté des procureurs à l'égard du Parlement : la Compagnie est autonome (nous chercherons plus tard jusqu'à quel point elle l'est), elle n'est pas indépendante et le Parlement conserve sur elle un droit de contrôle important : le seul point à noter pour le moment à ce sujet concerne les délibérations des procureurs : la Communauté statue par voie d'arrêtés, pris en audience, après examen de la question. Ces arrêtés sont parfaitement valables, mais ils n'ont pas par eux-mêmes la force exécutoire ; pour en être pourvus, il faut qu'ils soient homologués par le Parlement. C'est pourquoi toutes les délibérations de la Communauté sont prises, « sous le bon plaisir de la Cour », et une requête

(1) Archives Nationales, X, 5B, 7 et 19.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 1 à 5 ; X, 5B, 13 à 16.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 13.

en homologation est présentée au Parlement, qui ne fait, d'ailleurs, dans son arrêt d'homologation, qu'entériner la décision de la Compagnie.

Il est vrai que la Communauté ne prend pas que des arrêtés et son rôle s'exerce par différents autres moyens, avertissements, renseignements, exhortations, que nous rencontrerons suivant les objets auxquels ils s'appliquent, il faut donc en venir à énumérer les différents chefs de l'activité civile de la Communauté des procureurs.

Le premier soin et le plus important de la Compagnie est de surveiller et de diriger l'activité professionnelle des procureurs et de maintenir l'honneur de la corporation.

D'abord la Communauté a reçu du Parlement une espèce de droit de juridiction déléguée pour juger « sous le bon plaisir de la Cour » toutes les difficultés subséquentes à un procès, soit entre une partie et son procureur, soit entre deux procureurs adverses : ces litiges se rapportent à des causes variées et sont nombreux (il en est des quantités qui sont relatées dans les feuilles d'audience). Les cas les plus fréquents sont les suivants : des demandes en restitution de pièces par une partie à son procureur [19 juin 1690, le procureur ne peut les retenir sous prétexte qu'elles font l'objet d'une saisie (1)] ; des contestations en matière de procédure que l'on fait déclarer nulle et dont le procureur demeure responsable (2) ; des partages de frais entre deux procureurs successifs d'une même partie (3) ; sans parler encore ici de la taxation des dépens qui est une des parties les plus importantes de la fonction des procureurs.

Voici la procédure observée dans ces procès accessoires : la partie demanderesse adresse une requête à la Communauté, en constituant un procureur, sauf évidemment si c'est un procureur qui agit en son nom propre. La Communauté commet un ancien procu-

(1) Archives Nationales, X, 5B, 14.

(2) 3 octobre 1686. Archives Nationales, X, 5B, 13.

(3) 3 décembre 1689. Archives Nationales, X, 5B, 14.

reur qui étudie l'affaire et en fait un rapport. Le procureur inculpé est tenu de venir à la Communauté répondre des plaintes portées contre lui, comme le dit une délibération du 16 décembre 1688 (1) délibérant « sur le mépris que font la plupart des procureurs de comparoir à la Communauté pour répondre aux plaintes qui sont contre eux faites... quoique les arrêts de la Cour qui donnent à la Communauté l'inspection sur icelle leur enseignent de s'y trouver sous des peines pécuniaires même d'interdiction, abusant de l'indulgence qu'on a eue de les exempter ou décharger plusieurs fois des peines qu'ils ont encourues », elle arrête les peines qu'ils encourront s'ils ne viennent pas répondre aux plaintes, par eux ou leurs substitués : une amende de 10 livrès s'ils ne répondent pas à la seconde sommation, et à la troisième « les procureurs de Communauté iront au Parquet de Messieurs les gens du Roi et à la Grande Chambre en porter leurs plaintes et pour leur contumace demander leur suspension ».

Après avoir entendu l'inculpé, la Communauté rend un avis qui donne la solution du litige, (nombreux sont les avis « que la procédure faite par X... n'est pas bonne », etc...) et crée une obligation à l'encontre d'une des parties, que celle-ci doit exécuter sous peine d'amende, ou bien elle donne acte que le défendeur a satisfait à la demande de son adversaire car la Communauté essaie toujours de réconcilier les parties, ou bien, enfin, elle renvoie les parties devant un autre arbitre : soit un ancien procureur (pour « se régler » dans les questions de dépens souvent) soit devant les procureurs de Communauté à la Chambre de la Sacristie [ainsi le 11 août 1685 les procureurs de Communauté rendent un arrêté disant que la procédure à propos de la saisie d'une terre de dame Marie-Madeleine Tartarin est valable et « qu'on a pu valablement continuer l'adjudication » (2)], enfin il se peut que les parties soient renvoyées devant une

(1) Archives Nationales, X, 5B, 15.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 13.

autre juridiction : devant la Chambre des tiers dans les questions de dépens, ou devant le Parquet de Messieurs les gens du Roi, lorsque la Compagnie ne se sent pas compétente pour juger elle, et dans ce cas le demandeur est assisté au Parquet par les procureurs de Communauté. Le 21 mai 1685 M^e Desnoyers agissant contre M^e Cherandye « au sujet de la matière de frais extraordinaires par lui obtenus aux requêtes » (1) est renvoyé au Parquet.

Il arrive d'autre part que la Communauté soit érigée en juge par un arrêt du Parlement qui renvoie des parties devant elle, dans des difficultés de procédure, généralement : ainsi le 15 janvier 1688, la Compagnie rend un avis en nullité de procédure entre Vincent Soiné, fermier des domaines de la généralité de Paris, représenté par Claude-François Cherier, et Maximilien de Béthune, duc de Sully, renvoyés à la Communauté par arrêt du 5 août 1687 (2). De même le 29 mars 1764, la Compagnie rend un avis sur une contestation de dépens, entre deux procureurs cette fois-ci, renvoyés devant la Communauté par arrêt du 2 septembre 1763 (3).

Un autre devoir de la Communauté est de réprimer les écarts des procureurs pour les maintenir dans les limites du respect qu'ils doivent tant aux parties qu'à la Compagnie elle-même et par-dessus tout au Parlement. On peut citer plusieurs exemples :

Voici un procureur condamné envers la partie du procureur adverse : « la Compagnie a arrêté sous le bon plaisir de la Cour que le dit Parent n'a pu ni dû dans l'avertissement qu'il a fait signifier, ni dans son inventaire de production user des termes dont il s'est servi, qui ne conviennent point à l'intérêt de ses parties ni à la contestation sur laquelle il échet de prononcer qu'ils seront rayés et supprimés, qu'il priera M. et Mme Maboul de lui pardonner et de vouloir bien retirer la requête qu'ils ont donnée contre

(1) Archives Nationales, X, 5B, 13.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 15.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 4.

lui » (1). Plus souvent les procureurs sont rappelés au respect qu'ils doivent à la Compagnie et à ses dirigeants : ainsi dans la délibération que nous venons de citer, il est dit plus loin que, « pour avoir le dit Parent deshonoré sa Compagnie en manquant au respect qu'il doit à Messieurs, il demeurera mulcté de 20 livres envers les pauvres de la Communauté ». Il arrive aussi que ce soit la Cour elle-même qui, sur la plainte faite au parquet des gens du Roi par les procureurs de Communauté, condamne le procureur à revenir dans le devoir : le 28 septembre 1724 est lu à l'audience de la Communauté un arrêt rendu le 21 septembre par la cinquième Chambre des Enquêtes contre un procureur qui a employé, dans une requête, des « termes immoraux » contre les procureurs de Communauté : ces termes seront rayés avec défense au procureur condamné « de se servir à l'avenir de pareils termes », et il est condamné à 10 livres d'amende (2).

Une autre fois, ce sont les gens du Roi qui invitent un procureur à « rendre à la Communauté le respect qu'il lui doit », respect auquel il avait manqué en lui « remontrant son devoir » et en refusant de satisfaire à un de ses avis, sinon ils porteront l'affaire à la Grande Chambre du Parlement (3).

Ce n'est pas seulement envers leur corps que les procureurs doivent être respectueux et soumis, mais encore à l'égard du Parlement, auquel leur Communauté est rattachée et doit honneur et respect, mais cela fera l'objet d'un autre chapitre.

Une autre face de l'activité de la Compagnie rentre dans son devoir général de surveillance à l'égard des procureurs, c'est de veiller à l'exacte application des règlements de la Cour, et au besoin de réglementer par elle-même l'exercice de leur profession par des arrêtés pris sous réserve de ratification par le Parlement : la fonction de procureur fait l'objet d'une

(1) Archives Nationales, X, 5B, 16, 11 août 1705.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 1.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 15, 18 mars 1688.

réglementation importante, et les nouveaux admis dans la Corporation promettent bien « d'observer et exécuter les arrêts et règlements de la Cour », cependant, il faut souvent que la Compagnie en rappelle l'existence, ou les précise, ou avertisse les procureurs qu'ils sont en faute ; des peines sont prévues contre les contrevenants : ainsi, le 2 décembre 1688, la Communauté délibère à propos des significations d'expéditions et elle arrête que « les règlements seront exécutés et que l'on cotera sur les expéditions le nom des parties » (1). Une autre fois, le premier procureur de Communauté avertit la Compagnie d'observer les règlements et les délibérations qui concernent les présentations au greffe et les dépens (2), de ne pas interjeter d'appellations comme de juge incompetent, au risque de sanctions rigoureuses de la Chambre des Requêtes du Palais (3) ; de signer les placets et de mettre en tête d'eux « succinctement de quoi il s'agit » (4), de ne pas présenter de lettres au sceau « qui ne soient dans les règles, et de les faire écrire bien lisiblement et correctement, à peine d'en demeurer garants et d'en venir rendre compte à la Chancellerie » (5) ; de ne pas faire de mauvaise procédure sur les demandes en homologation d'état (6), etc...

La Communauté va jusqu'à prendre elle-même des arrêtés touchant à l'exercice de la profession de ses membres : par exemple, elle délibère sur « l'ordre que l'on doit tenir pour les présentations pour se conformer à l'édit, et aux règlements faits en conséquence d'icelui, et éviter que les parties ne souffrent du défaut de la présentation que le procureur, chargé de l'exploit, aurait négligé de faire » (7). Le 25 février 1701, c'est sur « l'ordre qu'on doit tenir pour rendre la procédure uniforme au sujet des sentences

(1) Archives Nationales, X, 5B, 15.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 13, 8 janvier 1685.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 1, 24 juillet 1724.

(4) Archives Nationales, X, 5B, 1, 29 mai 1724.

(5) Archives Nationales, X, 5B, 1, 24 janvier 1724.

(6) Archives Nationales, X, 5B, 13, 1^{er} juin 1685.

(7) Archives Nationales, X, 5B, 15.

que les intimés sont obligés de fournir pour conclure les procès et éviter les fréquentes plaintes qui se font de la procédure qui est différemment faite » (1) et la conclusion de cette délibération dit que les procureurs seront tenus sous leur responsabilité d'agir conformément à elle. La Communauté des procureurs statue aussi sur une question qui est destinée à faciliter l'exercice de leur profession en évitant « les surprises préjudiciables aux parties » ; elle détermine les noms sous lesquels doivent signer des procureurs dont les noms patronymiques se ressemblent trop : trois procureurs s'appellent Guyot, l'un sera Guyot, l'autre G. Guyot et le troisième Guyot le jeune (2).

Pour faire respecter ses délibérations et ses décisions juridictionnelles et pour diriger efficacement les procureurs qui sont sous sa garde, la Communauté s'est instituée en véritable juridiction disciplinaire, fidèle en cela à la tradition des corporations de l'Ancien Régime : elle édicte les peines nécessaires pour sanctionner les règles qu'elle pose et elle condamne elle-même les procureurs en faute. Nous avons déjà parlé de la délibération prise le 16 décembre 1688 à l'encontre des procureurs qui ne se rendaient pas à la Communauté pour y répondre des plaintes contre eux portées : des peines progressives y sont édictées contre les contrevenants. De même, le 1^{er} juin 1685 (3), les procureurs de Communauté représentent à la Compagnie que le clerc du premier huissier de la Cour fait imprimer les rôles de causes et prend une rétribution pour les distribuer, on décide de porter plainte au Parquet, et il est interdit aux procureurs de prendre ces rôles imprimés sous peine d'amende. Citons encore la délibération du 26 janvier 1696 (4) condamnant à l'amende les procureurs qui n'appliqueraient pas les règlements de la Cour dans une question d'opposition aux arrêts par défaut, ce qui cause un « abus préjudiciable aux intérêts de

(1) Archives Nationales, X, 5B, 16.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 14, 22 juin 1690.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 13.

(4) X, 5B, 15.

la Compagnie qui ne peut ni ne se doit dispenser des règles qui lui sont prescrites ».

Souvent, la peine applicable au procureur est édictée par arrêt du Parlement et la Compagnie se contente d'en informer ses membres ; nombreux sont les arrêts lus à l'audience de la Communauté et qui touchent à des questions disciplinaires : voici, à titre d'exemple, un arrêt du Parlement du 24 novembre 1766, défendant aux procureurs, à peine d'interdiction, de former des oppositions à certains arrêts (1). Voici encore un avertissement de la Cour des Aides à la Compagnie recommandant à celle-ci d'être exacte à se présenter devant elle par cédules mises au greffe, à peine de 300 livres d'amende (2).

Quelles sont donc les peines auxquelles peuvent être sujets les procureurs au Parlement ? Il y en a toute une gradation, depuis l'amende honorable jusqu'à l'interdiction, en passant par l'amende pécuniaire et l'interdiction temporaire ; elles sont prononcées tantôt directement par la Cour, tantôt par la Compagnie à qui le Parlement a délégué ses pouvoirs.

Dans quelques cas de fautes très légères, on se contente de l'amende honorable : le procureur inculpé retirera les paroles qu'il a dites et son adversaire l'en tiendra quitte.

Pour les fautes très graves, au contraire, on prononcera l'interdiction du procureur : ainsi, en cas de malversation des deniers qui leur sont confiés, de déclaration contraire à la vérité (3), même de mauvaise procédure quelquefois (4). L'interdiction est prononcée par la Cour, d'habitude : dans les Tables de Lenain (5), qui analysent un grand nombre d'arrêts du Parlement, les exemples en sont nombreux : le 7 mai 1364, un procureur est suspendu pour avoir parlé contre un conseiller ; le 11 juillet

(1) X, 5B, 5.

(2) X, 5B, 1, 6 juillet 1724.

(3) BATAILLARD. — Ouvrage cité, tome I, pages 377 et 378.

(4) Arrêt de règlement du 24 novembre 1766, X, 5B, 5.

(5) Archives Nationales, U, 505.

1472, un autre arrêt menace plusieurs procureurs d'interdiction, s'ils continuent, dans leurs requêtes, à proposer des faits « qui ne sauraient être véritables ». Mais il se peut aussi que la Compagnie rende l'arrêté d'interdiction auquel le Parlement ne donne que son homologation : nous en avons des exemples en matière de postulation (1).

La peine de l'interdiction n'est souvent prononcée qu'à titre temporaire : dans l'arrêt d'homologation rappelé ci-dessus, elle ne doit durer que 6 mois. Un arrêt du 8 mai 1642 prononce une suspension de 15 jours seulement (2). Si l'interdiction n'est pas à temps, elle ne peut cesser que par la main-levée obtenue en justice ; le 15 mars 1745, est lue à la Communauté une sentence du Châtelet de Paris, levant, en faveur d'un procureur, l'interdiction contre lui prononcée par sentence de la même juridiction, et le remettant « en tel et semblable état qu'il était avant la dite sentence et en conséquence il a été dit qu'il sera réintégré en sa maison à l'huisier » (3).

La Compagnie, d'ailleurs, a un rôle important à jouer en ce qui concerne l'interdiction de ses membres, car elle veille à la rigoureuse exécution des arrêts d'interdiction : elle publie le nom des procureurs interdits afin de mettre en garde leurs confrères de ne plus faire de procédure avec eux jusqu'à nouvel ordre, et d'autre part elle édicte des peines contre les procureurs qui occuperaient directement ou indirectement pour un procureur interdit en lui prêtant leur nom : un arrêté du 25 avril 1701 (4) porte que « la Compagnie, étant informée que M^e Jean Chauveau, procureur, ne laisse pas au préjudice de l'interdiction contre lui prononcée de se charger de nouvelles assignations et de continuer d'occuper, sous le nom de plusieurs procureurs qui lui prêtent leurs noms », elle avertit les procureurs prête-noms, qu'ils seront poursuivis comme réfractaires aux règlements, et les

(1) Archives Nationales, X, 5B, 2.

(2) Tables de Lenain.

(3) X, 5B, 3.

(4) X, 5B, 16.

« frais qui se feront sous leur nom seront acquis aux pauvres de la Communauté » et, donc, perdus pour le procureur.

Pour certains faits extrêmement graves, un procureur pourrait même être destitué (en cas de forfaiture, par exemple, conformément à une déclaration de Louis XI de 1467), mais c'est très rare : on se contente plutôt d'inviter officieusement le procureur inculpé à vendre sa charge (1). D'ailleurs, ces faits dépassent l'action du cadre de la Compagnie et, par conséquent, celui de notre sujet.

D'application beaucoup plus fréquente et plus pratique sont les amendes disciplinaires, et elles rentrent bien dans la compétence de la Communauté des procureurs. Ces amendes pécuniaires, de valeur plus ou moins élevée suivant la gravité de la faute, sont quelquefois édictées par arrêts du Parlement : nous avons déjà parlé de l'arrêt de la Cour des Aides du 6 juillet 1724, avertissant que les procureurs manquant à être exacts devant elle seront condamnés à une amende de 300 livres. Le plus souvent, la Cour ne prévoit pas de tarif d'amende par avance, mais elle statue sur des questions d'espèce : les arrêts rapportés dans les Tables de Lenain relatent beaucoup de condamnations de procureurs à l'amende, pour des fautes diverses : pour n'être pas prêt (14 août 1427), pour n'être pas à l'appel de leur cause au rôle (18 février 1432), pour ne s'être pas trouvé au Palais à l'heure requise aux procureurs (7 mai 1550) ; mais tous ceux-ci sont des arrêts anciens. Et quand on arrive vers le XVIII^e siècle, on n'en trouve plus guère qui soit rendu directement par le Parlement (il en est cependant un du 21 septembre 1724, déjà cité, condamnant un procureur à 10 livres d'amende pour avoir mal parlé des procureurs de Communauté) : en effet, désormais, c'est à la Communauté qu'appartient surtout d'édicter et de prononcer des amendes contre ses membres, sous réserve des droits du Parlement,

(1) BATAILLARD. — Ouvrage cité, tome I, page 379.

évidemment, mais qui n'y intervient que rarement, nous verrons pourquoi tout à l'heure.

Il arrive d'abord à la Compagnie de sanctionner ses délibérations par des amendes : nous en avons déjà cité plusieurs cas ; rappelons, par exemple, la délibération du 26 janvier 1696, concernant la procédure de l'opposition aux arrêts par défaut, condamnant à l'amende les procureurs contrevenants ; et surtout la délibération ordonnant aux procureurs de comparaître à la Communauté pour répondre aux plaintes portées contre eux, qui établit une échelle de peines en cas de défaut succédant à une, deux ou trois sommations (16 décembre 1688). Plus souvent, la Compagnie se prononce sur des espèces concrètes, sans règle préétablie (de même que nous le disions ci-dessus, du Parlement), et l'on ne saurait compter les décisions de la Communauté se rapportant à des amendes encourues par des procureurs : beaucoup de plaintes portées contre eux se terminent par une telle condamnation et les feuilles d'audience en sont remplies. Ces peines d'amende sont d'ailleurs de deux sortes : tantôt elles sont encourues fermes, pour un fait passé : ainsi, la feuille du 30 décembre 1686 (1) contient un rappel de l'avis rendu le 10 décembre, portant que le procureur Cousin donnera « mulcte » de 12 livres, parce que « son procédé est contre les bonnes mœurs et l'exemple qu'il doit lui-même comme ancien ». Mais il arrive aussi très fréquemment que les amendes soient conditionnelles : l'inculpé n'en sera redevable que s'il n'accomplit pas tel fait que lui ordonne la Compagnie : dans la feuille d'audience du 3 octobre 1686 (2), « la Compagnie est d'avis, sous le bon plaisir de la Cour, que Chardon en viendra au premier jour à peine de 10 livres » ; plus loin, « la Compagnie est d'avis, sous le bon plaisir de la Cour, que dedans samedi, Monsieur Priou sera tenu de rendre les dépens à peine de 30 livres », etc... , d'autres avis décident, par exemple,

(1) Archives Nationales, X, 5B, 13.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 13.

que : « la peine portée par le précédent avis demeurera encourue contre le dit Charandin. »

Tous ces avis de la Communauté, comme ses arrêts portant sur des matières plus générales, sont rendus « sous le bon plaisir de la Cour », et n'ont pas par eux-mêmes la force exécutoire ; ils ne l'acquièrent que par homologation ; or, là est le défaut de cette organisation disciplinaire : la plupart du temps, on ne demande pas l'homologation et, par conséquent, la sanction risque d'être illusoire. D'ailleurs, les gens du Roi (auprès desquels on se pourvoit quand l'exécution amiable d'un avis de la Communauté ne peut pas être obtenue) connaissent bien l'indulgence de ce corps : on en a la preuve, entre autres, dans le compte que rendent à la Compagnie les procureurs de Communauté d'une visite, par eux faite au Parquet, pour se plaindre du refus que faisait M^e Ayrault, procureur, de satisfaire à l'arrêt rendu contre lui, et de ce qu'il a manqué au respect qu'il doit à la Communauté (1) : l'un des membres du Parquet, M. Talon, lui a dit « que la peine de 50 livres que la Communauté lui a imposée est bien au-dessous de celle qu'il mérite pour une faute si considérable, qu'il eût à exécuter l'avis promptement et à rendre à la Communauté le respect qu'il lui doit, autrement qu'ils iront à la Grande Chambre pour y prendre contre lui des conclusions qui ne lui seront pas si favorables que l'avis de la Compagnie. »

De plus, dans bien des cas, on fait remise au condamné de sa peine : le demandeur pardonne et le défendeur en est tenu quitte, cela rentre dans le devoir de conciliation qu'a la Compagnie à l'égard de ses membres.

Cependant, il arrive que la Communauté renonce par avance à son droit de remise : une délibération de 1696 (2) porte, après avoir édicté une peine, « qu'en aucun cas, la décharge de l'amende puisse être faite qu'avec Messieurs les Gens du Roi ».

(1) Archives Nationales, X, 5B, 15.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 15.

Le Parlement essaie de réagir contre la regrettable indulgence de la Compagnie, il ordonne la tenue d'un registre intitulé « Livre Rouge », portant les noms de tous les procureurs réfractaires aux avis de la Communauté et les peines qu'elle a prononcées contre eux. Ce registre doit être communiqué tous les trois mois au procureur général, et un rôle fait des peines pour que l'exécution en soit poursuivie, sans que, « pour quelque cause et prétexte que ce soit, aucun procureur puisse être déchargé des peines qui auront été, contre lui, prononcées » (1).

Il reste un point important à signaler en ce qui concerne les amendes pécuniaires : c'est leur destination. Elles sont, en effet, toujours prononcées en faveur des « pauvres de la Communauté » ; leur affectation est uniquement charitable ; quelquefois même, elles portent directement le nom d'aumône : on dit d'un procureur qu'il « aumônera aux pauvres de la Communauté 150 livres » (2) ; la sanction d'un arrêté du 1^{er} juin 1685 (3) est que le contrevenant sera « mulcté de 20 livres envers les pauvres qui sont à la charité de la Compagnie » (3). De même, à propos du « Livre Rouge » dont nous venons de parler, il est dit que le paiement des peines qui y sont portées sera poursuivi « au profit des pauvres de la Communauté ». C'est donc bien la règle générale. Il arrive même que, en plus de l'amende qui est due aux pauvres, une somme supplémentaire leur soit remise grâce à la générosité du procureur qui a obtenu la condamnation de son confrère : la feuille d'audience du 17 mai 1685 nous rapporte qu'un procureur a obtenu la condamnation à son profit d'un autre procureur à 200 livres de dommages-intérêts, le procureur gagnant en l'a dispensé l'autre, celui-ci les a remis à la Compagnie pour ses pauvres. De même, les procureurs de Communauté ont fait condamner un procureur irrespectueux à

(1) Archives Nationales, X, 5B, 2 et 15.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 13, 6 août 1685.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 13.

leur égard à 10 livres d'amende envers les pauvres et aux dépens envers eux-mêmes : ils ont repoussé ces dépens qui tourneront au profit des pauvres (1).

La discipline et la charité sont donc étroitement liées dans la Communauté des procureurs au Parlement.

Avant d'en finir avec ce premier chef d'activité de la Compagnie, qui concerne la direction et la surveillance générale de ses membres, il ne faudrait pas manquer de parler de la conception qu'elle se faisait de l'honneur professionnel : cette conception était très élevée. Elle nous est révélée par les discours qu'adressait le premier procureur de Communauté à ses collègues : chaque année, au mois de novembre, vers le 20 ou le 25, avait lieu, à l'audience de la Communauté, la lecture, par le greffier, des « arrêts et règlements de la Cour et des délibérations de la Compagnie concernant la discipline et la conduite que chacun doit avoir pour s'acquitter de son devoir » (2). Ensuite, le premier procureur de Communauté prenait la parole et faisait un « fort beau et éloquent discours », comme l'écrivit la feuille d'audience du 20 novembre 1702, faisant voir aux procureurs « la gloire et l'avantage qu'il y a d'observer les arrêts et règlements » (19 novembre 1691). Voici encore quelques passages rapportés dans les procès-verbaux des séances de Communauté (3), des discours prononcés à cette occasion par Pierre Gillet, premier procureur de Communauté, montrant bien avec quel sentiment de haute moralité il considérait sa mission. Voici ce qu'il dit le 24 novembre 1710 : « On ne devient pas homme de bien par aventure, mais par l'imitation et l'exemple des vertueux et par une soumission parfaite à la loi, laquelle, étant pure des passions qui nous environnent, nous doit faire regarder comme impossible tout ce qui n'est point juste. » Le 22 novembre 1706, il exhorte « la Compa-

(1) Archives Nationales, X, 5B, 1, 28 septembre 1724.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 14, 19 novembre 1691.

(3) X, 5B, 1 et 16.

gnie en général et chaque procureur en particulier de demeurer unis en véritables confrères... il a fait voir, par un discours aussi énergique qu'il a prononcé avec autant de zèle, de force et de netteté qu'il en ait jamais fait aucun, non seulement que cela est du devoir essentiel de notre profession, mais qu'en nous en acquittant avec le respect dû à de si bonnes lois, nous ne pouvons manquer de nous conserver l'estime de nos magistrats et celle du public, et de trouver la récompense utile de nos soins et de nos travaux qui en sera toujours la suite nécessaire ». Enfin, le 25 novembre 1709, Pierre Gillet parle de la vertu disant « qu'elle est invisible parce qu'elle n'a point de corps », mais nécessaire à ceux qui veulent remplir dignement leur fonction, etc...

En conclusion de tout ceci, il paraît que la Compagnie des procureurs au Parlement, bien conduite par ses dirigeants, était digne de mériter l'estime de ses contemporains ; Henri IV le dit déjà, vantant, dans une déclaration, la loyauté des procureurs : « La fidélité a toujours été si grande parmi eux et la foy du dépost si sainte et inviolable que eux seuls sont en possession... de se bailler de bonne foy les uns aux autres les pièces, titres, obligations... sans aucunes seureté, inventaires, ni récépissés que de leurs simples promesses verbales » (1), et plus tard, le chancelier d'Aguesseau souhaitera (2) « que les procureurs continuent à rétablir l'ordre et la discipline dans leur corps et que, prévenant nos exhortations et surpassant nos espérances mêmes, ils tâchent de mériter toujours l'approbation de la Cour, sans exciter jamais la censure de notre ministère ».

Mais la surveillance professionnelle de ses membres, si importante fût-elle, n'absorbait pas toute l'activité de la Compagnie, et il convient de parler de ses autres attributions, la liquidation des dépens et la lutte contre la postulation, avant de terminer ce cha-

(1) Déclaration de 1597, citée par BATAILLARD. — Ouvrage cité, tome I, page 368.

(2) Discours sur les causes de décadence de l'éloquence. Cité par BATAILLARD. — Ouvrage cité, tome I, page 362.

pitre par le rôle de la Communauté dans les informations judiciaires et dans les consultations qu'elle donne aux procureurs.

La liquidation des dépens est une importante fonction qui appartient aux procureurs : après un procès, il faut en taxer les frais suivant les ordonnances et les règlements, car il n'est pas établi un tarif général.

Ce droit de taxe a toujours appartenu aux procureurs, mais en 1635, le Roi créa trente offices de tiers référendaires taxateurs des dépens ; la Communauté dut racheter ces offices en 1639, comme nous l'avons déjà dit ; le 6 décembre 1689, une déclaration du Roi confirme les procureurs en la fonction de tiers référendaires, elle réorganise en même temps cette fonction en posant quelques principes, laissant à la Communauté le soin de fixer les détails, ce qu'elle fit dans une délibération du 15 décembre 1689 (1). Il est entendu, par la déclaration royale, que la taxation des dépens sera assurée par trente procureurs au Parlement, choisis, à tour de rôle, parmi ceux qui ont accompli, pendant 10 années déjà, leur fonction de procureur. La Communauté précisera que l'on dressera, chaque année, un tableau sur 8 colonnes, des procureurs en mesure de faire la fonction de tiers ; de chaque colonne, on prendra le nombre de procureurs, en commençant par les plus anciens, nécessaire pour composer le nombre de trente. Ils seront en exercice pour 6 semaines, et au bout de ce temps, on fera une nouvelle liste, de façon que, pendant l'année, les huit colonnes soient remplies. Ces listes sont régulièrement publiées à la Communauté quelques jours avant le renouvellement.

En même temps qu'elle établit les listes de tiers, la Communauté choisit encore, sur ces mêmes tableaux, deux officiers, les receveurs des dépens : le distributeur et le contrôleur, chacun des deux prêtant serment de bien remplir sa fonction (2). Le premier est

(1) Archives Nationales, X, 5B, 14.

(2) Archives Nationales, Feuilles d'audience : 20 avril et 8 juin 1690, 24 janvier 1686, X, 5B, 13 et 14.

chargé de distribuer les déclarations de dépens aux procureurs tiers, en exercice, « le plus également que faire se pourra » (dit la délibération de la Communauté), inscrivant la distribution ainsi faite sur un registre, avec le nom du tiers taxateur (il reste plusieurs de ces registres aux Archives Nationales) (1) ; l'autre officier, dit contrôleur des dépens, est aussi appelé receveur des déclarations : il tient, en effet, un registre des déclarations, faisant mention du jour de l'enregistrement et il perçoit pour ses services du demandeur en taxe un droit de 4 deniers par article, qu'il rapporte à la bourse commune de la Compagnie. Quant au droit de taxe des dépens attribué par l'édit du roi à la rémunération des charges qu'il crée, il n'en est perçu que la moitié par le receveur distributeur, car l'autre moitié demeure à celui auquel la distribution en a été faite et qui les a réglés. A la fin de chaque exercice, les registres des 2 receveurs sont clos et arrêtés, et les deniers reçus par eux sont mis en un coffre fermé dans la chambre de la Sacristie ; les trois clefs de ce coffre sont remises au premier procureur de Communauté et aux receveurs en charge. « Les procureurs de Communauté, dit encore la délibération du 15 décembre 1689, tiendront la main à ce que l'ordre soit observé et, à cet effet, verront toutes les semaines les registres des receveurs pour réparer les manquements, si aucuns étaient faits dans la distribution. Pourront aussi les anciens procureurs de Communauté, et tous ceux de la Compagnie, prendre communication des dits registres. »

La Compagnie a donc un droit de contrôle important sur cette procédure des dépens, à l'égard des receveurs, de même qu'à l'égard des tiers référendaires, auxquels elle prescrit d'observer ponctuellement tout ce qui leur est ordonné par l'Edit et la Déclaration du Roi, ainsi que les délais établis par l'ordonnance de 1667 sur la procédure, et « ceux qui ne s'appliqueront pas ou négligeront leur devoir seront privés à toujours de la fonction ».

(1) Carton X, 5B, 8.

Les tiers doivent chercher les déclarations qu'ils auront à examiner, à la chambre de la Sacristie le matin, de 9 heures à midi, et ils en dressent leur mémoire. Telle est la procédure, lorsqu'il n'y a pas de difficulté, mais le plus souvent il s'en élève, et c'est là que l'on voit le mieux apparaître le rôle de la Communauté dans cette matière ; les difficultés doivent être réglées par la Chambre des Tiers ou par la Communauté même : la Chambre des Tiers se compose des procureurs tiers, siégeant par séries de 10, tous les matins, à la Sacristie, pendant 15 jours consécutifs. L'assiduité leur est recommandée par les délibérations de 1689, et le 19 août 1725, la Communauté leur rappelle « de faire leur service sans qu'ils puissent s'en dispenser que pour cause légitime, et faute de se trouver qu'ils seront privés de la distribution pendant une année » (1). La Chambre des Tiers rend un avis réglant la contestation ou bien elle renvoie l'affaire devant la Communauté qui commet un ancien procureur devant qui elle renvoie les parties pour se régler : nombreux sont les avis de la Communauté portant qu'après qu'un procureur n'est pas content des apostilles mises sur son mémoire de frais et salaires par tel autre procureur, « le mémoire et les pièces seront mis aux mains de X..., ancien procureur pour être réglés par son avis » (2). Il arrive aussi que la Communauté règle elle-même le différend : ainsi, le 10 mai 1688 (3), un avis de la Compagnie décide, sous le bon plaisir de la Cour, que « Copineau mettra sur la déclaration de dépens en conformité du mémoire de M. Garanger, ancien procureur, et la signera dans le jour pour en être l'exécutoire de dépens décerné conformément à l'arrêt qui les a adjugés ».

Si le procureur du défendeur à la taxe ne comparait pas devant la Chambre des Tiers, où il a été sommé de comparaître à un jour déterminé, l'ancien

(1) Archives Nationales, X, 5B, 2.

(2) X, 5B, 1, 17 octobre 1709.

(3) X, 5B, 15.

qui préside la Chambre des Tiers en donne acte, et le procureur tiers, après avoir demandé l'avis de la Communauté, mettra, en conformité de son mémoire, sur la déclaration, et l'exécutoire en sera délivré (1). De même, si un procureur n'obtempère pas à un avis de la Communauté liquidant les dépens, celle-ci décide que le tiers passera outre et arrêtera lui-même le compte (2).

Une fois la déclaration de dépens arrêtée, l'exécutoire en est demandé à la juridiction qui a rendu le jugement et il n'est délivré que sur le vu du mémoire du tiers. Toute cette procédure est absolument obligatoire : cela est déjà dit par la déclaration royale de 1689 : « Il ne sera expédié aucuns exécutoires en toutes les juridictions de l'enclos du Palais, où les dits procureurs de notre Parlement occupent, que la déclaration n'ait été enregistrée préalablement sur le registre de la Communauté, visée par l'un des dits procureurs qui sera en charge, et le mémoire de tiers annexé à la déclaration à peine de faux. » Et la Communauté est la première intéressée à ce que les règles soient respectées : d'abord parce que son devoir est de faire appliquer les ordonnances et les règlements par ses membres, et, d'autre part, comme elle a acquis le monopole de la taxation des dépens partout où les procureurs postulent, en rachetant les charges de tiers taxateurs, il faut qu'elle en touche aussi les profits, les droits de taxe des dépens, donc.

Mais elle dut intervenir plusieurs fois dans cette matière et y prendre plusieurs délibérations : dès le 15 mars 1690, elle se dit « informée des contraventions qui se commettent par plusieurs procureurs à l'Edit de création des tiers » (3), et elle en rappelle les principes, disant que « ceux qui contreviendront seront dénoncés et poursuivis comme coupables du crime de faux... et seront rayés de la matricule sans qu'aucune excuse puisse être reçue de leur part ».

(1) Délibération du 14 décembre 1702, X, 5B, 16.

(2) Feuilles d'audience du 3 octobre 1686, X, 5B, 13.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 14.

Quelques années plus tard, en 1702 (1), la Compagnie doit à nouveau prescrire aux procureurs de se conformer à l'Edit des tiers, et elle lutte, cette fois-ci, contre un autre abus : il y a des procureurs qui arrêtent entre eux les déclarations de dépens, et font signer les mémoires aux tiers, en conformité de leurs déclarations, ou bien, si les mémoires des tiers ne les satisfont pas, ils les suppriment, et font passer leurs déclarations à une seconde distribution ; la Communauté prend des mesures pour éviter de pareilles fraudes, décidant, en cas de contravention, d'en porter plainte auprès des gens du Roi, pour que les contrevenants soient rayés de la matricule, sans pouvoir être rétablis ni déchargés par la Communauté. Les contraventions aux règles des déclarations de dépens sont très graves pour une autre raison encore, cette délibération de 1702 en fait état : les abus en sont très préjudiciables au public, dont la Communauté doit protéger les intérêts par une équitable taxation. Elle y a réussi et, là encore, son rôle fut utile.

Un autre domaine où la Communauté dut intervenir pour assurer l'intégrité de la profession fut celui de la postulation : il s'agit de poursuivre les sollicitateurs de procès, clercs ou autres, qui ne sont pas procureurs, et les procureurs complices qui signent pour eux, leur permettant ainsi de postuler devant les juridictions, sans droit.

Pour cela, on créa, en 1670, une chambre de la postulation, composée de procureurs nommés par la Communauté : ils sont habituellement au nombre de 18, avec, en plus, un greffier ; nommés pour un an, suivant un arrêt de règlement du 9 juillet 1671, cité dans un arrêté de la Compagnie de 1685 (2), ils se renouvellent par moitié, mais l'époque du renouvellement ne semble pas être régulière, car souvent les feuilles d'audience rapportent que les commissaires à la chambre de la postulation demandent leur

(1) Archives Nationales, X, 5B, 16, 14 décembre 1702.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 13.

décharge, y étant depuis plus que le temps porté par le règlement : en 1690, 9 commissaires qui y sont depuis 2 ans, en 1691, d'autres qui y ont été 26 mois, sont remplacés (1). Cette chambre est chargée « d'assurer l'exécution des déclarations, arrêts et règlements contre les postulants et procureurs qui signent pour eux ». Sa procédure nous est connue par les registres de ses délibérations dont certains sont conservés aux Archives Nationales (2) : dans la première de ces délibérations, qui est du 20 février 1670, les commissaires, assemblés pour « aviser à l'ordre qu'il fallait tenir pour se dignement acquitter » de leur mission, décident de recourir aux anciens arrêts et déclarations intervenus à propos de la postulation que leur remettent les procureurs de Communauté, puis ils demandent à ceux-ci, le 27 février, de les présenter au premier président du Parlement et au procureur général pour solliciter leur protection, leur disant combien est importante leur mission de « purger le Palais d'une infinité de solliciteurs postulants qui font toutes les mauvaises procédures ». Puis ils prennent les ordres du procureur général, qui les assure qu'il fera donner arrêt contre les postulants, car la chambre de la postulation, comme la Communauté dont elle émane, n'est pas une juridiction indépendante, elle ne peut statuer que sous réserve de l'homologation du Parlement, ce qui explique les rapports constants que nous relatent ses délibérations, entre elles et le Parlement, en passant toujours par les procureurs de Communauté.

Les commissaires, sur l'avis qu'il y a des postulants à poursuivre, ont le droit de se transporter chez le solliciteur et son complice pour y saisir tous les papiers que l'on porte dans la salle de la Sacristie, puis l'on procède à la description des papiers saisis, et les procès-verbaux des descriptions sont remis au procureur général ou à un de ses substituts qu'il commet pour cette cause. Un arrêt est rendu sur ces

(1) Archives Nationales, X, 5B, 14.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 17. Registres de 1670 à 1738.

procès-verbaux. Un conseiller du Parlement, commis à cet effet, vient à la Sacristie pour interroger les inculpés, les interrogatoires étant remis aussi au procureur général ; sur son rapport, est rendu arrêt contre les sollicitants, dont on remercie le premier président. La lecture de l'arrêt est faite devant la Compagnie et son texte est distribué à tous les confrères. Les peines prononcées contre les postulants et leurs complices sont des amendes au profit des pauvres de la Communauté, ou l'interdiction (ceci pour le procureur, naturellement) : par exemple, un arrêt d'homologation d'une délibération de la chambre de la postulation condamne un procureur à six mois d'interdiction (1).

Fréquemment, la Compagnie doit s'occuper d'une question moins grave que la postulation des agents d'affaires ou des clercs, mais à laquelle elle veille cependant avec attention : celle du prête-nom entre confrères. Cela se produit souvent lorsqu'un procureur a disposé de sa charge ; pendant un délai de 3 mois, après la vente, le vendeur peut encore occuper, mais ensuite, l'acquéreur est tenu de se faire recevoir ; or, il arrive, ou bien que l'on continue à signifier, sous le nom du procureur démis, des expéditions signées d'autres procureurs, comme le porte un arrêté du 9 février 1705 (2), où la Compagnie statue à ce sujet, ou bien il arrive que ce soit le successeur de l'office qui ne se présente pas pour être reçu ; Maître Etienne Come est décédé ; on prétend qu'il a disposé de sa charge en faveur de son fils, Antoine Come, or, celui-ci ne se fait pas recevoir, mais il ne laisse pas de postuler. La Compagnie arrête (3) que, s'il ne fait pas immédiatement ses diligences pour être reçu « les arrêts et règlements concernant la postulation seront exécutés ». Enfin, un autre cas de prête-nom entraînant les peines de la postulation est celui où un procureur complice signe pour un confrère interdit ou

(1) Archives Nationales, X, 5B, 2, 26 septembre 1743.

(2) X, 5B, 16.

(3) X, 5B, 16, 7 mai 1705.

dont l'office a fait l'objet d'une saisie réelle : le coupable pourra être puni d'une amende de 300 livres en ce cas (1).

Donc, la matière de la postulation était grave et importante, mais la Communauté a su se protéger contre elle avec efficacité.

A côté du rôle actif joué par la Communauté sur toutes les questions que nous avons examinées jusqu'à présent, nous allons voir maintenant qu'elle en remplit un autre, très important aussi, mais en quelque sorte passif : celui d'annoncer à ses membres tout ce qu'il leur est nécessaire de connaître. Elle leur annonce, d'abord, naturellement, les événements intérieurs de la vie de la Communauté, ce qui est tout à fait normal, tels que les redditions des comptes de la Communauté civile ou de la confrérie religieuse, qui se rendent au mois de janvier de chaque année, les services religieux qu'elle fait célébrer pour le décès de certains de ses membres, etc... Elle leur annonce aussi les changements survenus dans l'effectif de la Compagnie, avertissant que l'office de tel procureur est à vendre, et qu'il ne faut plus faire de procédure avec son titulaire : par exemple, comme M. Jacques Auboyn « s'est retiré en la ville de Chartres, son pays natal, à cause des infirmités de sa vieillesse qui l'ont rendu incapable d'agir » et a donné procuration à son neveu pour vendre son office, on ne doit plus faire aucunes procédures ni significations à lui, ni à ses substituts (2).

Mais ce qu'il est plus intéressant de signaler ici, ce sont les annonces et publications que fait la Compagnie à ses membres de la part du Parlement, et elles sont nombreuses ; d'abord, ce sont toutes les informations que l'on pourrait appeler de service : les juridictions devant lesquelles les procureurs sont habilités à occuper chargent la Communauté de leur transmettre les instructions qu'elles ont à leur donner : la Compagnie leur fait savoir, par exemple,

(1) BATAILLARD. — Ouvrage cité, tome I, page 390.

(2) X, 5B, 16, 22 juillet 1706.

que la Cour des aides tiendra audience tel jour, sur les appellations (30 juin 1724), que la quatrième chambre des enquêtes donnera audience mercredi prochain 22 décembre (16 décembre 1723), qu'il y aura audience de la chambre des vacations lundi prochain (22 septembre 1724) (1). De même, c'est à la Compagnie que se publient les arrêtés des Cours annonçant qu'elles vaqueront à tel moment ; en 1742, sont publiés plusieurs arrêtés de la Cour des aides qui vaquera du 25 juin au 2 juillet, et du 23 au 30 juillet (2). De même encore, les procureurs de Communauté font tenir à leurs confrères, les avis qu'ils reçoivent du Parlement touchant les placets à mettre aux rôles (le 22 octobre 1763 (3) est lu par le greffier l'avis du premier président chargeant les procureurs de Communauté d'avertir « de donner les placets de nature à être employés aux rôles de Vermandois, Amiens et Senlis »). Une autre fois (4), Monseigneur le Président Daligre les fait avertir que les placets qui devaient être appelés à telle audience, et ne l'ont pas été, à cause d'une certaine affaire très importante, le seront à celle du prochain vendredi. Et des instructions à propos des placets sont données de la sorte : il faut les dater, les timbrer, etc...

La Communauté est enfin un centre de publicité important par les arrêts dont la lecture est faite devant elle, nombreux sont ceux qui se terminent par la formule : « Le dit arrêt sera lu et publié à la Communauté », sur quoi la dite Communauté prend un arrêté statuant sur cette lecture. Les matières des arrêts ainsi lus devant elle sont des plus variées : ce sont quelquefois des cas d'espèce : ainsi l'arrêt du Parlement du 6 juin 1706, lu le 1^{er} juillet, portant « défenses d'occuper et faire poursuites et procédures pour M. Raymond Lescot sans l'avis exprès et par écrit de M. Daigreville, ancien avocat, nommé d'office par la Cour pour conseil au dit Les-

(1) X, 5B, 1.

(2) X, 5B, 2.

(3) X, 5B, 4.

(4) X, 5B, 1, 22 mai 1724.

cot » (1). Voici également la publication d'un arrêt de la Cour enregistrant des lettres patentes du Roi permettant à un procureur de changer son nom de Remirau en celui de Duval (2). Mais le plus souvent, les arrêts ainsi publiés portent sur des matières plus générales touchant à l'exercice de la profession de procureur ; cela se rapproche de ce que nous avons déjà dit du rôle actif de la Communauté dans la réglementation de la profession, mais ici, elle ne prend pas de délibérations nouvelles à ce sujet, ni ne rappelle, de son propre chef, les termes d'arrêts anciens, elle se contente de faire connaître à ses membres les arrêts nouveaux qui peuvent la toucher de plus ou moins près : le 19 mars 1764, on mentionne la lecture d'un arrêt de règlement du Parlement de Paris rendu « sur l'administration des biens saisis réellement qui ne doivent être confiés qu'aux mains des commissaires aux saisies réelles » (3). Le 15 janvier 1697, lecture est faite d'un arrêt du Parlement portant règlement sur le fait des présentations (4). Voici encore un arrêt de la Cour obtenu par M. le Procureur général, « portant prohibition aux procureurs, leurs clercs, et aux commissaires aux saisies réelles, de se rendre adjudicataires de baux judiciaires » ; cet arrêt est lu à la Communauté le 27 juillet 1690 (5).

D'autres arrêts encore sont publiés à l'audience de la Communauté, ce sont ceux qui règlent des différends et des partages d'attribution entre les procureurs, et par exemple les avocats (arrêt du 23 juillet 1727, publié le 11 août), les officiers de la basoche (arrêt du 5 février 1744, publié le 16 mars), les greffiers du Parlement (28 juillet 1687) (6).

La Communauté des procureurs peut être chargée de faire à ses membres des publications émanant

(1) Archives Nationales, X, 5B, 16.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 15, 26 mars 1688.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 4.

(4) Archives Nationales, X, 5B, 15.

(5) Archives Nationales, X, 5B, 14.

(6) Archives Nationales, X, 5B, 2 et 15.

encore d'autres autorités que le Parlement et les juridictions de son ressort ; ce peuvent être des arrêts du Conseil d'Etat privé du Roi : les feuilles d'audience relatent la publication d'un arrêt du 26 mars 1697 obtenu par le procureur général au siège de la Table de Marbre du Palais, concernant cette juridiction, et un autre du 12 août 1704 obtenu par les secrétaires du Roi (1). Enfin, il y a des déclarations royales, qui, après enregistrement au Parlement, sont lues à la Communauté (par exemple une déclaration du 3 avril 1763 à propos des audiences de la Cour des Aides sur les appellations verbales) (2). Par conséquent, il y a toute une publicité judiciaire importante qui se fait régulièrement à l'audience de la Communauté, dont le rôle utile se constate une fois de plus.

Reste un dernier chef d'activité de la Communauté, par lequel elle se propose de faciliter la tâche des procureurs : ce sont les actes de notoriété ; fréquemment, un procureur demande à la Compagnie de lui donner acte de l'usage qui s'observe en telle ou telle matière, sur les questions de procédure les plus variées ; la Compagnie lui répond par un arrêté pris, sous le bon plaisir de la Cour, selon la formule habituelle, en lui donnant toutes les explications nécessaires. On ne saurait compter le nombre de ces actes d'usage dans les feuilles d'audience de la Communauté tant ils sont nombreux ; ils se réfèrent, par exemple, à la manière de procéder avec les procureurs démis de leurs charges jusqu'à ce que les successeurs aient été reçus à leur place (29 août 1685), à la manière de compter les 6 semaines portées par un compromis (17 décembre 1702), à l'usage qui s'observe dans les présentations des demandeurs rétablies en 1695 (1^{er} juillet 1697) et à des quantités d'autres règles de procédure (3).

Il arrive aussi quelquefois que des actes de notoriété soient donnés par la Communauté des procureurs

(1) Archives Nationales, X, 5B, 15 et 16.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 4.

(3) X, 5B, 13, 16, 15.

au Parlement de Paris, non pas à ses propres procureurs, mais à des Communautés de province : ainsi, la Communauté de Paris donne acte le 9 avril 1696 à celle du Parlement de Bordeaux qui l'en a requise de ce qui s'observe à Paris pour les significations qui y sont faites par les huissiers de la Cour, comme aussi des vacations des procureurs aux procès-verbaux de descente sur les lieux (1). Une autre fois, c'est à la Communauté des procureurs au Parlement de Rennes que les procureurs de Paris répondent, en constatant la différence qui existe dans les usages des coutumes de Rennes ou de Paris, à propos des biens saisis et des successions bénéficiaires (2).

Nous avons ainsi fait le tour complet des faces, combien diverses, de l'activité de la Compagnie des procureurs considérée au point de vue civil et l'on sent la sollicitude constante qu'elle marque à l'égard de ses membres pour les diriger dans leur tâche professionnelle, autant par sa sévérité envers les procureurs répréhensibles que par son assistance envers les autres.

(1) X, 5B, 15.

(2) X, 5B, 3, 6 septembre 1745.

CHAPITRE III

Organisation religieuse de la Communauté

Les procureurs au Parlement de Paris ne sont pas seulement unis par les liens d'une association civile, mais ils forment également une confrérie religieuse, beaucoup plus ancienne d'ailleurs que la Communauté civile.

Il était très habituel, au Moyen-Age, que des gens de même profession s'unissent sous le signe de la religion, formant une association religieuse et charitable dans le but de s'entr'aider ; cela leur conférait certains droits, tels que ceux de s'assembler et délibérer, d'acquérir des privilèges ; cela leur conférait aussi une certaine puissance morale. C'est pourquoi les procureurs au Parlement de Paris, gens encore obscurs, instituèrent entre eux la « Confrérie des Procureurs et Ecrivains au Parlement ». L'acte d'établissement fut passé devant notaire le 17 juin 1341 et fut homologué par lettres du Roi au mois d'avril 1342.

Cette confrérie, fondée seulement entre les procureurs, s'adjoignit bientôt les avocats au même Parlement, ce fut l'origine de la Communauté des avocats et procureurs au Parlement de Paris, dont nous avons vu se détacher peu à peu la Communauté civile des procureurs seuls.

Voici les statuts originels de la confrérie (1) : le contrat d'établissement est passé entre vingt-sept procureurs et écrivains au Parlement et Maître Pierre Gervaix, curé de Sainte-Croix en la Cité, qui « accordèrent, reconnurent et confessèrent en bonne vérité, par devant les diz notaires jurés qu'ils avaient entre eulz bonne et vraie entention de faire les choses contenues et spécifiées en une écriture dont la teneur s'ensuit »...

Puis est confirmé le but de l'institution : « En nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. C'est l'ordenance de la Confrairie que les compagnons clercs et autres procureurs et escripvains fréquentant le Palais et la Court du Roy nostre Sire à Paris et ailleurs, font et entendent faire, en l'onneur de Dieu nostre Seigneur Jésus-Christ, et de Nostre Dame sa glorieuse Mère, de saint Nicolas, de sainte Kateriné et de touz saintz et de toutes saintes, et pour accroistre et multiplier le service divin, pour le Roy nostre Sire, Madame la Royne, leurs enfants et leurs successeurs, les confrères et consuers et les bienfacteurs de la dite confrairie en la matière qui s'ensuit »...

Suivent les dispositions prises en onze articles et qui concernent d'abord les messes que la confrérie fera chanter chaque dimanche, ainsi qu'au jour de la mi-août, aux fêtes de saint Nicolas et de sainte Catherine, le jour des morts et pour le décès d'un confrère, ordonnant aux confrères d'y assister, sinon ils devront payer un, deux ou quatre parisis ; puis on déclare admettre dans la confrérie « toutes personnes reconnues souffisans », même étrangères à la profession, et parmi celles-ci les femmes, à condition qu'elles paient une cotisation d'entrée de 16 parisis ; suit un article instituant une aumône annuelle que doit payer chaque confrère ou consœur ; puis on promet de donner une aumône chaque semaine au confrère qui, « deschié de son estat » ; enfin le dernier article concerne l'élection annuelle à la Saint-Nicolas d'été

(1) BATAILLARD. — *Les origines de l'histoire des procureurs et des avoués du v^e au xv^e siècle*, page 421.

de « trois maîtres et deux procureurs » par la plus « saine partie » des confrères, lesquels maîtres et procureurs devront, à la fin de leur mandat, rendre compte devant leurs successeurs. Et l'acte se termine par la promesse de tous les confrères, ceux et celles qui voudront entrer dans la confrérie étant tenus de faire la même promesse, par devant les maîtres et procureurs, de « en semblable manière tenir, garder et accomplir toutes les choses dessus escriptes et chacune d'icelles et non de venir encontre ».

Cette confrérie, ainsi fondée, subsista aussi longtemps que la Communauté des procureurs, qui était née d'elle, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Nous allons voir comment elle fonctionnait dans le dernier état de son existence, au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles.

Les séances de la Communauté des avocats et procureurs, en tant qu'organisation religieuse, sont loin d'être aussi nombreuses que celles de l'organisation civile ; elles se réduisent à quelques séances annuelles, où la Communauté avec ses deux rameaux, avocats et procureurs, est au complet ; en dehors de cela, ses activités, très importantes cependant, sont remplies tout simplement par la Communauté des procureurs, c'est-à-dire par ses dirigeants effectifs, les procureurs de Communauté.

Mais le chef nominal de toute la Communauté religieuse et civile n'est pas le premier procureur de Communauté ; comme nous l'avons déjà dit, c'est le bâtonnier, donc un avocat ; ici, il remplit un rôle actif ; il préside toutes les solennités de la confrérie, et même, comme nous aurons l'occasion de le voir, les réunions ordinaires de la Communauté, lorsque des intérêts religieux et charitables sont en jeu.

Le bâtonnier est élu pour un an à l'issue d'une cérémonie qui a lieu le jour de la Saint-Nicolas d'été, le 9 mai de chaque année. La formule de l'élection, rapportée dans les procès-verbaux des audiences de la Communauté, est toujours que, l'ancien bâtonnier,

« ayant remercié et fait un discours très éloquent, X..., ancien avocat, a été élu bâtonnier et a pris place » (9 mai 1715) (1). Exceptionnellement, s'il arrive que le bâtonnier meure pendant l'exercice de ses fonctions, il est remplacé pour le temps qui lui restait à accomplir : 21 août 1709, « Ce jour, les anciens bâtonniers et procureurs de Communauté extraordinairement assemblés en la chambre Saint-Louis » (c'est dans cette salle, au Palais, que se tiennent les assemblées de la Communauté lorsqu'avocats et procureurs sont réunis), un procureur, ayant représenté que l'avocat nommé bâtonnier est décédé avant d'avoir accepté sa nomination en cette qualité, « arrêté que X..., ancien avocat, remplira et fera la charge de bâtonnier, ce qu'il a accepté et à l'instant pris sa place » (2).

Habituellement, les électeurs du bâtonnier sont les avocats, les anciens bâtonniers, les procureurs de Communauté et les anciens procureurs (3) ; le droit de vote est donc plus largement accordé aux procureurs pour l'élection de leur chef religieux que pour celle des procureurs de Communauté ; la raison s'en trouve dans le respect de l'article 11 des statuts de 1341, disant : « Au siège, qui sera le jour de feste Saint-Nicolas d'esté, seront chascun an trois maistres et deux procureurs esleus par la plus saine partie des confrères de la dite confrairie. » Quant aux procureurs de Communauté, dont l'origine se retrouve pourtant dans ce même article, quand ils furent devenus les chefs de la Compagnie considérée surtout en tant qu'association civile, on s'éloigna du point de vue originel, et l'on aboutit à une organisation très oligarchique, alors que la confrérie subsista sans changements, comme une institution archaïque, d'esprit plus démocratique.

Le 9 mai, jour de l'élection du bâtonnier, est un des trois jours de l'année où la Communauté des

(1) Archives Nationales, X, 5B, 1.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 1.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 4, 9 mai 1763 et 9 mai 1764.

avocats et des procureurs au Parlement de Paris tient ses séances solennelles ; les deux autres jours sont le 6 décembre, jour de la Saint-Nicolas d'hiver et le lendemain de la Saint-Martin, c'est-à-dire le 12 novembre, au moment de la rentrée du Parlement. Ces trois jours de fêtes de la Communauté sont consacrés au culte de saint Nicolas, patron de la confrérie. La Compagnie lui a édifié une chapelle dans la grande salle du Palais de justice, à l'une de ses extrémités. Ce fut d'abord un autel portatif, établi en 1537, que l'on dressait pour chaque cérémonie ; puis en 1681, la Compagnie décida de remplacer cet autel portatif par une chapelle permanente ; cela fut autorisé par un arrêt du Parlement du 14 janvier 1681, et les procureurs durent recourir à l'emprunt pour se procurer les fonds nécessaires à l'édification de cette chapelle ; voici l'extrait des registres de la Communauté des avocats et procureurs qui conclut à la nécessité de cet emprunt et en donne les raisons (16 avril 1682) (1) : « Sur ce qui a été dit à la Compagnie par Maître Nicolas de la Barre, premier procureur de Communauté, que comme la chapelle portative qui se dresse dans la grande salle du Palais aux ouvertures du Parlement et aux fêtes de saint Nicolas, a coûté à la Compagnie cinq cents écus, que tous les ans, elle dépense beaucoup à l'entretien, qu'il faut louer une salle pour la mettre pour la conserver qui coûte quarante livres par an, que présentement, la dite chapelle est rompue et en mauvais état, qui engage à une nouvelle dépense, et qu'il était plus avantageux à la Compagnie de faire faire une chapelle permanente et stable, la Compagnie avait fait dresser un plan et arrêté qu'il serait fait et construit une nouvelle chapelle contre le pilier qui fait le milieu de l'un des côtés de la dite grand'salle, pour à quoi parvenir il faut faire une dépense considérable et, pour cela, emprunter une somme certaine, la Compagnie a arrêté que, pour parvenir à la constitution et établissement de la dite chapelle, il sera pris

(1) Archives Nationales, X, 5B, 9.

et emprunté, à constitution de rente d'une ou plusieurs personnes, jusqu'à la somme de 10.000 livres et d'en passer tous actes et contrats au profit de ceux qui prêteront les deniers, laquelle somme sera distribuée par le greffier de la Compagnie ainsi qu'il sera avisé par les procureurs de Communauté. »

La messe est donc célébrée sur l'autel de Saint-Nicolas les jours de Saint-Nicolas, en mai et en décembre (comme cela était déjà prévu dans les statuts de 1341, article 3 : « Aux deux festes de Saint-Nicolas, vespres et messes à diacre et à sous-diacre ») et les veilles de ces jours, ainsi que le lendemain de la Saint-Martin, jour de la « messe rouge » et jour solennel entre tous pour la Communauté. Elle y est encore dite le jour même de la Saint-Martin, le 11 novembre, à l'ouverture du Parlement. Pour toutes ces fêtes, le service est célébré avec le concours de membres et d'objets de la Sainte-Chapelle du Palais de Justice, comme nous l'apprennent les comptes de la confrérie (1) : on y voit les paiements faits pour ces divers services au maître des Enfants de chœur de la Sainte-Chapelle pour la célébration de la Sainte-Messe, aux marguilliers de la Sainte-Chapelle pour avoir prêté les parements et ornements et le linge qu'il a convenu d'avoir pour le service, pour les bancs de la Sainte-Chapelle transportés par un serviteur de la Communauté « pour asseoir Messieurs en la grande-salle du Palais », d'autres paiements sont faits à Jean Genet, premier huissier de la Sainte-Chapelle, pour le service qu'il rend à la Communauté ès fêtes Saint-Martin, Saint-Nicolas d'hiver et d'été (compte du 13 janvier 1650). La Compagnie a encore d'autres frais à assumer pour les services solennels : on trouve de nombreux paiements au tapissier qui a tapissé la grande salle du Palais, au nattier qui a fourni les nattes pour le parterre de la grande salle, au menuisier pour les fournitures qu'il fait pour les cérémonies (2). Reste la fourniture la plus importante et la

(1) Archives Nationales, Carton, X, 5B, 7.

(2) Même compte du 13 janvier 1650. Les autres comptes portant les mêmes chefs de dépenses.

plus onéreuse portée sur les comptes : celle qui est due à l'épicier et au cirier, pour les bougies et la cire, nécessaires au service divin, et surtout à un autre emploi que nous dirons bientôt.

La messe est encore dite sur l'autel Saint-Nicolas dans bien d'autres occasions. On y célèbre des services aux fêtes religieuses générales : on y dresse un reposoir à la Fête-Dieu ; les statuts parlent de messes pour le 15 août, et pour le jour des morts (articles 2 et 4) ; et même une messe ordinaire y est dite chaque matin : déjà l'article premier du traité d'établissement de la confrérie stipulait que les dix confrères feront chanter chacun dimanche de l'an une messe du Saint-Esprit ou de Nostre-Dame » ; on fera même plus, car les comptes de la confrérie mentionnent un chapitre de dépenses pour la « célébration de la messe tous les jours à cinq heures du matin en la grande salle du Palais » (1) ; l'heure varie (en 1650, c'est 10 heures du matin, et en 1726, 7 heures), mais le service reste quotidien. Les desservants de la chapelle Saint-Nicolas sont les Religieux des Ordres des Carmes, des Dominicains et des Augustins surtout ; le compte de 1650 porte : « Au Révérend Père Simplicien Legros, sacristain du Grand Couvent des Augustins de Paris, la somme de 212 livres » ; dans le compte de 1630, on note plusieurs paiements à ces différents ordres religieux pour les services par eux célébrés.

Les solennités religieuses tiennent une place des plus importantes dans les réunions des avocats et procureurs aux jours de leurs fêtes de Communauté ; elles sont cependant accompagnées d'autres manifestations : on a déjà vu que, le 9 mai, à la Saint-Nicolas d'été, on élit le bâtonnier en la salle Saint-Louis ; il se donne surtout plusieurs banquets annuels de la Compagnie à la Saint-Nicolas d'été et à celle d'hiver (2), au lendemain de la Saint-Martin (3). Enfin, le

(1) Compte du 13 janvier 1639.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 10 : mémoires des dépenses pour ces dîners en 1706 et 1707.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 7 : comptes de 1625 et 1650.

21 décembre, jour de la Saint-Thomas, six quêteurs nommés à la Saint-Nicolas et qui sont chargés du service des quêtes et de la distribution des charités de la Compagnie, offrent un banquet auquel prennent part le bâtonnier et les confrères qui ont assisté au service de la Saint-Nicolas. Ce banquet sera d'ailleurs supprimé en 1760 et remplacé par un don de 200 livres que feront les quêteurs pour les charités de la Compagnie (1).

La cérémonie du lendemain de la Saint-Martin comprend encore le renouvellement du serment des procureurs devant le Parlement ; ainsi que l'explique le rendant du compte de 1621 (2) : « Vous, Monsieur, savez que tous les ans, le lendemain de la fête Saint-Martin, les avocats et procureurs ont accoutumé, après le service divin fait et accompli, d'aller en la Grande Chambre du Parlement faire prêter et renouveler les serments de bien et fidèlement exercer leurs charges et garder les ordonnances... » Après quoi, les procureurs élisent celui qu'ils commettent à la recette des droits de la confrérie, qui est ici chargé de rendre ses comptes.

Enfin, des distributions de bougies sont faites à l'issue des services de la messe rouge du 12 novembre à tous ceux qui ont prêté le serment, et à la Saint-Nicolas d'été : le 9 mai, la distribution est assurée par les soins du bâtonnier qui en fait don d'abord au clergé, puis aux avocats et procureurs assistant au service.

La confrérie de Saint-Nicolas assume, à l'égard de ses membres, un certain nombre de devoirs d'assistance, en échange desquels elle a, vis-à-vis d'eux, certains droits.

Les devoirs de la Communauté religieuse des procureurs sont de plusieurs sortes.

D'abord, elle accomplit pour eux des devoirs religieux, en dehors du culte de la chapelle Saint-Nicolas : elle doit faire célébrer des messes pour l'âme

(1) BATAILLARD. — *Histoire des procureurs et des avoués*, tome I, page 325.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 7.

des confrères défunts. Les statuts de 1341 le prévoyaient déjà, qui disaient, article 8 : « Si aucuns confrères de la dite Compagnie trespasse, il aura vigiles et messes », et, de même, le jour des morts, un service doit être célébré à la chapelle Saint-Nicolas, disent les statuts (article 4), en l'honneur des avocats et procureurs décédés dans l'année. De plus, pour ses hauts dignitaires, la Confrérie fait célébrer elle-même les services de décès : plusieurs avis dans les feuilles d'audience avertissent la Compagnie que, le lendemain, on célébrera, en l'église des Augustins, un service de décès pour un ancien bâtonnier ou un ancien procureur de Communauté, auquel elle est invitée de se trouver (1^{er} et 29 juillet 1686) (1), et le 10 décembre 1685, il est dit que « la Compagnie a été avertie que le service qu'elle a accoutumé de faire dire à Messieurs les anciens avocats bâtonniers se célébrera demain onze heures du matin, en l'église des Augustins du grand couvent pour défunt M. Lenoir, doyen et ancien bâtonnier » (2). De même, dans le compte de 1723 (3), un chapitre de dépenses est réservé aux services célébrés aux Grands-Augustins pour MM. Tribolet, Du Cornet, Guiau et Vezin, bâtonniers, et pour M. Roux, ancien procureur de Communauté.

A l'occasion encore du décès de membres de la Communauté, celle-ci fournit, pour les funérailles, le « poisle » de la Communauté. Elle le fournit, non seulement pour les avocats et procureurs qui décèdent, mais même pour leurs veuves. Ce prêt n'est pas gratuit, il entraîne le paiement d'un droit de trente-deux sols, au profit de la confrérie, droit dont la moitié est retenue par l'huissier qui apporte le poisle, « il ne reste donc de bon que seize sols pour chaque mortuaire », comme le dit le rendant du compte du 12 janvier 1637 (4).

Après les droits des confrères défunts, viennent

(1) Archives Nationales, X, 5B, 13.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 13.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 19.

(4) Archives Nationales, X, 5B, 7.

ceux des vivants, et après les devoirs religieux de la confrérie, ses devoirs charitables. Il ne faut pas perdre de vue que, si la Communauté des procureurs, telle qu'elle existe à la fin de l'Ancien Droit, est une institution de discipline et d'entr'aide dans l'exercice de la profession, elle était née pour être une œuvre d'union et d'assistance dans la vie privée autant et même plus que dans la vie professionnelle, et les buts premiers de l'association ont subsisté malgré la transformation des mœurs et le développement de l'activité civile de la Compagnie. L'article 10 de l'acte de constitution de la confrérie posait que : « Se il y a aucuns des diz confraires qui deschié de son estat, il aura en aumosne, chascune semaine sur la dite confrairie, ce que bon semblera au diz confraires. » La tradition s'est conservée et tous les comptes de la Communauté portent l'allocation d'aumônes classées sous deux chefs : les charités ordinaires et les charités extraordinaires.

Les charités et aumônes ordinaires sont des pensions, accordées par les procureurs de Communauté, à des avocats et procureurs, ou même à leurs veuves ou leurs enfants : elles sont payées annuellement en quatre quartiers, au mois de décembre, à Pâques, à la Saint-Jean en juin, et en septembre ; les quatre quartiers sont chacun de douze livres (ce chiffre est celui du compte de 1650 et celui du compte de 1726, ainsi que de nombreux comptes intermédiaires) ; une trentaine de personnes environ bénéficient chaque année de ces pensions.

Pour être mis au nombre des « pauvres de la Compagnie », qui ont droit à une pension, il faut y être admis en remplacement d'une personne qui en faisait précédemment partie ; il y a donc une organisation régulière qui n'attribue qu'un nombre déterminé de pensions ordinaires par an ; les feuilles d'audience portent de nombreux avis que : une veuve de procureur est admise à la place de son mari décédé (14 février 1686), ou bien une veuve d'avocat à la place d'une autre veuve d'avocat (15 septembre 1683), un

procureur à la place de la femme d'un autre procureur (3 mai 1686), une veuve au lieu de son mari (20 mai 1686), une fille à la place de sa mère (12 janvier 1688) ; ce même 12 janvier 1688, on décide que « Marie Rivier, veuve de Claude Fournier, ci-devant procureur, sur le rapport de Maître Pierre Fournier, ancien procureur de Communauté, a été retenue pour être mise au nombre des pauvres de la Compagnie à la place du premier qui vacquera » (1).

Un second groupe d'aumônes comprend les charités extraordinaires : elles ne sont pas régulières, sont souvent moins importantes que les charités ordinaires si l'on considère le total des sommes distribuées, mais leur utilité est très grande : c'est quelquefois une somme qui s'ajoute à une aumône ordinaire insuffisante pour le cas envisagé : le compte du 14 janvier 1641 porte 20 livres « à un ci-devant procureur en la Cour, en plus de son aumône ordinaire », ou bien une personne est admise dans les charités ordinaires, mais il faut attendre une vacance pour qu'elle jouisse de sa pension, et jusque-là, on lui donnera un secours ; la feuille du 12 janvier 1688, déjà citée, accordant une pension à Marie Rivier, « à la place du premier qui vacquera », porte que, « cependant qu'il lui sera payé par le greffier la rétribution ordinaire sur les charités extraordinaires ». Voici une lettre non datée, qui se trouve dans le carton d'archives X 5B 12, adressée aux procureurs de Communauté, par laquelle deux personnes demandent instamment des secours à la Communauté en laquelle elles ont confiance : « Messieurs, Louise et Suzanne Cochon vous supplient humblement de leur continuer les secours de vos charités, sans lesquelles elles ne peuvent subsister, manquant souvent d'ouvrage et étant très infirmes ; nous espérons que ces Messieurs feront le possible pour nous secourir dans la situation où le Seigneur permet que nous soyons, nous ne cesserons de faire des vœux pour vos santé et prospérité. »

Enfin, il arrive que la Communauté vienne encore

(1) Archives Nationales, X, 5B, 13 et 15.

en aide à ses membres par un dernier moyen : en leur prêtant des deniers dont ils ont un pressant besoin et qu'ils lui rendront quand ils le pourront : une demande est adressée à ce sujet à M. Gillet, premier procureur de Communauté, par une lettre de De Lachy, procureur, en date du 18 juillet 1701 (1) : « Si vous me connaissiez moins, Monsieur mon confrère, je ferais difficulté de prendre la liberté de vous supplier d'agréer de me donner secours des deniers de notre Communauté de 300 livres, que je vous rendrai très assurément avant le jour de la Saint-Martin prochain. J'ai besoin en ce moment que vous me conserviez votre prudence car, quoique beaucoup de notre Compagnie soient informés des causes pour lesquelles je n'ai pas établi une fortune telle que je pouvais, que ce n'a point été grâce au Seigneur par une mauvaise conduite, cependant, j'espère que, par votre même prudence, en me rendant le bon office que je vous demande, ma réputation ne serait point blessée. Je mettrai cette occasion au nombre des obligations que je vous ai, qui me feront être toute ma vie et très sincèrement votre très humble serviteur et confrère. »

Mais la Compagnie ne devait pas toujours récupérer son argent, car le compte de Communauté de 1758 par exemple (2) comporte un chapitre de recettes à propos des sommes dues par plusieurs confrères par billets, mais la somme qui devrait figurer en recette n'y est portée que pour mémoire, car la Communauté n'en a rien reçu. C'est ce qui rapproche ces opérations de prêt des aumônes et charités, et du service d'entraide générale que les confrères remplissent entre eux par l'intermédiaire de leur Compagnie. [Il arrive cependant quelquefois que la Compagnie retrouve ses deniers : le compte de 1732 porte 256 livres de recette provenant de paiements de billets par les confrères (3)].

La Communauté exerce aussi son action charitable

(1) Archives Nationales, X, 5B, 10.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 20.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 21.

en dehors du cercle de ses membres : elle fait profiter de ses ressources les pauvres de la Ville de Paris et l'Hôpital général de cette même ville. Il reste quelques reçus du « préposé à la recette des aumônes volontaires pour la subsistance des pauvres de la dite ville et faubourgs », qui a reçu, fin 1693 et début 1694, deux paiements fractionnés de 6.000 livres chacun, faits de la part de la Communauté pour son aumône, et, d'autre part, des quittances du receveur de l'Hôpital général de Paris qui a reçu, des procureurs au Parlement, la somme de 520 livres, « pour le doublement de la taxe du grand bureau attribué à l'Hôpital général suivant l'arrêt du Parlement du 19 décembre 1702 », à raison de 26 sols par procureur (10 mars 1703) (1).

A l'aide de quelles ressources la Compagnie remplit-elle ses devoirs de piété et de charité ? Le fonds essentiel est constitué par le produit du droit dit de chapelle : c'est un droit payé par tout avocat ou procureur reçu en la Cour, lors de sa réception en sa charge, et qui est même payé par « les présidents, maîtres des requêtes, conseillers reçus en la Cour », comme le dit la formule introductive du compte de 1615 (2), et par les « officiers des sièges royaux et présidiaux du ressort du Parlement de Paris », comme le dit celui de 1621. Ce droit, établi depuis plusieurs siècles, variera en valeur : il est à l'origine de deux écus par avocat, ce qui correspond à 6 livres 2 sols, et d'un écu par procureur (ainsi en 1610, en 1614) ; en 1617, le compte porte 6 livres 8 sols pour les procureurs comme pour les avocats ; en 1643, le 13 avril, la Communauté prend un avis, après permission obtenue du premier président et des gens du Roi, élevant le droit de chapelle à 9 livres, ainsi que l'explique le compte de 1644. Le droit sera encore relevé : en 1691, il sera de 20 livres, en 1712 de 25 livres (3) ; en 1705, les avocats paient 30 livres, mais

(1) Archives Nationales, X, 5B, 10.

(2) Archives Nationales. Carton X, 5B, 7, contenant les comptes du droit de chapelle de 1605 à 1650.

(3) BATAILLARD. — *Histoire des procureurs*, tome I, page 327.

le tiers de cette somme est destiné à l'Hôpital général de Paris (1), ce qui établit l'égalité du droit, pour la Communauté, entre avocats et procureurs. Quant aux officiers du ressort du Parlement, ils paient les mêmes droits. Le nombre des officiers, avocats et procureurs reçus annuellement est variable ; cependant, le nombre d'avocats reçus est généralement de l'ordre de deux à trois cents, celui des procureurs et des officiers est d'une vingtaine ; ainsi le total des droits de chapelle acquittés chaque année reste sensiblement le même, pour un tarif de droit identique : le compte de 1650 comporte une recette de l'ordre de 2.300 livres, alors que le droit est de 9 livres 4 sols, et en 1726 (2), la recette est de 6.160 livres pour la réception de 308 officiers (le droit de chapelle est alors de 25 livres, mais la recette de la Communauté n'en porte que sur les 4/5^e de cette somme).

L'acquittement du droit de chapelle par ses nouveaux officiers est quelquefois difficile à obtenir, comme en témoigne cette délibération de la Communauté, prise sous la présidence du bâtonnier, le 9 mars 1705, et homologuée par le Parlement le 30 mars (3) : le bâtonnier expose à la Compagnie que « les fonds qui sont employés pour assister les pauvres de la Communauté se trouvent diminués considérablement pendant que le nombre et le besoin des pauvres croissent et augmentent de plus en plus chaque jour », ce qui provient surtout de ce que plusieurs avocats ne paient pas ce droit « en s'abstenant, après qu'ils ont été reçus au serment d'avocat, de lever leurs matricules », qui ne leur sont délivrés que contre quittance du droit de chapelle (c'est à ce propos qu'il est dit que 10 livres sur les 30 que doivent payer les nouveaux avocats sont attribuées à l'Hôpital général), il faut donc « remédier à un tel abus qui frustre les pauvres d'un secours si légitime et si nécessaire », et la Compagnie prend la décision que, dorénavant, nul

(1) X, 5B, 16, 9 mars 1705.

(2) X, 5B, 19. Carton contenant les comptes de 1690 à 1730.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 16.

ne sera reçu au serment d'avocat s'il ne justifie avoir, auparavant, acquitté le droit de chapelle.

Les avocats seront d'ailleurs spécialement intéressés à la rentrée de ce droit, car un arrêt du 31 août 1712 ordonnera que le cinquième de ce qui est payé par chaque récipiendaire, soit cinq livres sur vingt-cinq, doit être retenu par le receveur qui le remettra au bâtonnier et aux avocats, pour subvenir aux frais de leur bibliothèque (1).

Une autre recette importante de la confrérie consiste dans les dons qu'elle reçoit obligatoirement du bâtonnier et des six « procureurs destinés à la distribution des charités ordinaires de la Compagnie », le premier lui doit un don de 1.000 livres au moment de son élection, et les autres donnent chacun 400 livres (compte de 1726). A partir de 1760, cette somme sera portée à 600 livres, augmentation qui correspond à la suppression du dîner de la Saint-Thomas qu'offraient ces six procureurs (2). Il faut aussi faire état du droit de poêle dans les recettes ; ce n'est d'ailleurs qu'un appoint, car bien que variable, il ne s'élève jamais à des sommes fort élevées ; le compte de 1650 porte (3) 56 livres à ce poste.

Enfin, la confrérie possède certains droits dont les revenus l'aident à subvenir à ses charges : le compte de 1650 porte la mention d'une rente due à la Communauté assignée sur les aides et constituée le 16 novembre 1556 : la recette en est de 66 livres, 15 sols, 4 deniers, pour deux années d'arrérages. Puis un autre chapitre de recette est consacré aux « droits de six livres, huit sols, qu'il a plu à Nosseigneurs de la Cour des Aydes ordonner être payés à la dite Communauté pour subvenir aux nécessités des pauvres à prendre sur chacunes lettres d'octroi » : la recette portée au compte de 1650 est de 256 livres, 10 sols. Au XVIII^e siècle, la Communauté possède encore d'autres

(1) Archives Nationales, X, 5B, 19, arrêt cité par le compte du 13 janvier 1726.

(2) BATAILLARD. — Ouvrage cité, tome I, page 325.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 7.

droits affectés au service de ses charités : le compte de 1726 (1) parle des « droits accordés à la Communauté par Messieurs de la Cour des Aides des enregistrements des lettres patentes et réceptions d'officiers, pour parvenir aux dits enregistrements et réceptions », et la même formule est ensuite appliquée à la Cour des Monnaies, puis à la juridiction de la Table de Marbre des Eaux et Forêts. Ces droits donnent des recettes respectivement de 533, 164 et 39 livres.

La Communauté des avocats et des procureurs envisagée dans ses fins religieuses, avec ses recettes propres, lui permettant de subvenir à ses charges, a donc un budget autonome. Les procureurs qui sont préposés à la gestion financière de la confrérie sont les « receveurs du droit de chapelle », nommés par l'assemblée de la Communauté. Leur nombre et l'époque de leur nomination varièrent avec le temps : au début du ^{xvii}e siècle, il n'y en avait qu'un seul, désigné chaque année lors de la cérémonie du lendemain de la Saint-Martin, après le renouvellement du serment par les procureurs assemblés, comme nous l'explique le rendant du compte du 24 février 1621 (2), qui relate, « pour l'intelligence du compte », les formalités par lesquelles on procède à la nomination du receveur. Par contre, depuis la fin du ^{xvii}e siècle, les feuilles d'audience de la Communauté qui tiennent le procès-verbal de ses séances, mentionnent toujours les receveurs du droit de chapelle au nombre de six ; au lieu d'être nommés le 12 novembre, comme il était dit précédemment, ils le sont sur la présentation de leurs prédécesseurs, dans le courant du mois d'avril : en 1696, c'est le 12 avril, le 27 en 1705, le 22 en 1706, le 9 en 1764. Une fois nommés, les receveurs doivent prêter serment « de bien et fidèlement faire la recette du droit de chapelle et en rendre compte en la manière accoutumée » (22 août 1686) (3) ; ils ne pré-

(1) Archives Nationales, X, 5B, 19.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 7.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 13.

tent pas nécessairement ce serment tous ensemble : en 1686, deux procureurs prêtent d'abord serment le 3 mai, d'autres le 6, et le dernier le 22 août.

A quelque moment que les receveurs soient désignés, leur temps d'exercice est toujours le même : un an, à commencer du 12 novembre, avec l'entrée du Parlement. Souvent, l'année d'exercice d'un receveur est indiquée ainsi : il était commis à la recette pendant le Parlement 1619, par exemple (compte du 24 février 1621), et, d'autre part, la feuille d'audience du 12 avril 1696 (1) nous dit expressément que, ce jour-là, six procureurs ont prêté « serment de bien et fidèlement faire la recette de la Compagnie à commencer au lendemain de la Saint-Martin prochain ».

Quand leur exercice est terminé, les receveurs doivent, en principe, en rendre compte ; pourtant, quelquefois, on les en dispense ; il en est plusieurs exemples rapportés dans les feuilles d'audience : les receveurs, sortis de charge, demandent « acte que leurs droits et devoirs ont été bien et dûment faits », le plus souvent la Communauté ne leur donne acte qu'en constatant que leurs fonctions étant finies, ils en ont rendu compte (il en est ainsi le 13 juillet 1705, le 17 mai 1706, etc...) (2). Mais il y a quelques cas où l'acte leur est donné sans que cette obligation ait été accomplie : le 27 mai 1686, les six receveurs disent qu'ils ont exercé la charge de la recette ordinaire avec tout le soin qui leur a été possible et la Compagnie arrête « qu'ils auront acte de leurs droits et devoirs comme bien et dûment faits, qu'ils demeureront déchargés de rendre compte et, en conséquence, qu'ils prendront leurs places en la manière accoutumée » ; de même, le 4 juin 1685, l'un des six receveurs, assisté des autres, demande et obtient décharge de la recette ordinaire, sans rendre compte ; de même encore le 12 juin 1684 (3).

Mais c'est l'exception et la règle normale est que

(1) Archives Nationales, X, 5B, 13.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 16.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 13.

les receveurs, à la fin de leur charge, doivent rendre des comptes à la Compagnie qui les avait commis en leurs fonctions ; un grand nombre de ces comptes appelés d'abord « comptes des droits de chapelle » et ensuite « comptes des charités » est conservé aux Archives Nationales (1).

La reddition du compte n'a pas non plus eu lieu toujours dans les mêmes formes : au ^{xvii}^e siècle, la date de la reddition n'est pas fixe, mais elle est généralement située au début de l'année, en janvier ou février, l'année d'exercice étant celle qui s'est terminée le 12 novembre précédent. D'autre part, en ces années-là, le compte est rendu simplement devant les membres ordinaires de la Communauté : le bâtonnier, les procureurs de Communauté, le greffier de la Communauté, les anciens avocats et les anciens procureurs de Communauté, dont les noms sont indiqués dans la formule qui clôt chaque compte, donnant acte que les formalités d'audition du receveur, d'examen du compte et de remise du reliquat des deniers entre les mains du nouveau receveur ont été accomplies. Tout cela se passe dans la maison du premier procureur de Communauté (2).

Déjà, dans ce début du ^{xvii}^e siècle, le jour de reddition du compte était souvent le 13 janvier, cela deviendra bientôt la règle et les comptes de la fin du ^{xvii}^e siècle et du ^{xviii}^e siècle seront toujours rendus ce jour-là, jour de la Saint-Hilaire : c'est ce que montrent les registres des comptes du ^{xviii}^e siècle, ainsi que les feuilles d'audience de la Communauté annonçant les séances à venir. La formalité va d'ailleurs devenir plus solennelle : elle aura lieu désormais devant le doyen des conseillers du Parlement, « commissaire en cette partie ». Cela s'explique tout naturellement, puisque les officiers de justice du ressort du Parlement de Paris ont un intérêt commun avec celui des avocats et des procureurs à vérifier les

(1) Archives Nationales, X, 5B, 7 : comptes du droit de chapelle de 1605 à 1650 ; X, 5B, 19 : comptes des charités, 1697-1630.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 7.

comptes de la confrérie, à la recette de laquelle ils contribuent. Le compte est rendu comme auparavant, dans la maison du premier procureur de Communauté, « où les anciens procureurs sont invités à se trouver en la manière accoutumée », suivant l'avis qui en est donné à la Communauté quelques jours avant (1).

La reddition du compte n'est pas toujours une simple formalité et elle donne quelquefois lieu à des difficultés, comme en témoignent plusieurs procès-verbaux des séances de la Communauté des années 1689 et 1690, à propos des comptes des receveurs en charge en 1688 (2) : le 8 août 1689, la Compagnie s'informe, auprès des receveurs, des raisons pour lesquelles ils retardent la présentation de leur compte ; ceux-ci répondent en requérant des commissaires pour l'examiner, quatre anciens procureurs sont nommés à cet effet, devant qui les receveurs doivent affirmer leur compte véritable ; le 5 septembre 1689, l'un des receveurs, Maître Auboin, se dit prêt à faire cette affirmation, pour lui et pour ses collègues ; la Compagnie en prend acte et les renvoie devant deux des commissaires en vue de l'examen du compte ; les commissaires, après examen, font leur rapport à la Communauté et concluent à la radiation d'un certain nombre d'articles de dépenses que les receveurs prétendaient avoir payés sans ordre ni mandement des procureurs de Communauté. Il en résulte qu'ils doivent remettre le reliquat du compte ainsi rectifié aux mains de leurs successeurs. Or, ce même jour, 12 janvier 1690, où le compte est arrêté dans ces conditions, l'un des six receveurs, Pierre Verdier, qui a déjà fait des remontrances à ce sujet et cité ses collègues à l'audience de la Communauté, se sépare d'eux, disant qu'il n'a eu aucune part à tout ce qu'ils ont fait, que c'était Jacques Auboin seul qui avait fait la recette et dépense ; en conclusion, il prie la Compa-

(1) Archives Nationales, X, 5B, 15, 9 janvier 1696 ; X, 5B, 16, 10 janvier 1701.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 14.

gnie d'agréer deux cents livres dont il fait présent aux pauvres de la Communauté, moyennant quoi on le tiendra quitte, tout en continuant d'exiger d'Auboin le reliquat de son compte.

A partir de 1710, on devra observer une formalité supplémentaire : une délibération de la Compagnie (1) adoptera les dispositions d'un mémoire que le parquet des gens du Roi a communiqué à Pierre Gillet, premier procureur de Communauté, de la part du bâtonnier : trouvant, sans doute, que la Compagnie des avocats est tenue trop à l'écart, ou se désintéresse trop des comptes de la confrérie de Saint-Nicolas, qui la concerne cependant autant que les procureurs, puisqu'ils en partagent les charges et les avantages, le bâtonnier, dans son mémoire, fait deux propositions que les procureurs accepteront : d'abord, « d'assister à la distribution et de signer l'état qui se fait des aumônes incontinent après la Saint-Nicolas d'été, et le présent qui se donne ordinairement par le bâtonnier pour contribuer aux charités, par les six receveurs et les aumônes ordinaires » ; puis, ce qui nous intéresse plus particulièrement ici : le bâtonnier demande « que le compte qui se rend devant Monsieur le doyen du Parlement par le receveur de la recette tant de ces charités que des droits affectés aux charges de l'entretien de la chapelle lui soit communiqué ». Les commentaires de Gillet sont favorables à la demande : il convient qu'une telle chose n'a jamais été observée, mais cela ne doit, cependant, pas amener de division dans la Communauté des avocats et procureurs, ni refroidir le zèle pour les aumônes, qui doivent, au contraire, augmenter. Il ajoute qu'il est de l'intérêt de la Compagnie que le bon ordre dans la distribution des aumônes soit connu, non seulement du bâtonnier, mais de tous les avocats, qu'il est d'ailleurs avantageux que le bâtonnier voie le compte et connaisse quels sont les fonds destinés au service de la chapelle et aux charges ordinaires de la Communauté et à ses charités, et dit-il, « cela contri-

(1) Archives Nationales, X. 5B, 1, 7 janvier 1710.

buerà à fortifier l'union qui doit être dans les deux Compagnies pour le bien de la justice et leur intérêt particulier ». Après cet exposé, des mesures sont prises pour satisfaire à la demande du bâtonnier ; il est décidé que l'état des sommes distribuées à la Saint-Nicolas d'été sera arrêté dans la chambre de la Compagnie devant le bâtonnier et quatre anciens avocats ; quant au compte des charités, il sera communiqué chaque année, le 7 janvier, au bâtonnier, avec les pièces justificatives, et contrôlé avant la reddition du jour de la Saint-Hilaire, par une commission composée de quatre avocats, dont deux anciens bâtonniers, et de quatre procureurs ou anciens procureurs de Communauté.

Ainsi les liens très lâches, entre les avocats et les procureurs, unis dans une même confrérie, seront un peu resserrés, mais il n'empêche que la Communauté de ces deux corps était plus nominale que réelle ; elle sera supprimée, sans difficulté en 1783, par une délibération des procureurs qui mettra en concorde le droit et le fait.

Mais pour les procureurs, il n'est pas douteux que la confrérie de Saint-Nicolas ait joué un rôle très utile : d'abord, elle leur a donné la force qui vient de l'union, puis elle a donné naissance à leur Communauté civile, tout en subsistant à côté de celle-ci qui s'était peu à peu détachée de la confrérie ; ainsi aux liens professionnels, s'ajoutaient les liens moraux et charitables et leur coexistence contribuait fortement à la solidité de l'institution.

CHAPITRE IV

L'entrée dans la Compagnie des procureurs au Parlement

Nous avons vu que, depuis le xvii^e siècle, le corps des procureurs au Parlement de Paris est une Compagnie fermée, strictement limitée au nombre de quatre cents ; aussi, l'entrée dans la Compagnie comporte-t-elle deux séries d'opérations distinctes : depuis leur origine, il faut que les candidats au titre de procureur se fassent recevoir au Parlement de Paris, qui examine s'ils remplissent les conditions requises ; d'autre part, depuis que la charge de procureur est devenue un office, le nouveau procureur ne peut se faire recevoir qu'à la condition d'avoir acquis la charge d'un procureur qui se démet. Nous allons parler successivement de ces deux catégories de formalités en suivant l'ordre dans lequel elles se déroulent, l'acquisition d'un office d'abord, puis la réception dans la Compagnie.

La transmission de l'office se décompose, elle aussi, en plusieurs opérations, car il y a, dans la notion de l'office, deux droits distincts : il y a le droit au titre que le Roi seul peut transmettre, l'officier qui veut céder son office doit donc demander au Roi d'effectuer la mutation du titre ; et il y a la finance de l'office, capital que le premier acquéreur de l'office a versé au Trésor royal. Cette finance est dans le commerce,

et le cédant a personnellement le droit de la récupérer sur le cessionnaire.

L'acte par lequel le procureur cédant demande au Roi d'opérer le transfert du titre est la « procuration ad resignandum » dont voici la formule (1) :

« Par devant le conseiller du Roi, notaire au Châtelet de Paris soussigné, fut présent M^e D... G..., procureur au Parlement de Paris, y demeurant rue du Petit-Lion, paroisse Saint-Sulpice, lequel a fait et constitué son procureur général et special... auquel il donne pouvoir de pour lui et en son nom résigner et remettre entre les mains du Roi, Monseigneur le Chancelier et Monseigneur le Garde des Sceaux de France et autres ayant à ce pouvoir, son état et office de procureur au Parlement de Paris, dont il est pourvu, pour aucun et en faveur toutefois de... et non d'autres ; consentir que toutes lettres de provision du dit office lui soient expédiées, scellées et délivrées... » (5 mai 1777).

Quant à la finance de l'office, elle fait l'objet d'un traité de cession qui est passé entre le cédant et l'acquéreur.

Le 3 février 1769 (2), par exemple, est passé par devant les « conseillers du Roi, notaires au Châtelet de Paris », un acte par lequel le Sieur Jacques Clerc, « curateur à la succession de Maître Charles Evrard, procureur au Parlement, vacante par les renonciations qui ont été faites à la dite succession par ses présomptifs héritiers », vend au Sieur Jean-Baptiste Bernault, maître clerc au Palais, « l'état et l'office de procureur tiers référendaire taxateur et calculateur de dépens en la Cour de Parlement, Cour des Aydes et des Monnaies, Requêtes de l'Hôtel et du Palais et autres juridictions de l'enclos du Palais à Paris, dont le dit feu Maître Charles Evrard est décédé pourvu et revêtu » ; suit l'énoncé des pièces justifiant la véracité de ces affirmations : les lettres de provision accor-

(1) Citée par BATAILLARD. — *Histoire des procureurs*, tome II, page 61.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 6.

dées à l'officier défunt par Sa Majesté le 23 janvier 1739, et l'arrêt du Parlement du 4 février de la même année par lequel Maître Evrard avait été reçu procureur. L'acte de cession est dit fait « pour par le dit sieur Jean-Baptiste Bernault se faire pourvoir et recevoir au dit office, présentement vendu, à ses frais et dépens, poursuites et diligences incessamment ; et en jouir aux droits, fruits, profits, revenus et émoluments y attribués, de même qu'en jouissait le dit feu Maître Evrard, et qu'en jouissent les dits pourvus de pareils offices, et ce à compter du jour de sa réception au dit office ». Vient ensuite la reconnaissance par l'acquéreur de la remise, à lui faite, de plusieurs pièces, en original ou en copie, concernant l'acquisition de l'office par le procureur défunt : l'original en parchemin des lettres de provision ; les copies des quittances des droits payés au fisc, ainsi que d'autres pièces comme par exemple l'inventaire de la succession du défunt.

Une autre question très importante est réglée alors, celle de la pratique, c'est-à-dire l'achalandage de l'étude, qui est vendue avec l'office, comme le dit le traité de cession : le sieur Jacques Clere transporte au sieur Bernault « toute la pratique du dit Evrard, consistant en causes, procès et instances qui sont tant en étude qu'entre les mains de Messieurs les rapporteurs, leurs secrétaires greffiers et en telles autres mains que ce puisse être, ensemble tout ce qui peut être dû au dit Maître Evrard pour frais, vacations et déboursés dus en quoi que le tout puisse monter. Desquelles pratiques, causes, instances et procès, le dit sieur Bernault déclare avoir pris connaissance par l'examen des registres, dossiers et renseignements qui les concernent et qu'il a en sa possession ». Le contrat ne manque pas de stipuler une clause dont on mesurera l'importance lorsqu'on parlera de l'organisation financière de la Compagnie : « Cette vente est faite à la charge par le dit sieur Bernault qui s'y oblige d'entrer au lieu et place du dit Maître Evrard dans toutes les dettes et charges de la Communauté des procu-

reurs de la Cour, qui écherront à compter du jour de la réception au dit office et de faire pour raison de ce toute soumission en tel cas requise et accoutumée. »

Enfin les dernières clauses du contrat concernent la fixation du prix, dont le total est divisé en deux sommes distinctes, l'une pour la finance de l'office, l'autre pour la pratique ; on détermine aussi les modalités du paiement, garanti par un privilège sur l'office vendu ; de plus, le vendeur promet que s'il se trouvait des oppositions de son fait au sceau des provisions ou à la réception de l'acquéreur, il sera tenu de les faire lever, à peine de dommages et intérêts.

Il faut revenir sur certaines clauses des traités d'offices qu'il convient de préciser ; il faut aussi indiquer d'autres clauses qui ne se trouvent pas dans tous les contrats (de nombreux actes de cessions d'offices sont conservés aux Archives Nationales) (1) .

La personnalité du cédant d'abord, n'est pas toujours la même : dans l'exemple de contrat que nous venons de citer, c'est un curateur à la succession vacante : ce peut être aussi la veuve d'un procureur défunt, ou les héritiers du défunt, qui vendent l'office à un tiers acquéreur ; ou bien l'un des cohéritiers l'acquiert pour lui-même (le 26 avril 1723, les héritiers de Maître Chardon passent contrat avec Pierre Chardon, autre héritier du défunt, qui acquiert son office pour la somme de 15.000 livres) ; le procureur propriétaire de la charge la cède quelquefois de son vivant, soit de son plein gré, lorsqu'il se démet, soit qu'il y soit forcé sur la poursuite de ses créanciers, l'office de procureur étant susceptible de faire l'objet d'une procédure de saisie réelle ; on a plusieurs cas d'adjudication sur saisie : voici le 10 mars 1742 l'adjudication faite à Maître Pierre Bridon à la barre de la Cour de l'état et office de procureur au Parlement dont était pourvu Maître La Grenée, office dont la saisie a été faite sur la requête d'un procureur au

(1) Archives Nationales. Carton X, 5B, 6.

Châtelet. En effet, tout acte qui transfère la propriété est apte à opérer la cession de l'office, pourvu que le cédant soit régulièrement investi du droit de le résigner.

Quant au cessionnaire, il est le plus souvent celui-là même qui se propose d'exercer la charge de procureur transmise (nous verrons plus loin les conditions qu'il doit remplir pour y être apte) ; mais quelquefois une autre personne l'acquiert pour lui : son père ou son tuteur par exemple.

La question du prix de la cession est particulièrement importante : il faut considérer séparément ses deux éléments, le prix de l'office et le prix de la pratique. La fixation du prix de l'office n'est pas absolument libre : pendant un certain temps le prix de l'office de procureur fut déterminé légalement (1) ; un arrêt du Conseil d'Etat du 13 décembre 1687 en fixa la valeur à 12.000 livres, et il était défendu aux acquéreurs de payer une somme plus forte, à peine de 6.000 livres d'amende ; cela ne dura pas, car la déclaration du 6 décembre 1686 lève la fixation des charges, tandis que son but principal est de confirmer les procureurs dans la fonction de tiers taxateurs des dépens, le tout contre le versement d'une somme importante au Trésor royal. Depuis 1689 donc, la fixation du prix de l'office appartient aux parties, mais la Chancellerie royale garde un droit de contrôle sur ce prix qui doit être sincère : les contre-lettres sont nulles et de nul effet, comme le dit un arrêt du Parlement du 7 décembre 1691. D'ailleurs en 1714 (2), le Parlement établit un prix maximum de cession, de 15.000 livres, par un arrêt du 8 août, et en 1724 un édit fait retour à l'évaluation légale.

Quant à la cession de la pratique elle obéit aussi à des règles strictes : elle doit être estimée par les procureurs de Communauté en exercice ; l'arrêt du Parlement de Paris du 8 août 1714 leur a confié cette mis-

(1) Arrêts et règlements concernant les fonctions des procureurs.

(2) BATAILLARD. — *Histoire des procureurs*, tome II, page 71.

sion qui appartenait auparavant à de simples anciens procureurs ; les actes de cession portent la mention de cette estimation dont la preuve est fournie par l'extrait des registres de la Communauté des avocats et procureurs de la Cour, délivré par le greffier. Il est naturellement interdit de vendre à un prix supérieur à celui de l'estimation.

On a pris des mesures sévères pour éviter la spéculation sur les cessions d'office : la Communauté a proscrit certains procédés de vente dangereux, dans une délibération du 7 mars 1763, homologuée par arrêt du Parlement du 10 juin 1763 (1). « La Compagnie assemblée ayant délibéré sur les abus qui s'introduisent dans la vente des offices et pratiques des procureurs en la Cour, a été arrêté sous le bon plaisir de la Cour », ce qui suit : d'abord la délibération rappelle que sont nuls tous actes et contre-lettres passés pour majorer le prix de l'estimation des pratiques, faite par les procureurs de Communauté ; un second article établit que « les procureurs qui sont actuellement en titre, pourvus d'un office et pratique, ne pourront acquérir de leur confrère ou de leurs héritiers un second office pour le revendre ».

En plus de cette première interdiction arrêtée par la Communauté, le Parlement, dans l'arrêt même qui homologue cette délibération, en ajoute une seconde destinée à empêcher la séparation de l'office et de la pratique : les procureurs en charge ne peuvent disposer de tout ou partie de leurs pratiques séparément de leur office, à peine de nullité du contrat ; d'autre part les héritiers des procureurs ne peuvent vendre les titres des offices ni les pratiques séparément l'un de l'autre, toujours à peine de nullité ; pour assurer le respect de ces dispositions, il est stipulé que nul ne pourra être reçu procureur s'il ne justifie de son contrat d'acquisition prouvant que l'office et la pratique lui ont été vendus conjointement.

Pourtant une exception est permise à l'obligation

(1) Archives Nationales, X, 5B, 4.

de vendre la pratique avec l'office : le vendeur peut se réserver certains objets de la pratique, des dossiers de parents ou d'amis, par exemple, mais ce n'est qu'une exception restreinte, car les réserves doivent être estimées en même temps que la pratique par les procureurs de Communauté, sans pouvoir être vendues par la suite au-dessus de leur estimation, comme le rappelle la délibération déjà citée du 7 mars 1763.

Dans des circonstances exceptionnelles il arrive, cependant, que le Parlement autorise la vente de l'office sans la pratique : une sentence de la Cour du 28 avril 1766 (1) autorise Maître Charles Hémart, procureur au Parlement, à céder à Maître Etienne-Joseph Gillet, avocat au Parlement, l'office de procureur de son père Jean-Baptiste Hémart, attendu que lui-même, Charles Hémart, n'a acheté l'office de procureur dont il est revêtu « que dans l'espérance d'hériter des pratiques de son père dont il est connu et qui lui ont envoyé leurs pouvoirs après son décès, que d'ailleurs il est en possession de toutes les pièces, procédures et dossiers composant la dite pratique, ce qui fait qu'aucun acquéreur ne peut traiter de la dite pratique conjointement avec l'office ».

S'il s'élève des difficultés à la suite d'un contrat de cession d'office, elles seront portées à la Communauté qui s'efforcera de concilier les parties. Le 11 décembre 1704 (2) la Communauté rend un avis au sujet d'une question de vente d'office et pratique ; les scellés ont été apposés par les créanciers du vendeur sur sa pratique, et le procureur des créanciers, Maître Aligier, en a offert à l'acquéreur, le sieur Beuvillon, la mainlevée contre une somme de 1.000 livres que Beuvillon paierait manuellement aux créanciers (pour la raison que la pratique aurait été mésestimée par l'évaluation qui en a été faite à 2.000 livres). L'acquéreur se plaint de ce que cette procédure est « contraire aux bonnes mœurs et à la discipline établie par la Compagnie », donc blâmable ; mais d'autre part le procu-

(1) Archives Nationales, X, 5B, 12.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 16.

reur des créanciers affirme que c'est l'acquéreur qui lui a, lui-même, proposé cette manœuvre, ce qui est reprehensible chez « un clerc qui aspirait à être officier et qui doit avoir la vérité pour règle aussi bien que la droiture ». En présence de ces contradictions, l'avis de la Communauté est qu'on procédera à une nouvelle estimation de la pratique ; cela intervient le 1^{er} juillet 1705, la pratique de Maître Baillard, le vendeur, est trouvée en si mauvais ordre que l'estimation de 2.000 livres était encore trop forte ; cependant comme Beuvillon, admis à la Cour sur la foi de son contrat d'acquisition de l'office a déjà été constitué procureur par plusieurs parties à la place du cédant, on ne peut plus revenir sur ce qui a été fait, par conséquent la charge et la pratique demeureront à Beuvillon pour les prix qui avaient été fixés auparavant. Et le conflit est ainsi réglé par la Communauté.

Le candidat à la fonction de procureur ayant donc traité d'un office, doit obtenir du Roi des lettres dites « de provision » par lesquelles le Roi investit le requérant de l'office en question, à condition qu'il se fasse recevoir par la Cour s'il satisfait aux exigences qu'elle a posées.

La formule des « lettres de provision » est la suivante (1) : « Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous présents et à venir, Salut-Savoir faisons que pour le bon et louable rapport qui nous a esté fait de la personne de notre bien-aimé Maistre Pierre Molin et de ses sens, suffisance, loyauté, prud'homme, capacité d'expérience au fait de pratique, pour ces causes et d'autres à ce nous mouvans, lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, l'office de procureur héréditaire en notre Cour de Parlement, Cour des Aydes, Requestes de l'Hostel et du Pallais, à Paris, Cour des Monnoyes, Chambre du Trésor, bailliage, eaux et forests, admiralité, connestablie et maréchaussée du dit Pallais, avec la fonction de tiers référendaire taxateur des

(1) Citée par BATAILLARD. — *Histoire des procureurs*, tome I, pages 187 et 188.

dépens y réunye, que tenait et exerçait deffunct Maistre Estienne de Vaulx, dernier paisible possesseur d'icelui, après le décez duquel sa veuve, enfants et héritiers nous auroient nommé et présenté le dict Maistre Molin par acte cy attaché, sous le contrescel de nostre Chancellerie pour le dict office avoir, tenir et doresnavant exercer, en jouir et user par iceluy Molin, hoirs successeurs et ayans cause héréditairement, aux honneurs, autoritez, prérogatives, prééminences, rangs, franchises, libertez, droicts, fruicts, profits, revenuz et émolumens au dict office appartenans, tels et semblables et tout ainsi qu'en a jouy ou deub jouir le dict sieur de Vaulx ». Puis le Roi mande à ses « amés et féaux Conseillers, les gens tenant sa Cour de Parlement à Paris » de recevoir, aux conditions énumérées par le Roi et dont nous allons bientôt parler, le dit Molin en possession et jouissance de cet office, pour qu'il en jouisse « pleinement, paisiblement et héréditairement » car, dit le Roi « tel est nostre plaisir ».

Pour ces formalités dont l'accomplissement est demandé au Roi et à son Chancelier, l'acquéreur de l'office doit acquitter des droits élevés : le droit de mutation de centième denier, créé en 1703, et qui obéit à des fortunes diverses, supprimé et rétabli suivant les moments, et surtout le droit de marc d'or des offices de France, auquel les offices de procureur sont soumis depuis leur formation ; il est alors du dixième de la valeur de l'office, puis il sera tarifé pendant la plus grande partie du XVIII^e siècle (le droit est de 270 livres ou de 324 livres selon que la valeur de l'office est comprise entre 8 et 12.000 livres ou entre 12 et 16.000 livres) (1).

Le candidat procureur, muni de l'acte de cession d'office et des lettres royales, doit alors poursuivre sa réception en la Cour ; pour cela il va subir un examen portant sur les différentes conditions que doit remplir le récipiendaire pour être admis. (A partir du

(1) BATAILLARD. — Ouvrage cité, tome II, pages 82 et 83.

xviii^e siècle d'ailleurs, les lettres de provision ne seront délivrées qu'après l'examen professionnel du candidat, afin d'en éviter les frais, pour le cas où l'admission ne serait pas prononcée ; dès lors l'enregistrement des lettres par la Cour aura lieu sans difficultés aussitôt après leur délivrance. Ce n'est qu'une intervention dans l'ordre des formalités qui restent les mêmes.

Quoi qu'il en soit, la Cour à qui est présentée la requête en réception d'un candidat, ne le reçoit qu'après une enquête sérieuse ; à l'origine elle était faite par le Parlement, mais peu à peu la Cour délègue ses pouvoirs d'enquête à la Communauté qui, finalement, les possédera tous. Enumérons les conditions à remplir pour être procureur :

Il faut être un laïc, condition édictée depuis 1287 dans une ordonnance qu'on applique par la suite aux procureurs (1).

Il faut être de religion catholique ; dès 1567, Charles IX interdit les procureurs qu'on soupçonne être de la religion nouvelle. Il faut un témoignage d'un curé, certifiant de leur religion, de leurs bonnes vie et mœurs : un arrêt du Parlement du 23 avril 1588 (2) en décide ainsi ; plus tard on fera une véritable enquête à ce sujet confiée à la Communauté à partir d'un arrêt de règlement du 12 février 1716.

Le candidat subit un examen professionnel destiné à éprouver ses aptitudes ; depuis le xv^e siècle il se passait devant des Conseillers commis par la Cour à cet effet (des arrêts du Parlement de 1453 et 1474 le mentionnent déjà) ; au xviii^e siècle il aura lieu aussi en la Chambre de Communauté depuis le même arrêt de 1716.

Il y a une condition d'âge : on ne peut se faire recevoir procureur avant vingt-cinq ans.

Enfin la dernière condition, la plus importante, concerne le stage de dix ans que doivent avoir accom-

(1) Guyot. — *Répertoire de jurisprudence*, au mot « procureur ».

(2) Tables de Lenain;

pli les récipiendaires. L'obligation de stage existe depuis longtemps : un arrêt du 18 décembre 1537 rapporté dans les Tables de Lenain rappelle que l'on ne peut être reçu procureur que si l'on a servi dix ans chez un procureur dont trois ans comme maître-clerc ; le temps fixé restera le même jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Mais la preuve du temps de stage ne sera pas toujours donnée de la même manière.

Au début on procédait à une enquête, la preuve étant faite par témoin.

A partir du XVIII^e siècle on permet au royaume de la basoche d'exercer un contrôle strict sur la véritable exécution du stage ; les clercs de la basoche sont en effet les premiers intéressés à ce que les règlements soient respectés, dans le but d'éviter qu'un procureur influent ne puisse favoriser son clerc aux dépens des droits légitimes d'un autre. Le récipiendaire doit donc obtenir des « lettres de Béjaune » que la basoche lui délivrera moyennant le paiement d'un droit de 15 livres ; elles sont ainsi conçues (1) : « Nous..., Chancelier Garde des Sceaux du Royaume de la Bazoche du Palais de Paris, certifions à Monsieur le Garde des Sceaux de France que X... qui a traité de l'office de procureur au Parlement, a travaillé dans différentes études pendant le temps prescrit... »

Mais le contrôle de la basoche destiné à éviter la complaisance des procureurs se heurte à un autre écueil : les complaisances des officiers de la basoche envers certains clercs, aussi la Communauté, à qui le droit de vérifier le temps de stage vient à appartenir, contrôle-t-elle les certificats délivrés par la basoche ainsi d'ailleurs que le Parlement qui conserve la haute-main sur la réception des procureurs, malgré les pouvoirs qu'il délègue à la Communauté.

La Communauté, arrête le 2 juillet 1685, « qu'à l'avenir il ne sera admis aucun récipiendaire sans certificats des procureurs et qu'ils justifieront par pièces leur temps de service » (2) ; elle ne veut donc pas se contenter du certificat unilatéral des clercs.

(1) BATAILLARD. — Ouvrage cité, tome I, page 191.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 13.

Le Parlement organise un contrôle rigoureux par un arrêt rendu le 7 septembre 1713 entre le Chancelier et les officiers de la basoche du Palais, d'une part, et la Communauté des procureurs de l'autre. Cet arrêt, dont les dispositions sont rappelées dans les procès-verbaux d'admission des nouveaux officiers dans la Compagnie, porte que les officiers de la basoche conservent le droit de contrôler le temps de dix années de Palais des récipiendaires, mais ils seront « tenus d'avoir un registre qui sera paraphé dans toutes les pages par première et dernière par le Chancelier de la basoche, sur lequel registre ceux qui voudront demeurer en l'étude des procureurs en qualité de clercs à l'effet d'acquérir les temps nécessaires pour être admis aux offices de procureurs seront tenus de s'inscrire sans aucun frais, et lorsqu'ils désireront après le temps de dix années d'exercice de travail en qualité de clercs être admis à être officiers, il leur sera délivré, par les dits officiers de la basoche, un certificat contenant le jour qu'ils se seront inscrits sur le dit registre, et le temps qu'ils auront, depuis la dite inscription, travaillé en qualité de clercs, lequel certificat les procureurs de Communauté seront tenus de viser et dater dans leurs admittatur » (1). D'autre part, l'arrêt dispose encore que, si les officiers de la basoche refusent de leur délivrer le certificat en question, les récipiendaires pourront se pourvoir devant la Communauté qui vérifiera leur temps de Palais sur le registre de la basoche, que les officiers ont ordre de délivrer à la Communauté à la première sommation et sans frais, sinon la preuve du stage sera faite à l'aide des procédures écrites de leur main dans les études, où ils auront travaillé, certifiées par les procureurs maîtres de ces études, et par tout autre témoignage. C'est le cas, par exemple, le 28 mars 1743, où la Communauté fait état des certificats de plusieurs procureurs chez lesquels le récipiendaire a été clerc, et des pièces qu'il y a

(1) Archives Nationales, X, 5B, 2. Arrêté d'admission du 24 janvier 1743.

signées, telles que des cédules de présentation, des sommations, des requêtes (1).

Il est certaines dispenses à la règle du stage et, par conséquent, à l'obligation des lettres de béjaune. Ce même arrêt de 1743 en tient compte : les fils de procureurs, et, d'autre part, les avocats qui ont été mis sur deux tableaux au moins, ne sont astreints à rapporter ni leur inscription sur le registre des officiers de la basoche, ni les certificats de ces officiers. A ce propos, la Communauté a déjà dû se plaindre du chancelier et des officiers de la basoche qui exigeaient, des fils de procureurs succédant aux offices de leurs pères, une bourse de jetons pour leur donner un certificat dont ils n'avaient pas besoin ; aussi, la Compagnie, informée de ce fait, arrête-t-elle, le 1^{er} décembre 1705 (2), qu'il ne doit être pris, ni par la Compagnie, ni par les officiers de la basoche, ni jetons ni aucune rétribution des fils de procureurs voulant se faire recevoir aux charges de leurs pères ; si les officiers de la basoche y contreviennent, aucun d'entre eux ne sera admis à la Communauté, et celle-ci portera plainte au parquet des gens du Roi.

Lorsque la Communauté a achevé la vérification des conditions qui sont confiées à son examen par le Parlement, le rapport en est fait par un ancien procureur de Communauté et elle rend un avis dit « d'admittatur » par lequel le candidat, trouvé digne de la Compagnie, est admis à poursuivre sa réception devant la Cour. Tous ces avis d'admittatur sont consignés dans les feuilles d'audience et, en suivant leur ordre chronologique, on voit comment, peu à peu, la Communauté fut chargée de l'examen d'un nombre de plus en plus grand de conditions : les premiers « admittatur » mentionnent que le récipiendaire se soumet aux dettes et charges de la Communauté et promet d'observer les règlements de la Cour. Puis, le 3 octobre 1686 (3), par exemple, le rap-

(1) Archives Nationales, X, 5B, 2.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 16.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 13.

port de Maître Pierre Vernost, ancien procureur de Communauté, parle des pièces justificatives mises en ses mains par François Petit, « pour justifier que, depuis l'année 1672, il a continuellement demeuré ès qualité de clerc en l'étude de Maître Chaulme, procureur » ; le rapporteur examine aussi le contrat d'acquisition de l'office qu'a passé François Petit, et constate qu'il a été fait suivant les « bonnes mœurs » ; ce rapport entendu, la Compagnie « est d'avis, sous le bon plaisir de la Cour, que le dit Petit poursuivra sa réception, à la charge, quand il sera reçu, d'exécuter les arrêts et règlements de la Cour ».

Le 2 décembre 1688 (1), en plus des conditions précédentes, le récipiendaire fait le serment de ne pas signer pour les postulants et de nommer deux substitués après sa réception (c'est là une obligation pour tout nouveau procureur ; elle n'est pas toujours ponctuellement remplie, car le 4 septembre 1687, le premier procureur de Communauté Prioux a dû aviser ses collègues que beaucoup d'entre eux n'ont pas de substitués, mais qu'ils doivent satisfaire aux règlements et en mettre les noms au greffe de la Cour) (2). Le 19 février 1689, le candidat promet, non seulement d'observer les règlements, mais encore d'exécuter les délibérations de la Compagnie (3).

Voici une nouvelle mention que l'on trouve dans l'admittatur du 5 janvier 1722 (4) : en conformité du règlement du 12 février 1716, le récipiendaire a été interrogé en la chambre de la Communauté par les procureurs en charge et ceux qui sont sortis d'exercice, et il ne s'est rien trouvé à redire à ses mœurs ; ou bien (25 mai 1742) on dit qu'il a été « trouvé capable et de bonne vie et mœurs », l'examen de la Communauté portant donc autant sur la capacité que sur la moralité.

(1) Archives Nationales, X, 5B, 15.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 13.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 14.

(4) Archives Nationales, X, 5B, 1.

Enfin, les admittatur postérieurs à 1740 portent l'énumération des pièces justificatives remises par le candidat à l'ancien procureur de Communauté : le contrat d'acquisition de l'office, le certificat du chancelier de la basoche justifiant des dix années ininterrompues de travail dans les études de procureurs, le certificat de son inscription sur les registres de la basoche, les procédures écrites de sa main, etc... (admittatur du 4 janvier 1751) (1). Ou bien, au contraire, on mentionne que le récipiendaire, étant fils de procureur, est dispensé de justifier de son temps de Palais (27 janvier 1766) (2).

On prête aussi serment devant la Communauté d'être de la religion catholique apostolique et romaine, et pour en faire la preuve, ainsi que de l'âge requis de 25 ans, on doit fournir un extrait baptismal. Il est enfin des fonctions qui empêchent de briguer celle de procureur ; nous nous contenterons d'énumérer ces incompatibilités : il ne faut être ni hôtelier, ni notaire, ni greffier (bien que la Communauté ait le droit de posséder certains greffes), ni magistrat, ni geôlier de prison, ni clerc de gens du Roi, ni commissaire aux saisies réelles.

Lorsque toutes les conditions requises sont remplies et que le candidat a obtenu l'admittatur de la Compagnie, il lui reste à se faire recevoir par arrêt du Parlement. La réception doit même avoir lieu dans un temps déterminé après l'acquisition de l'office, suivant la règle posée par un arrêt de la Cour du 11 décembre 1691 ; le but est d'éviter la postulation, pour cela on a posé que l'acquéreur de l'office doit se faire recevoir dans les trois mois ; pendant ce délai, l'ancien procureur démis peut continuer d'occuper ou bien l'acquéreur de l'office peut le remplacer, mais passés les trois mois, si l'acquéreur n'est pas reçu, il y aura postulation et les peines prévues à cet égard seront appliquées, ainsi en décide la Communauté à plusieurs reprises (3).

(1) Archives Nationales, X, 5B, 3.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 5.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 16, 17 mai 1705 et 18 juillet 1701.

La réception en la Cour est précédée de visites faites par le récipiendaire au Premier Président du Parlement, au procureur général, aux avocats généraux, au doyen des conseillers de la cour et aux dignitaires de la Communauté.

Et à l'audience de la Grande Chambre du Parlement, le nouveau reçu prête solennellement le serment de bien remplir sa charge, dans une formule longue et précise (1). Restent enfin à accomplir quelques formalités secondaires, telles que l'acquittement du droit de chapelle par lequel le nouveau procureur entre dans la confrérie de Saint-Nicolas et son inscription au tableau des procureurs dont le rang importera par la suite pour fixer ses droits par rapport à ses collègues.

Ces règles minutieuses de l'entrée dans la Compagnie des procureurs permettent bien de se rendre compte du rôle que remplit là encore la Communauté, rôle délégué sans doute, mais qui n'en est pas moins très important et qui a pour but de sauvegarder l'intégrité de la corporation en n'y laissant pénétrer que des éléments parfaitement sains.

(1) BATAILLARD. — *Histoire des procureurs*, tome I, page 208 et suiv.

CHAPITRE V

Les rapports de la Communauté des procureurs avec le Parlement et avec la basoche

La Communauté des procureurs au Parlement de Paris est en relations constantes avec deux corps d'importance et d'influence très différentes ; le premier, le Parlement, est au sommet de la hiérarchie des gens de justice, et l'autre, le royaume de la Basoche, en est, au contraire, le dernier échelon, l'organisation des procureurs formant le degré intermédiaire.

Nous avons déjà mentionné incidemment plusieurs cas de relations entre la Communauté et le Parlement ; nous allons, dans ce chapitre, reprendre la question dans son ensemble pour déterminer la physionomie générale de ces rapports.

Historiquement, on assiste à un progrès constant dans l'émancipation de la Compagnie ; à ses origines, elle était étroitement soumise au Parlement, d'autant plus que c'était à lui seul qu'appartenait le droit de nommer les procureurs. Les arrêts commentés dans les Tables de Lenain nous le font bien voir ; la Cour procède elle-même à l'examen de toutes les conditions qu'elle a établies pour l'admission des nouveaux procureurs, la Communauté n'y intervient pas ; la seule chose qu'elle puisse faire, c'est de charger ses

procureurs de Communauté de porter plainte à la Cour contre les candidatures qu'elle jugerait indignes, mais la Cour en reste le souverain juge (1). La Cour a également l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard des procureurs : elle prononce directement toutes les condamnations qu'ils ont méritées : non seulement elle prononce des interdictions et des suspensions ainsi que des condamnations à l'amende, mais elle statue même sur des fautes très légères, où le coupable n'encourt qu'un blâme (dans un arrêt du 8 mars 1595, un procureur qui a fait une réponse insolente à la signification d'un arrêt est blâmé, et sa réponse biffée en sa présence) ; même elle donne à deux procureurs, qui se sont dit des paroles injurieuses, acte de leur réconciliation qui se passe devant elle (arrêt du 27 août 1551). Comme précédemment, les procureurs de Communauté peuvent porter plainte à la Cour contre un procureur répréhensible, mais ils ne peuvent pas le condamner eux-mêmes. Il en est de même dans la matière de l'exercice de la profession de procureur : les Tables de Lenain citent des quantités d'arrêts de la Cour à ce propos ; et là aussi la Communauté présente quelques requêtes à la Cour pour lui demander de statuer sur une question qui intéresse ses membres.

Cette dépendance étroite de la Compagnie des procureurs à l'égard du Parlement va être fortement atteinte par l'érection de l'état de procureur en office royal. Désormais, les procureurs, dont la nomination ne sera plus subordonnée à la volonté du seul Parlement, vont se sentir assez forts pour distendre leurs liens, et leur organisation corporative gagnera une autonomie de plus en plus grande : nous avons vu comment la Communauté impose, à tout futur procureur, l'obligation d'obtenir d'elle un avis d'admittatur avant de se faire recevoir par la Cour, et comment elle ne rend cet avis qu'après avoir procédé à une enquête qui, peu à peu, comprendra toutes les

(1) Archives Nationales. Tables de Lenain. Arrêt du 23 avril 1588.

conditions que la Cour vérifiait seule autrefois. D'autre part, elle devient une juridiction disciplinaire qui prononce la plupart des peines que leur mauvaise conduite vaut aux procureurs. Il est bien rare, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, que la Cour condamne un procureur, en dehors des cas de fautes très graves méritant l'interdiction. Enfin, la Communauté régit souvent par elle-même et surveille avec soin la profession de ses membres, nous en avons donné des exemples nombreux.

Pourtant, la Communauté des procureurs n'obtiendra jamais l'indépendance complète ; elle n'aura qu'une autonomie contrôlée par le Parlement : toutes ces attributions, dont nous venons de parler, acquises peu à peu, ne lui appartiennent pas en propre, elles lui sont déléguées par le Parlement, qui peut toujours reprendre l'exercice de ses droits. Cela explique que toutes les décisions de la Communauté, que ce soit sur des questions générales ou sur des cas d'espèces, soient prises « sous le bon plaisir de la Cour », à qui la ratification doit être demandée et qui seule peut leur donner la force exécutoire. Mais il convient de dire que ce n'est là le plus souvent qu'une formalité, le Parlement accordant presque toujours l'homologation de l'arrêt tel qu'il lui est soumis ; d'ailleurs, il arrive que la ratification ne soit pas demandée du tout et la délibération de la Communauté n'en existe pas moins, mais elle n'a pas la force exécutoire.

Cependant, il ne faudrait pas en tirer la conclusion que les rapports entre la Communauté et le Parlement sont purement nominaux, ce serait aller trop loin ; le Parlement, tout en laissant une grande liberté d'action à la Compagnie, ne manque pas de lui faire subir son contrôle quand la nécessité s'en fait sentir.

D'abord, le Parlement rappelle quelquefois aux procureurs qu'ils ont un devoir obligatoire d'obéissance envers lui. La commission leur est faite par l'intermédiaire des procureurs de Communauté qui sont chargés par la Cour d'avertir leurs collègues de

leur devoir : le 4 février 1686, Maître Moilleron, procureur de Communauté, à la suite d'incidents qui se sont passés récemment à la première Chambre des Enquêtes (le procès-verbal de l'audience de la Communauté ne les précise pas), avertit que les procureurs mandés aux chambres « doivent obéir » et que la Communauté les y obligera, s'il le faut (1). Une autre fois, le bâtonnier lui-même expose à la Compagnie qu'il a été mandé au parquet des gens du Roi avec les procureurs de Communauté à propos d'écritures qui ont été faites dans une affaire pendante aux Requêtes du Palais, où le procureur Prieur occupe pour le demandeur, écritures qui ont été signées par un certain Mahon, avocat, qui n'est pas sur le tableau des avocats, et qui n'est pas connu au Palais, ces écritures n'étant d'ailleurs pas régulières en la forme : les gens du Roi ont interrogé les deux coupables, le procureur et le prétendu avocat, puis ils ont renvoyé l'affaire à la Compagnie, mais en lui faisant « injonction de tenir la main à l'exécution des règlements », comme le dit le bâtonnier qui lui transmet les ordres du Parquet ; à la suite de quoi la Compagnie prend un arrêté avertissant les procureurs de se conformer aux règlements de la Cour, sinon les procureurs de Communauté porteront plainte contre eux (2).

Le Parlement rend aussi des arrêts qui ordonnent à la Compagnie d'exécuter des règlements antérieurs qu'il a pris au sujet de la profession des procureurs : un arrêt de 24 novembre 1766 « ordonne l'exécution des ordonnances, arrêts et règlements de la Cour, et fait défenses à tous procureurs de former des oppositions aux arrêts rendus sur le vu des procès instruits par récollements et confrontations » (3). Un autre arrêt fait défense aux procureurs de charger d'autres huissiers que ceux de la Cour des instructions, requêtes et ordonnances de celle-ci (23 juillet 1688) (4) ; beaucoup d'autres arrêts lus à la Commu-

(1) Archives Nationales, X, 5B, 13.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 16, 14 février 1706.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 5.

(4) Archives Nationales, X, 5B, 15.

nauté font encore « défense » aux procureurs de faire telle ou telle chose.

Quelquefois aussi, le Parlement agit, à l'égard de la Communauté, de façon moins énergique, par voie d'avertissement et non par voie de commandement, mais le principe est le même : les procureurs doivent considérer les avertissements de la Cour avec autant de respect que ses ordres ; nous voyons, le 1^{er} juin 1685, François Moillon, premier procureur de Communauté, rendre compte à ses confrères de ce qu'il a été mandé au Parquet des gens du Roi, où l'avocat général l'a chargé d'avertir la Compagnie que quelques procureurs font une mauvaise procédure sur les demandes en homologation d'état qu'ils portent à l'audience (1).

Il entre, en effet, dans les attributions du Parlement de réglementer la profession des procureurs, nous avons pourtant dit que la Communauté prend de nombreux arrêtés à ce sujet, mais il est entendu qu'elle ne le fait que sur la délégation de la Cour, et celle-ci ne se fait pas faute de faire elle-même beaucoup de règlements professionnels, dont lecture est faite à l'audience de la Communauté ; nous en avons déjà parlé en montrant le rôle d'agent de publicité que joue la Communauté à l'égard des actes du Parlement : on peut citer l'arrêt du 22 juillet 1690 interdisant aux procureurs de se rendre adjudicataires de baux judiciaires, l'arrêt de 1664 sur l'administration des fruits des biens saisis et de même un arrêt du 9 janvier 1697 qui réglemente les présentations de pièces au greffe.

Le Parlement, à qui appartient le droit de veiller à l'application des règles de procédure et, au besoin, de les réformer, consulte souvent la Communauté des procureurs avant de rendre son arrêt, car il sait que son avis de praticienne lui sera utile. Il s'établit de la sorte, entre la Cour et la Compagnie, une collaboration très avantageuse pour le perfectionnement

(1) Archives Nationales, X, 5B, 13.

de la procédure. Par exemple, le 21 avril 1766, la Compagnie est assemblée en la Chambre Saint-Louis pour entendre le rapport de Maître Gillet le Jeune, ancien procureur, sur la question suivante : les huissiers des Requêtes du Palais ont présenté à Messieurs des Requêtes du Palais un mémoire tendant à ce qu'ils soient réintégrés dans la perception d'un droit de 2 sols, 6 deniers par signification d'acte de procureur à procureur ; là-dessus, la Chambre des Requêtes a rendu une sentence ordonnant que le mémoire des huissiers serait remis à Gillet le Jeune pour qu'il le communique à la Compagnie et qu'elle donne son avis avant que la Cour ne statue : l'avis donné par la Compagnie après délibération est que, de temps immémorial, les huissiers ne perçoivent, pour les significations d'actes de procédure, que le droit qu'ils perçoivent actuellement, qu'il n'y a donc pas de raison de les réintégrer dans un droit dont ils auraient joui, puisqu'il n'y a aucune preuve qu'ils en aient jamais joui, et qu'il y aurait d'ailleurs des inconvénients réels à accorder une augmentation des droits de significations. Sur cet avis nettement défavorable de la Compagnie, la Cour repoussera la requête des huissiers des Requêtes du Palais. Dans le même temps, une requête identique des huissiers des requêtes de l'Hôtel présentée à la juridiction des requêtes de l'Hôtel sera repoussée dans des termes identiques après une procédure de consultation analogue (1). D'autres fois, la Communauté donnera son avis au Parlement sous la forme d'un arrêté auquel la Cour accordera son approbation en l'homologuant : c'est ainsi que la Compagnie délibère, le 9 janvier 1690 (2), sous la présidence du bâtonnier, sur le moyen d'éviter les surprises qui se font dans les causes qui sont appelées à tour de rôle ; et elle arrête, « sous le bon plaisir de la Cour », que, dans toutes les causes où des avocats seront chargés de plaider, les procureurs seront tenus d'en déclarer les noms avant de remettre le

(1) Archives Nationales, X, 5B, 5.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 14.

sac et les pièces, et pour qu'ils puissent se conformer à cette règle, le bâtonnier est prié de donner à la Compagnie le tableau corrigé des avocats qui peuvent être employés, d'où seront retranchés les noms de ceux qui abusent de la profession d'avocat. De même, c'est la Communauté qui a établi certaines règles améliorant la procédure dont elle a obtenu le respect grâce à l'appui du Parlement, telles que la règle « opposition sur opposition ne vaut », la prohibition de l'opposition aux arrêts de pure forme, l'obligation de faire l'inventaire des pièces produites dans un procès, etc. (1).

En matière de discipline, la Compagnie a des pouvoirs très étendus vis-à-vis de ses membres, cependant le Parlement ne s'en désintéresse pas entièrement : d'abord, il doit théoriquement homologuer toutes les décisions disciplinaires de la Communauté, nous avons dit que le plus souvent celle-ci ne le lui demande pas, mais que, pour rendre plus efficace son action répressive, il lui a imposé l'institution d'un « Livre Rouge » des peines qu'elle a prononcées, dont l'exécution devra être poursuivie tous les 3 mois par le procureur général. Il arrive pourtant que, dans certains cas où la Communauté serait compétente, elle fasse appel au Parlement pour mettre à la raison un procureur coupable : souvent, elle menace un procureur réfractaire à ses ordres de porter plainte contre lui au parquet des gens du Roi, où elle trouvera un appui certain.

Le Parlement exige que les procureurs soient très respectueux à son égard, il condamne ceux qui manquent à ce devoir, mais alors la Compagnie s'interpose, soucieuse de protéger ses membres et demande à la Cour d'user de clémence envers le coupable, tout en l'assurant de son profond respect : c'est ce qui arrive le 31 mars 1710 où la Compagnie est mandée devant la première chambre du Parlement à cause d'une lettre injurieuse écrite par un procu-

(1) BATAILLARD. — *Histoire des procureurs*, tome I, pages 353 et 354.

reur à la Cour ; la Compagnie, après avoir assuré la Cour de son respect et de son obéissance, implore sa clémence et obtient que le coupable soit déchargé de la peine qu'il méritait (1). Un an auparavant, la Communauté a dû intervenir à propos d'un incident qui s'est produit entre Douleiz, procureur, et Lemaistre, conseiller à la cinquième Chambre du Parlement; celui-ci s'est offensé de ce que Douleiz, créancier de la mère de Lemaistre, lui ait adressé un commandement de payer, et l'a mandé devant la Chambre où il siège, mandement auquel Douleiz, craignant d'être arrêté, n'a pas obéi. Après que la Communauté a reçu les explications de l'inculpé qu'elle avait convoqué à la Chambre de la Sacristie, elle va agir pour lui auprès du Parlement, faisant à celui-ci d'humbles remontrances, sur ce que la procédure qu'a employée le Conseiller Lemaistre était irrégulière, celui-ci devant s'adresser au Premier Président du Parlement et non se pourvoir contre le procureur dans sa propre Chambre, mais la Communauté ne manque pas de terminer sa requête en affirmant « qu'elle supplie très humblement la Cour d'être persuadée du respect et de la soumission qu'elle aura toujours pour son ordre, que son partage étant l'obéissance, elle n'y contreviendra point, et si quelqu'un s'en écartait elle serait la première à s'en plaindre » (2).

En échange du respect que le Parlement exige de la Communauté et de chaque procureur en particulier, il leur accorde sa protection, comme le dit le 26 novembre 1726 le premier procureur de Communauté, dans un discours où il exhorte ses confrères à s'acquitter de leurs devoirs pour « mériter la protection de la Cour que Monseigneur le Premier Président a eu la bonté de nous promettre dans sa harangue de ce matin » (3). De même la protection de la Cour est tout acquise à la Communauté dans la lutte qu'elle mène contre la postulation, cela lui est répété plu-

(1) Archives Nationales, X, 5B, 1.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 1, 18 mars 1709.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 2.

sieurs fois tant par le Premier Président que par le Procureur général et les délibérations de la Chambre de la postulation en font état, qui décident d'en remercier la Cour. Enfin les magistrats essaient de protéger la Communauté à l'égard de la royauté et de ses exigences financières, mais là, le plus souvent, leurs efforts seront infructueux, l'exposé de l'histoire de la Compagnie nous a montré comment le Roi a finalement triomphé de toutes les résistances du Parlement. La Compagnie n'en est pas moins reconnaissante au Parlement de tout ce qu'il a essayé de faire pour elle, même s'il n'a pas toujours réussi.

Il s'est donc établi une vraie collaboration entre le Parlement et la Communauté des procureurs, l'une offrant son obéissance et sa soumission en échange de la protection de l'autre, et leurs rapports font songer à un régime d'autonomie placé sous un contrôle bienveillant.

Les rapports entre la Communauté des procureurs et le royaume de la Basoche sont d'un ordre tout différent. Ici l'organe supérieur est la Compagnie qui est chargée de la tâche souvent ingrate d'obtenir des clercs le respect de la discipline et des règlements. Un certain nombre de clercs deviendront dans l'avenir des procureurs, et en qualité de clercs ils sont employés dans les études des procureurs, il est donc tout naturel que le corps de leurs maîtres actuels et de leurs confrères futurs ait des pouvoirs de contrôle à leur égard.

La Communauté intervient d'abord à propos de l'élection du chef de la basoche, son chancelier. Normalement, son mandat ne dure qu'un an et quand il arrive à sa fin les procureurs de Communauté présentent une requête à la Cour lui demandant de statuer sur le sujet d'une nouvelle élection ; elle décide qu'il y sera procédé et nomme deux anciens procureurs dont la mission sera de recueillir les voix des clercs du Palais ; beaucoup de mentions de cette procédure sont faites dans les feuilles d'audience de la Communauté : nous apprenons, par exemple, que le

23 janvier 1696, la Cour en l'Ancien Conseil « eu égard aux réquisitions du procureur de Communauté et conclusions du procureur général ordonne que par devant Maîtres Girard et Dalbost, anciens procureurs, il sera procédé à la collecte des voix des clercs de la basoche pour l'élection d'un chancelier en la manière accoutumée » (1). Mais il se peut aussi que la Communauté demande que le chancelier conserve son mandat plus longtemps que la durée réglementaire, comme l'admet la Cour le 5 février 1703, où, après réquisitions du procureur de Communauté, il est ordonné que Leclerc, chancelier en charge, demeurera continué pendant l'année 1703 (2).

Les officiers de la basoche surveillent la véritable exécution du stage requis par les clercs qui veulent se faire recevoir procureurs : nous l'avons dit dans le chapitre précédent. En contre-partie la Communauté surveille les clercs pour se garantir contre les risques de postulation de leur part : elle obtient du Parlement, le 14 août 1691 (3), un arrêt qui interdit aux clercs d'acheter des pratiques de procureurs séparément des offices, interdisant en même temps aux procureurs en charge de signer pour ces clercs acquéreurs d'une pratique seule.

Ce même arrêt dispose aussi qu'il est interdit aux procureurs qui ont disposé de leurs charges d'occuper pendant plus de trois mois après la date de la cession, l'acquéreur devant se faire recevoir dans ce délai. Si cet arrêt de règlement n'est pas respecté, la Communauté intervient par un arrêté et ordonne au clerc acquéreur de l'office de se faire recevoir, sinon on appliquera les peines de la postulation.

La Communauté protège les fils de procureurs contre la basoche qui les voit avec hostilité succéder aux offices de leurs pères, et qui veut leur faire payer son consentement ; on a cité précédemment la délibération du 1^{er} décembre 1705 à ce sujet, interdisant aux

(1) Archives Nationales, X, 5B, 15.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 16.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 14.

officiers de la basoche d'agir de la sorte. On a déjà parlé aussi du contrôle qu'exerce la Communauté sur les registres de la basoche, où les clercs doivent faire inscrire leurs stages, et sur les certificats d'inscription que délivrent les officiers de la basoche aux clercs désireux de prouver l'accomplissement de leur dix années de stage : ici encore la Communauté a un droit de regard sur le registre dont elle peut exiger la délivrance, et les clercs auxquels leurs officiers refuseraient de délivrer les certificats en question pourraient se pourvoir contre ce refus à la Communauté.

Quelques années plus tôt, la Compagnie a décidé, dans une délibération du 30 avril 1689, homologuée par arrêt du Parlement du 19 juillet suivant, de nommer une commission annuelle de quatre procureurs chargés de veiller à l'exécution des règlements concernant les stages des clercs : en exécution de cette délibération, le 8 août 1689 (1), la Compagnie nomme Messieurs Pierre Gaignard, André Périchon, Jean Bataillon et Charles Furgault, procureurs en la Cour, pour « se transporter ès études des procureurs de la dite Cour, prendre les noms des clercs actuellement demeurant chez eux, recevoir leur déclaration de la condition à laquelle ils les tiennent, s'informer de l'emploi que les dits clercs font dans leurs études, de leurs mœurs, de leur pays et origine, si aucuns prennent qualité d'avocats, s'ils sont à gages ou pensionnaires, s'ils font des traités avec eux pour leurs écritures » ; (la rémunération des clercs était strictement réglementée, car on craignait qu'elle ne dissimulât une participation aux bénéfices et donc la postulation ; ils avaient donc droit seulement à de petits bénéfices, consacrés par l'usage, sur les écritures qu'ils faisaient ; mais pratiquement, les procureurs leur donnaient toujours des appointements mensuels, seule condition où ils trouvaient des clercs ; les règlements ne purent pas l'empêcher). Les procureurs commis au contrôle des études de procureurs devaient dres-

(1) Archives Nationales, X, 5B, 14.

ser un mémoire de tout ce qu'ils auraient remarqué touchant les points énumérés par leur commission ; on arrête que ces mémoires seraient remis le lendemain de la Saint-Martin au greffe de la Communauté.

Enfin, la Communauté a le devoir de veiller à ce que la conduite des clercs soit décente, problème difficile sur lequel elle eut à intervenir plus d'une fois. Les clercs tiennent à porter des épées ou, à défaut, des bâtons ; on a beau le leur interdire, rien n'y fait et des incidents se produisent : le 26 septembre 1681 (1), les procureurs de Communauté sont mandés par Monseigneur le Premier Président du Parlement, à propos du désordre arrivé la veille en la salle du Palais entre les clercs et les laquais. Il leur est dit de prendre garde à ce que la chose ne se reproduise pas, et pour cela « qu'ils aient à faire tenir leurs clercs dans leur devoir, et empêcher qu'ils ne portent épées, cannes, ni bâtons, à peine d'une punition exemplaire, et que la Cour pourvoirait à faire obéir et mettre les laquais à leur devoir ». Après quoi, François Moilleron, premier procureur de Communauté, dit à la Compagnie que lui et ses confrères ont arrêté de tenir la main à l'exécution de cet ordre de la Cour et qu'il avertit ses confrères afin que chacun en son particulier donne avis à ses clercs de l'exécuter ponctuellement et d'obéir à la Cour. Malgré ces recommandations, le même incident se produit le 30 août 1687, et M. Prioux, premier procureur de Communauté, est mandé de la part du procureur général qui lui répète que « la Compagnie doit empêcher les clercs d'avoir des épées et des bâtons pour remédier au désordre arrivé entre les clercs et les laquais, et il a invité toute la Compagnie de le défendre à leurs clercs ».

Non seulement les clercs portent des épées, mais encore ils portent des habits indécents, alors que l'habit noir leur est imposé dans l'exercice de leurs

(1) Archives Nationales, X, 5B, 13.

fonctions. Là encore, la Communauté doit prendre des mesures pour essayer de les faire rentrer dans la règle : un arrêt de la Cour du 9 décembre 1692 a statué à ce sujet, mais il n'est pas respecté et la Compagnie est informée « qu'il y a encore des clercs qui portent des habits indécents et des épées en faisant leurs fonctions et des procureurs qui le souffrent » ; aussi, la Compagnie prend-elle, dans cet arrêté du 18 novembre 1697, des mesures énergiques, tout autant d'ailleurs contre les procureurs qui les emploient, que contre les clercs :

« Arrêté, sous le bon plaisir de la Cour, que pour maintenir la discipline et obéir aux règlements, les procureurs ne souffriront aucun clerc de leurs maisons et études portant des épées, qu'ils ne recevront aucunes pièces par les mains des clercs, qu'ils ne soient en habits convenables à leur condition ; que, dans les greffes et en tous les lieux où ils feront la fonction de clercs, il ne sera reçu par leurs mains aucunes pièces ni fait expédition qu'ils ne soient en habits décents. » La délibération continue en édictant des sanctions, non seulement contre les clercs qui seraient réfractaires aux règlements sur les habits et les épées, mais dans un but de discipline générale qui rentre bien dans la compétence de la Communauté : « Pour établir et entretenir la bonne discipline, les procureurs ne pourront prendre ni recevoir chez eux aucuns clercs sortant de chez leur confrère qu'avec un certificat véritable de sa conduite, et ne pourront, les clercs, acquitter le temps nécessaire pour parvenir aux charges de procureur, qu'en justifiant qu'ils se sont conformés aux règlements. » Pour assurer l'exécution de son arrêté, la Compagnie prend plusieurs catégories de mesures de contrôle : elle établit un registre sur lequel seront inscrits les noms de tous les clercs réfractaires aux règlements, les procureurs chez qui ils travaillent étant tenus de porter plainte contre eux à la Communauté, ensuite de quoi les clercs qui auront fait l'objet d'une telle inscription ne pourront plus être reçus chez aucun

procureur, ni admis aux charges de procureur. D'autre part, les procureurs qui contreviendraient aux dispositions de cette délibération s'exposeraient à être privés de leurs charges et à être punis d'une amende de 300 livres envers les pauvres de la Communauté. Enfin, on décide de nommer tous les ans une autre commission de quatre procureurs qui est chargée, elle, d'inspecter les greffes, la sacristie, la « Fenêtre » de la Grande-Salle du Palais, et tous autres lieux où les clercs font leurs fonctions, afin de faire rapport à la Communauté de ceux qui se trouveront en contravention, pour qu'il y soit pourvu et que la présente délibération soit exécutée.

Malgré ces décisions sévères, ce n'était pas la dernière fois que la Communauté devait se préoccuper de ses clercs : le 17 août 1706, les procureurs de Communauté doivent de nouveau avertir leurs confrères, de l'ordre de la Cour, « de redoubler leurs attentions à empêcher que leurs clercs ne portent des épées, et à faire que la discipline soit observée et les règlements exécutés, sinon que la Cour sera obligée d'user d'animadversion, même de sévérité, contre les contrevenants » (1).

Et en 1763, encore, mention est faite d'un arrêt du Parlement du 5 octobre, faisant défense aux clercs de procureurs de porter l'épée, arrêt qui a été lu et publié à l'audience de la Communauté et inscrit sur ses registres (2).

On voit donc à quel point la Communauté était obligée d'intervenir souvent dans la Compagnie de la Basoche, soit à l'égard de son organisation corporative, soit à l'égard de ses membres considérés individuellement, pour faire respecter d'eux les règlements qu'elle-même ou le Parlement leur imposait, étant d'ailleurs largement soutenue dans cette œuvre par la Cour, et formant ainsi un organisme intermédiaire dans le système de la hiérarchie judiciaire.

(1) Archives Nationales, X, 5B, 16.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 4.

CHAPITRE VI

Les finances de la Communauté des procureurs

Les questions financières ont joué un grand rôle dans les préoccupations de la Communauté des procureurs au Parlement. Nous l'avons déjà vu quand nous avons étudié son organisation religieuse, et les comptes du droit de chapelle qui s'y référaient, mais ce n'était là qu'une faible partie des problèmes financiers auxquels le corps avait à faire face : en effet si, au début de son histoire, la Communauté, surtout religieuse, n'avait à s'occuper, au point de vue financier, que de ce qui concernait sa chapelle et ses charités, il n'en fut plus ainsi à la fin de son existence et sa vie financière s'est compliquée dans de très notables proportions ; de l'association religieuse qu'elle était à l'origine, elle est devenue, non seulement une association civile et professionnelle, mais même, pourrait-on dire, un organisme financier.

Cette nouvelle face de l'activité de la Communauté des procureurs fut la conséquence, non pas de la volonté propre de la Compagnie, mais de la volonté royale qui lui fut imposée : nous avons dit comment les procureurs sont devenus des officiers royaux. Ils sont donc maintenant soumis à l'autorité du Roi ; c'est une autorité lointaine, qui laissera, la plupart du temps, exercer sa surveillance par son Parlement ou par l'organisation même des procureurs. Mais elle

reprendra l'exercice de ses droits quand son intérêt sera engagé.

Or, les interventions royales à l'égard de la profession des procureurs avaient toujours pour but un intérêt fiscal dissimulé sous d'autres prétextes ; c'est la politique même que suivait la royauté envers ses autres Compagnies d'officiers, dont nous allons voir l'application particulière aux procureurs. Le principe est le suivant : le Roi a besoin d'argent, il lui est commode d'en demander à ses officiers, pour cela il leur concède des droits dont il leur impose l'achat, ou bien, au contraire, il leur retire certaines prérogatives et les officiers, gênés dans l'exercice de leur profession, n'ont que la ressource de faire rapporter la mesure royale moyennant finance ; d'autre part, la Compagnie qui se substitue à ses membres pour négocier ces questions financières, soumise à l'obligation de payer une somme élevée, ne la possède généralement pas, et doit l'emprunter auprès du public ; elle se transforme donc en une espèce de banquier intermédiaire entre les capitalistes qui cherchaient à placer leur argent et le Roi en quête de ressources extraordinaires.

L'opération se décompose ainsi en deux parties que nous étudierons successivement : l'emprunt du Roi auprès de la Compagnie, l'emprunt de la Compagnie auprès du public.

Voici le processus par lequel le Roi trouve de l'argent auprès de la Communauté des procureurs : un édit royal crée un nouvel office, qui est mis à la disposition de celui qui voudra l'acquérir moyennant le paiement d'une certaine somme d'argent, le roi promettant de donner des gages au nouvel officier, qui correspondront à peu près à l'intérêt du capital versé. Or, il arrive souvent que ces offices nouveaux vont contrarier les intérêts des procureurs, car on donnera à leurs acquéreurs des attributions qui appartenaient aux procureurs, ou bien on laisse à ceux-ci l'exercice de leurs droits, mais on attente à leur monopole en octroyant les mêmes droits à d'au-

tres ; le seul moyen de défense de la Compagnie est d'obtenir que ces offices soient incorporés à sa Communauté, après rachat. Alors le Roi, dans une déclaration, dit renoncer à faire exécuter son édit. Quelquefois aussi, le Roi opère sur des offices déjà incorporés à la Communauté : il leur accorde des augmentations de gages, ou bien il les confirme, toujours moyennant le paiement forcé d'un capital ; enfin, dernier procédé fiscal, le Trésor joue de la transmissibilité des charges, comme nous l'avons déjà dit, en faisant l'histoire de la Compagnie.

On va d'abord donner l'exemple d'une de ces déclarations par lesquelles le Roi accepte les suggestions de la Communauté des procureurs, puis on énumérera les emprunts auxquels la Communauté dut faire face.

Voici une déclaration du Roi du 6 septembre 1689 (1), par laquelle le Roi « confirme les procureurs au Parlement en la fonction de tiers référendaires et lève la fixation de leurs charges » :

« Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Les procureurs en notre Cour de Parlement et autres juridictions établies dans l'enclos de notre Palais à Paris nous ont représenté que, par notre édit du mois de novembre dernier, nous aurions désuni de leurs charges celles de tiers référendaires taxateurs de dépens créées par édit de décembre 1635 et déclaration du 6 mai 1637, et qui auraient été unies à leurs charges par édit du mois de mai 1639, que les difficultés qui se présentent souvent dans les taxes de dépens ne pouvant être réglées que par des personnes ayant beaucoup d'expérience et de capacité sur ces matières, il se passerait au moins longtemps avant que les officiers qui seraient pourvus des dites charges nouvelles fussent en état de faire, en la manière que nous le pourrions désirer pour le soulagement de nos sujets, celles qui seraient adjugées par

(1) Archives Nationales, X, 5B, 9.

notre Cour de Parlement à Paris et autres juridictions de l'enclos du Palais, et qu'étant d'ailleurs très facile de prévenir les inconvénients que l'on aurait appréhendés de leur part dans les dites taxes, ils se soumettaient de les faire suivant les règles qu'il nous plairait leur prescrire, et le tarif des dépens que l'on faisait en notre dite Cour de Parlement, si nous avions agréable de leur permettre de continuer cette fonction, de lever la fixation qui avait été faite de leurs charges à la somme de 12.000 livres, de leur laisser la liberté de disposer de leurs pratiques et de recevoir d'eux la somme de 600.000 livres qu'ils nous ont supplié d'agréer, pour nous aider à soutenir une partie des dépenses excessives dans lesquelles nous sommes engagés, A Ces Causes, de l'avis de notre Conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons, par ces présentes signées de notre main, accepté et acceptons les dites offres et, en conséquence, confirmons les procureurs de notre Cour de Parlement de Paris et autres juridictions établies dans l'enclos de notre Palais à Paris en la fonction de tiers référendaires taxateurs des dépens... Pour en jouir héréditairement par les dits procureurs, leurs veuves, héritiers, successeurs et ayants-cause, aux mêmes droits et privilèges, portés par notre dit édit de novembre, dérogeant à leur égard seulement à la création et désunion des dites charges portées par le dit édit, et pour apporter l'ordre nécessaire dans l'exercice de la dite fonction de tiers référendaires taxateurs de dépens, voulons qu'elle ne soit exercée par les procureurs qu'après dix années de réception, etc... » Suivent les mesures de réglementation dont nous avons déjà parlé à propos de la fonction même de liquidation des dépens ; puis le Roi donne à la Communauté l'autorisation d'emprunter pour parfaire la somme de six cent mille livres qu'elle doit lui fournir, ce qui se rattache à la seconde partie de ce mécanisme financier, l'emprunt de la Compagnie auprès du public. La déclaration continue par l'affirmation que la seconde entrave, dont

les procureurs demandaient en même temps la suppression, la fixation du prix de cession de leurs offices, est également levée. Et voici la formule finale : « Avons, au surplus, maintenu, confirmé et gardé les dits procureurs dans tous leurs droits et privilèges, sans que, ci-après, ils puissent y être troublés ni recherchés à cet égard pour quelque cause et prétexte que ce soit. Si donnons en mandement à nos amés et féaux Conseillers, les gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces présentes lettres de déclaration, ils fassent lire, publier et enregistrer et le contenu en icelles garder et observer de point en point selon leur forme et teneur, nonobstant tous édits, déclarations, arrêtés et autres choses à ce contraires, auxquelles et aux déroatoires coutumes nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes, car tel est notre plaisir. »

Toutes les déclarations par lesquelles le Roi exige de l'argent de la Communauté sont construites sur le même modèle que celle-là, le Roi se laisse convaincre par les excellentes raisons que lui donne la Communauté pour qu'il lui confirme un droit ou lui en incorpore un autre, et la Communauté le supplie en échange d'accepter une preuve de sa reconnaissance.

Les cartons d'archives de la Compagnie des procureurs contiennent de nombreux exemples d'emprunts du Roi. En voici la liste.

Citons d'abord les édits créant des offices qui font obstacle à l'exercice de la profession de procureur, ce sont les plus nombreux :

Un édit de février 1691 crée quatre offices de greffier dits « en peau », qui sont chargés d'écrire sur parchemin toutes les expéditions du greffe : le Roi rapporte l'édit contre le paiement de 50.000 livres payées par les officiers intéressés à leur suppression et la participation de la Communauté des procureurs à cette somme est de 10.000 livres (1).

En mars 1692, un édit du roi crée huit offices de

(1) BATAILLARD. — *Histoire des procureurs et des avoués*, tome I, page 401.

greffiers conservateurs des minutes et expéditionnaires des lettres qui s'expédient en la chancellerie du Palais à Paris, « lettres qui ne pourront être scellées que sur les expéditions qu'ils en dresseront et feront écrire par leurs commis et par eux collationnées sur les minutes » ; le 29 avril 1692, le Roi rapporte l'édit par une déclaration portant que « il se passerait du moins un long temps avant que les officiers fussent en état de faire en la manière que nous le pourrions désirer pour le soulagement de nos sujets l'expédition des dites lettres », et comme les procureurs se soumettaient de le faire suivant les règles qui leur seraient prescrites, tout en déchargeant le Roi des gages qu'il avait attribués à ces offices, demandant au Roi de leur permettre de faire la fonction et lui offrant la somme de 230.000 livres, le roi l'accepte, et décide que ceux qui seront préposés par la Communauté à cet office auront le monopole du sceau et de l'expédition des lettres de chancellerie, tandis que la Communauté jouira des droits attribués par le tarif arrêté par l'édit du mois de mars sans qu'ils puissent être diminués ni retranchés (1).

En 1707, sont créés des offices de contrôleurs des greffiers gardes-minutes de la chancellerie de Paris, dont les droits sont réunis à la Communauté par la déclaration du 27 février, moyennant 120.000 livres (2).

Le Roi crée, par un édit de mars 1693, vingt charges de procureurs au bureau des finances en la Chambre du domaine ; c'est une atteinte très nette aux attributions des procureurs qui ont le droit de postuler dans toutes les juridictions de l'enclos du Palais : ils doivent cependant donner 100.000 livres pour en obtenir la suppression, accordée par la déclaration du 16 mai 1693 (3).

On créa, en août 1696, un office de receveur et payeur des droits entrant en bourse commune ; il fut supprimé moyennant 15.000 livres de rachat (4). A

(1) Archives Nationales, X, 5B, 9.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 9.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 9.

(4) Archives Nationales, X, 5B, 9.

propos de cette bourse commune encore, un édit de février 1707 crée des offices de contrôleur des registres des officiers ayant bourse commune, dont la charge est de parapher les registres : les procureurs au Parlement n'ont pas de registres ; ils écrivent leurs délibérations sur des feuilles volantes, ils devraient donc être soustraits à l'application de l'édit ; il n'en est rien : ils doivent payer 16.000 livres pour la suppression de cet office inutile (1).

Nous avons cité la déclaration de 1689 qui se réfère aux trente offices de tiers taxateurs de dépens : les procureurs, qui ont toujours eu le droit de taxer les dépens, doivent donner 600.000 livres au Trésor royal, pour être confirmés dans ces charges, déjà incorporées à leur Communauté en 1639. Ce n'était pas tout : 5 ans plus tard, en mars 1694, un nouvel édit crée au Parlement et dans les juridictions de l'enclos du Palais vingt charges de contrôleurs des déclarations de dépens, auxquels est attribué un droit de six deniers pour livre du montant de tous les dépens, salaires et frais, en matière civile et criminelle : les procureurs rachètent ces offices pour la somme de 400.000 livres, et les droits qui y étaient attribués sont réunis à la Compagnie, ce que le Roi accepte dans la déclaration du 11 mai 1694 (2).

Et voici encore une déclaration du Roi du 5 juillet 1704 dans laquelle il est rappelé que, par l'édit de mars dernier, on a créé des syndics perpétuels dans toutes les Communautés de procureurs, avec attribution du droit de six deniers pour livre du montant de tous les dépens, comme il se paie aux contrôleurs des dépens créés en 1694 ; or, puisque ces offices de contrôleurs des dépens et les droits qui y sont attribués ont été réunis à la Communauté, elle demande que ces offices de syndics et leurs droits lui soient réunis aussi, ce qui est accordé moyennant 200.000 livres à verser au Trésor, plus deux sols pour livre, soit

(1) BATAILLARD. — Ouvrage cité, tome I, page 424.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 11.

20.000 livres, à payer au traitant qui avait pris en ferme les offices à vendre (1).

Voisines des créations d'offices sont les attributions plus ou moins forcées de droits à la Communauté qui pourra désormais en jouir après avoir remis leur valeur en capital au Trésor royal, il y en a de nombreux exemples : une déclaration de juillet 1697 réunit à la Communauté le droit de scel sur les requêtes du Palais moyennant la somme de 10.000 livres (2).

En 1706, une déclaration du 14 décembre réunit au corps des procureurs des droits de six deniers pour livre, attribués par le Roi aux Communautés d'huisiers sur chaque signification de procureur à procureur : la Communauté donne 80.000 livres au Trésor et 8.000 livres au traitant pour pouvoir percevoir elle-même ce droit (3).

Le Roi crée, en avril 1695, des offices de greffier des présentations, tant pour les présentations des défendeurs que pour celles des demandeurs qui sont rétablies en 1695. Les procureurs rachètent ces offices pour en toucher les droits en donnant 40.000 livres et les deux sols pour livre du traitant pour le greffe général des présentations du Parlement, tractation acceptée par la déclaration royale du 17 avril 1696, et en donnant 16.500 livres pour les droits de présentation du greffe particulier des Requêtes du Palais (4).

La Communauté fut aussi contrainte de faire des paiements au Roi en échange d'augmentations de gages que celui-ci accorde à ses officiers : ce n'est encore là qu'un moyen détourné d'obtenir le versement d'un capital contre un revenu annuel qui en représente à peine l'intérêt : de par l'édit d'octobre 1704, les procureurs au Parlement versent au Trésor royal la somme de 18.000 livres, pour les augmentations de gages accordées aux huit offices de greffiers-gardes-minutes de la chancellerie près le Parlement de Paris, dont ils sont propriétaires (5).

(1) Archives Nationales, X, 5B, 10.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 11.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 11.

(4) Archives Nationales, X, 5B, 11.

(5) Archives Nationales, X, 5B, 12.

Au même ordre d'idées, se rattachent les interventions royales dans le statut de la fonction de procureur, le but étant, là encore, de se procurer les fonds dont le Trésor a besoin : la royauté a créé la fonction en office à plusieurs reprises, de 1572 à 1639, et elle lui a accordé l'hérédité. Mais ensuite, elle ne s'est pas privée de reprendre ce qu'elle avait octroyé et de changer les règles de transmissibilité des charges pour que les procureurs, troublés dans leurs droits, fussent obligés d'obtenir du Roi contre argent le rétablissement de la situation antérieure.

Voici la déclaration royale du 31 décembre 1701 à ce sujet (1) : « Les procureurs en notre Cour de Parlement et autres juridictions établies dans l'enclos de notre Palais à Paris nous ont représenté que, par notre édit du mois d'août 1701 portant confirmation des droits d'hérédité et de survivance, nous avons excepté les offices dont les titulaires nous ont payé depuis 20 ans quelques finances pour la confirmation des droits d'hérédité : què, sur ce fondement, ils auraient pu espérer qu'ils ne seraient compris dans l'exécution de notre édit, attendu les différentes sommes qu'ils nous ont payées : savoir, en 1689, 600.000 livres (ce fut le prix du rachat des trente offices de tiers référendaires attribués héréditairement à la Communauté), et en 1693, 100.000 livres (pour le rachat des vingt charges de procureurs au bureau des finances), au moyen de quoi nous les avons confirmés par nos déclarations des 6 décembre 1689 et 16 mai 1693 en tous leurs droits et privilèges ; cependant, ils se trouvent compris dans les rôles qui ont été arrêtés dans notre Conseil en exécution du dit édit : et afin de prévenir les poursuites qui pourraient être faites par celui que nous avons chargé de l'exécution des dits rôles, ils nous auraient très humblement supplié de les maintenir dans l'hérédité de leurs offices, droits et privilèges à eux attribués, aux offres de nous payer la somme de 300.000 livres tant

(1) Archives Nationales, X, 5B, 9.

en capital que deux sols pour livre. Et voulant favorablement traiter la Communauté des dits procureurs : A Ces Causes... nous avons, par ces présentes signées de notre main, accepté et acceptons leurs offres, et, en conséquence, avons maintenu et confirmé, maintenons et confirmons les procureurs de notre Cour de Parlement de Paris et autres juridictions dans l'enclos du Palais dans l'hérédité, droits et privilèges à eux attribués par nos édits et déclarations, sans que ci-après ils puissent y être troublés... », et les procureurs versent 272.728 livres au Trésor et le surplus de la somme totale au traitant.

Malgré toutes les sommes qu'ils ont données au fisc, les procureurs ne sont pas encore assurés de jouir, de façon définitive, de l'hérédité si chèrement acquise; elle est, une fois de plus, confirmée par la déclaration du 3 décembre 1743 : chaque procureur pris individuellement est imposé à raison de 822 livres, 3 sols, 4 deniers et pour le corps entier, le total est de 328.866 livres, 13 sols, 4 deniers (1).

La confirmation des droits attribués à la Communauté par une déclaration antérieure a porté sur d'autres droits encore que sur l'hérédité : par exemple, en 1736, le Roi exige 50.000 livres des procureurs pour les confirmer dans les charges de contrôleurs des greffiers-gardes-minutes de la chancellerie (2). En 1703, ce sont les contrôleurs des dépens dont l'hérédité est confirmée moyennant 100.000 livres (2), le droit aux offices de tiers référendaires ayant été confirmé en 1689 pour 600.000 livres.

Une telle énumération permet de se rendre compte de l'ingéniosité avec laquelle le Trésor royal arrivait à se procurer des ressources et de la variété des offices et des droits qu'il créait, supprimait, augmentait, réunissait et confirmait. Elle montre aussi l'importance des sommes dont le paiement fut imposé à la Compagnie des procureurs. On remarque que la

(1) Archives Nationales, X, 5B, 2.

(2) BATAILLARD. — Ouvrage cité, tome I, page 407.

plupart de ces emprunts déguisés sont datés de la fin du xvii^e siècle et du début du xviii^e, c'est-à-dire des dernières années du règne de Louis XIV, période des guerres difficiles de la Ligue d'Augsbourg et de la Succession d'Espagne. Cette coïncidence ne peut laisser aucun doute sur les véritables raisons des interventions du Roi dans la profession des procureurs.

Toutes les sommes que la Communauté devait verser au Trésor, elle ne les possédait pas, non plus que les procureurs, ses membres, elle devait donc, de son côté, les emprunter, n'étant de la sorte qu'un intermédiaire.

La Communauté des procureurs se procure les capitaux dont elle a besoin en émettant des titres de rente. Elle n'a pas d'office la capacité nécessaire pour le faire, c'est pourquoi le Roi doit l'y autoriser par la déclaration qu'il prend pour accepter sa soumission ; voici la formule de la déclaration du 6 décembre 1689 concernant le rachat des offices de tiers référendaires (1) : « Et pour donner à la Communauté des procureurs la facilité de trouver les deniers nécessaires pour payer ladite somme de six cent mille livres, nous ordonnons, par ces présentes, que ceux qui leur prêteront les deniers pour cet effet auront privilège spécial sur les dits offices à l'exclusion de tous autres créanciers, même de ceux qui les auraient vendus ou prêté les deniers pour employer au paiement du prix, sans qu'il soit besoin de faire la déclaration du dit emprunt par les quittances qui en seront délivrées. Voulons que la simple déclaration des procureurs de Communauté qui emprunteront et réitérée par autre acte passé par-devant notaire au bas des quittances, ait la même force et vertu que si elle y avait été faite, et en temps que besoin serait, autorisons tous les contrats qui seront passés à cette fin par les procureurs de Communauté pour toute leur Compagnie, ne pouvant aucuns des

(1) Archives Nationales, X, 5B, 9.

procureurs disposer de leurs charges qu'en chargeant leurs successeurs des dettes de la Communauté. »

En plus de l'autorisation du Roi, donnée aux procureurs de Communauté en leur nom propre, il leur faut l'autorisation de la Communauté pour procéder aux emprunts ; elle leur est donnée par une délibération contemporaine de la déclaration royale. Le 28 décembre 1689 (1), par exemple, la Compagnie délibère « sur les moyens de mettre au Trésor royal la somme de 600.000 livres pour être maintenus et conservés en la fonction de tiers référendaires, arrêté que la dite somme de 600.000 livres sera incessamment empruntée pour être, le plus promptement que faire se pourra, portée au Trésor royal, et à cette fin, à donné pouvoir aux procureurs et au greffier de la Communauté présentement en charge d'en passer tous les contrats de constitution de rente et actes nécessaires, d'y obliger par privilèges toutes les charges de la Compagnie et même par spécial le droit de tiers qui est annexé ».

La Compagnie, pour ses opérations financières, passe par l'intermédiaire de son notaire attitré ; il est choisi par une délibération de la Compagnie, comme nous en avons un exemple le 3 avril 1704 (2) : « Sur ce qui a été représenté qu'il est nécessaire de nommer, pour la Compagnie, un notaire et faire choix d'une personne de qualité sur la conduite duquel on puisse se reposer, arrêté que Bru, conseiller du Roi, notaire au Châtelet de Paris, sera prié par les procureurs de Communauté de vouloir agréer et accepter la nomination que la Compagnie fait de sa personne, pour recevoir et passer tous les actes qui concerneront la Communauté des procureurs au Parlement, sans qu'il puisse en être passé aucun que par lui ».

Le notaire ainsi choisi est chargé de faire, pour la Compagnie, toutes les écritures qui lui sont nécessaires : et particulièrement, en ce qui concerne ses emprunts ; c'est ce que dit, en termes exprès, la fin

(1) Archives Nationales, X, 5B, 9.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 16.

de la délibération de la Communauté du 28 novembre 1689 : « Pour la décharge des procureurs et greffier de la Communauté qui emprunteront au nom de la Compagnie, seront tous les contrats reçus par Maître Boucher, Conseiller du Roi, notaire au Châtelet de Paris, entre les mains duquel tous les deniers qui seront empruntés passeront pour les porter au Trésor royal et en tirer les quittances au nom de la Compagnie, en faire les déclarations, en fournir l'emploi à ceux qui prêteront, décharge au fur et à mesure de l'emprunt jusques à la somme de 600.000 livres, en sorte qu'il ne puisse excéder. » A la fin de la délibération de la Communauté, est dressé le procès-verbal de la comparution chez le notaire du greffier de la Compagnie, qui lui a déposé en minute l'original de cette délibération.

La première opération que fait le notaire est de recevoir les contrats de constitution de rente passés entre la Communauté et ses prêteurs : ces contrats sont des parchemins que le notaire, dépositaire de la minute de la délibération d'emprunt, fait imprimer, l'émission portant sur un nombre important de titres pour chaque emprunt.

La formule du contrat est toujours la même; en voici une du 12 mars 1707, où la somme prêtée est pour employer au paiement de 120.000 livres, dû au Roi pour la réunion à la Communauté des droits attribués aux contrôleurs des greffiers-gardes-minutes (1) :

Par-devant Maîtres Jean-Baptiste Guyot et Hugues Bru, Conseillers du Roi, notaires gardes-notes et gardes-scel au Châtelet de Paris soussignés, furent présents Maîtres Pierre Gillet, Pierre Bridon, J.-B. Julien, François Chardon et Louis Favières, tous procureurs tiers référendaires de la dite Cour de Parlement, au nom et comme procureurs et greffier présentement en charge de la Communauté des dits sieurs procureurs tiers référendaires de la dite Cour de Parle-

(1) Archives Nationales, X, 5B, 9.

ment, nommés à l'effet des présentes par délibération de la dite Communauté du 28 février 1707, déposée pour minute à Bru, l'un des notaires soussignés par acte étant ensuite du 2 mars suivant, et ayant le pouvoir de faire l'emprunt de 120.000 livres pour la finance et celle de 12.000 livres pour les deux sols pour livre d'icelle, par déclaration du Roi du 8 février de la dite année 1707, qui sera, avec l'enregistrement d'icelle au Parlement, incessamment déposée pour minute au dit Bru, notaire, copies collationnées desquelles délibération et déclaration seront délivrées à l'acquéreur ci-après nommée, lesquels ont reconnu et confessé avoir vendu, créé et constitué et promettent pour et au nom de la Communauté des dits sieurs procureurs en nom collectif garantir de tous troubles et autres empêchements généralement quelconques à (mention manuscrite) Louise Vacquerie, fille majeure et en ses droits, demeurante à Paris, rue des Poitevins, paroisse Saint-André-des-Arts, à ce présent et acceptant, acquéreur pour elle et ses ayants-cause, cinquantes livres (imprimé) de rente que les dits sieurs procureurs tiers référendaires seront tenus, comme les dits sieurs procureurs et greffier en la dite qualité les y obligent, de payer ou faire payer par le receveur de la dite Communauté des revenus du produit de l'attribution des droits attribués aux contrôleurs des greffiers-gardes-minutes de la chancellerie réunis à la dite Communauté par la déclaration du dit jour septième février 1707, et de tous les autres droits appartenant à la dite Communauté à la dite acquéreur et à ses ayants-cause en leurs demeures à Paris, ou au porteur des présentes, par chacun an aux quatre quartiers accoutumés dont le premier paiement écherra au dernier juin prochain et ensuite continuer de quartier en quartier jusques au rachat de la dite rente... » ; suivent les clauses concernant le paiement des arrérages de la rente, dont on parlera tout à l'heure. Ensuite, il est dit que « cette constitution est faite moyennant la somme de (mention manuscrite) mil livres (imprimé), que la

dite acquéreuse présentement et du consentement des dits sieurs constituants en la dite qualité a mis ès mains du dit notaire auquel la dite somme a été comptée et délivrée, en louis d'argent et espèces ayant cours pour en être l'emploi fait ci-après... », puis les procureurs de Communauté stipulent que cette rente de cinquante livres sera « rachetable à toujours en payant par les rachetants en un seul paiement pareille somme de mil livres, arrérages, frais et loyaux coûts qui se trouveront dûs et faits pour la conservation de la dite rente ». Vient alors la déclaration de l'objet de l'emprunt : « Déclarant les dits sieurs constituants en la dite qualité que la dite somme de mil livres ci-dessus reçue est pour employer, avec autres deniers d'emprunt, au paiement qu'ils doivent faire incessamment de la somme de 120.000 livres de principal et de celle de 12.000 livres pour les deux sols pour livre d'icelle, au désir de la dite déclaration du dit jour 28 février 1707, tant ès mains du sieur Trésorier des revenus casuels de Sa Majesté, que de celui chargé de l'exécution de l'édit daté et énoncé en la dite déclaration, le tout pour la réunion faite au profit de la dite Communauté des droits attribués aux dits contrôleurs des greffiers-gardes-minutes de la chancellerie de Paris... que les deniers de la présente constitution seront entrés dans le dit paiement, afin que la dite acquéreuse ait hypothèque et privilège spécial sur les dits droits réunis et attribués aux dits contrôleurs, comme il est porté par la dite déclaration et par l'hypothèque sur tous les dits offices de procureurs tiers référendaires de la dite Cour de Parlement. » Enfin, la dernière clause du contrat se rapporte à l'élection de domicile que font les procureurs en la maison de Gillet, premier procureur de Communauté.

Quand le notaire commis par la Communauté a recueilli la somme totale, il la remet au Trésor royal, qui en donne quittance, en mentionnant les dates de tous les contrats de constitutions de rente et les noms des créanciers de la Communauté, ceci pour que les créanciers aient le privilège stipulé par le contrat.

Le paiement des arrérages était assuré au créancier par plusieurs procédés : d'abord, la déclaration des noms des créanciers dans la quittance du Trésor les subroge aux droits de la Communauté vis-à-vis du Trésor. Puis ils ont un privilège spécial sur le produit des droits réunis à la Communauté, grâce au versement de la somme à laquelle ils ont participé ; c'est ce qui est dit par exemple dans la constitution de rente du 12 mars 1707 : les constituants s'obligent à payer ponctuellement les arrérages de la rente, « à l'avoir et prendre... spécialement et par privilège sur le produit des droits attribués par la réunion à la dite Communauté des dits offices de contrôleurs des greffiers-gardes-minutes de la chancellerie de Paris en exécution de la déclaration du dit jour, huitième février 1707, attendu l'emploi qui sera fait des deniers de la présente constitution ».

De plus, le paiement de la rente est gagé sur « tous les autres biens et droits appartenant à la dite Communauté » que les sieurs constituants « s'obligent à rendre suffisants ». Cette réunion de tous les droits de la Communauté, affectés ensemble au paiement des arrérages de toutes les rentes, quelle que soit la destination du capital avec lequel elles sont constituées, forme ce qu'on appelle « la bourse commune » de la Communauté ; son existence apporte donc une grande sûreté au paiement des arrérages ; dès décembre 1635 (1), le premier édit créant des offices héréditaires de tiers référendaires taxateurs des dépens imposait à ces officiers la constitution d'une bourse commune de tous les droits et émoluments provenant de la taxe des dépens, pour les deux tiers de ces droits, un seul tiers devant revenir à celui qui accomplissait la fonction. En 1639, ces offices furent réunis à la Communauté des procureurs, qui décida de la constitution d'une bourse commune de la Communauté (2). D'importance restreinte d'abord, elle en est peu à peu venue à comporter un grand nombre de droits, dont

(1) Arrêts et règlements concernant les fonctions des procureurs.

(2) BATAILLARD. — Ouvrage cité, tome I, page 419 (en note).

on parlera plus tard. Le crédit de la Compagnie était donc très solide.

D'autant plus que les crédientiers ont encore hypothèque sur tous les offices de procureurs, hypothèque qui sera conservée par le fait que « seront tenus les dits sieurs procureurs de Communauté et greffier et leurs successeurs au dit nom lors de la réception des nouveaux officiers de les faire soumettre d'entrer pour et au lieu de leurs résignants en l'obligation contractée par ces présentes, aussi successivement jusques au rachat de la dite rente, et en fournir les actes de soumission à la dite acquéreuse à sa réquisition, moyennant lesquelles soumissions, les résignants, leurs veuves ou héritiers, demeureront déchargés du principal ou arrérages de la dite rente et de l'exécution du présent contrat. Et attendu que, par la dite déclaration, aucun des dits procureurs ne pourra disposer de son office qu'en chargeant son successeur des dettes de la dite Communauté, ni le dit successeur y être reçu qu'à cette condition à quelque titre qu'il le puisse posséder, la dite acquéreuse et ses ayants-cause ne pourront s'opposer au sceau d'aucun des dits offices... »

Les créanciers ainsi garantis n'hésitaient pas à prêter leur argent à la Communauté, suffisamment à l'aise pour faire le service régulier des arrérages et les emprunts du Roi auprès d'elle en étaient d'autant plus nombreux et importants. Cela donnait lieu à une véritable organisation financière : la Communauté tenait des registres de ses créanciers avec le montant du principal et de la rente, et la mention des paiements des arrérages annuels, en classant les créanciers suivant l'emprunt du Trésor pour lequel ils avaient prêté leurs deniers ; quelques-uns de ces registres se retrouvent aux Archives Nationales (1), notamment celui qui a trait à l'emprunt de 600.000 livres pour la réunion à la Communauté de trente offices de tiers référendaires, et celui de

(1) Carton, X, 5B, 18.

l'emprunt de 100.000 livres pour la réunion des offices de contrôleurs des dépens. Les archives de la Communauté contiennent aussi toute une série d'actes concernant les constitutions de rentes : des quittances de paiements d'arrérages, très nombreuses, des actes de décharge où le crédientier reconnaît avoir reçu remboursement du principal de sa rente et où il dit rendre aux procureurs de Communauté la grosse en parchemin du contrat, sur laquelle sera fait mention du remboursement (cela explique le grand nombre de parchemins de constitution de rente qui sont dans les cartons de la Communauté aux Archives Nationales) (1). A certains de ces actes, sont même annexés des dossiers complets expliquant la dévolution d'un titre de rente, en général pour cause de succession : ainsi, à propos de la constitution de 25 livres de rente à Mlle Lopé, le 16 février 1702, se trouve un dossier comprenant des expéditions de son testament, de la renonciation de ses héritiers à sa succession, de la nomination d'un curateur à la succession vacante, de l'attribution des legs en exécution de son testament et finalement, de la vente du titre de rente en question par le curateur à un prêtre à qui est fait le remboursement du principal de la rente le 14 novembre 1705 (2).

La rente, constituée par la Communauté, était toujours stipulée rachetable par elle à son gré, sauf l'obligation d'avertir le crédientier dans un certain délai. Cela rendait possible une opération fréquemment pratiquée par la Compagnie : la conversion des rentes. Les rentes étaient généralement constituées au denier vingt, ce qui correspond à un intérêt de cinq pour cent. Aussitôt que les conditions financières le lui permettaient, elle opérait la réduction du taux de l'intérêt du denier vingt au denier vingt-deux (environ quatre et demi pour cent). Pour cela, elle offrait au créancier le remboursement à moins qu'il ne préférât la réduction ; les exemples en sont nombreux :

(1) Archives Nationales, X, 5B, 9, 10, 11, 12.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 9.

le 23 mai 1698, la rente constituée au sieur Jean François le 20 juin 1674, au principal de 4.000 livres, à employer au paiement des 400.000 livres à faire au Trésor royal pour la réunion à la Communauté du droit de contrôle des dépens, est réduite du denier vingt au denier vingt-deux par le crédientier « pour en éviter le remboursement » (1). En 1698 aussi, les 200 livres de rente constituées le 22 décembre 1789 à la dame Anne Prudhomme sont réduites au denier vingt-deux ; il y a beaucoup d'autres réductions consenties en cette même année 1698. D'autres ont la date de 1690, de 1730, etc...

Quand le créancier n'accepte pas la réduction, il est remboursé, mais c'est encore avec des deniers d'emprunt, provenant de rentes constituées au nouveau taux de l'intérêt : le 26 avril 1686, 20.000 livres sont prêtées à la Compagnie contre une rente constituée à Nicolas Frizon, conseiller au Parlement, et son épouse, « pour employer aux remboursements de rentes privilégiées sur la Communauté au denier vingt, constituées en exécution des édits et déclarations du Roi, aux divers créanciers qui ne voudraient consentir la réduction au denier vingt-deux » (2).

Souvent aussi, les remboursements de rentes sont faits à des créanciers qui le demandent sans que ce soit pour éviter une réduction d'intérêt et la Communauté emprunte pour les satisfaire : plusieurs délibérations de la Communauté portent sur ce fait (car les procureurs de Communauté ont toujours besoin de l'autorisation de leur Compagnie pour emprunter, même s'il ne leur faut qu'une somme de faible importance). Par exemple, voici le texte d'une délibération du 23 novembre 1690 (3) : « Ce jour sur ce que les procureurs de Communauté ont dit qu'il se trouve quelques créanciers de la Compagnie qui souhaitent leur remboursement et qu'il se présente d'autres particuliers pour se mettre en leur lieu, qu'ils

(1) Archives Nationales, X, 5B, 9.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 9.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 14.

offrent payer les frais des contrats et que c'est une facilité qu'on leur a fait espérer lorsque l'occasion s'en présentera, Arrêté que les procureurs de Communauté demeureront autorisés à l'effet d'emprunter pour faire le remboursement de ceux qui souhaiteraient de le recevoir et pour consentir la subrogation au profit de ceux qui prêteront à condition que les contrats d'emprunt ne pourront excéder le principal de ce qui sera remboursé » (les arrérages devant toujours être payés des deniers de la Communauté). Il arrive même qu'une délibération de ce genre soit nécessaire pour autoriser les dirigeants de la Compagnie à emprunter pour rembourser un seul créancier, nommé dans la délibération, qui le demande : c'est le cas de la délibération du 16 janvier 1690, autorisant l'emprunt de 7.000 livres à rembourser à la dame de Massé sur les 20.000 qu'elle a prêtées par contrat de l'année précédente (1).

Quelle que soit la cause du remboursement du capital d'une rente, celui qui a prêté à la Communauté des deniers à cet effet est toujours subrogé dans les droits de celui qui est remboursé ; toutes les délibérations d'emprunt à propos de remboursements le disent, et c'est pour cela que, dans chaque constitution de rente, la destination des deniers empruntés est indiquée ; de même que, si les deniers sont employés à parfaire une somme à verser au Trésor royal, le crédientier est subrogé aux droits du Trésor, de même si la somme empruntée sert à un remboursement, on donne le nom du premier crédientier aux droits duquel le second est subrogé ; par exemple, le 24 décembre 1698, sont remboursées 8.000 livres à Ambroise Prioux, composées pour 2.000 livres de deniers de la Communauté et pour 6.000 livres de deniers empruntés à la Princesse de Courthenay par contrat du même jour, et celle-ci sera elle-même remboursée le 4 août 1702 de 500 livres des deniers de la Communauté et de 5.500 livres empruntées à Claude Dupuy (2).

(1) Archives Nationales, X, 5B, 14.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 9.

La Compagnie hésite quelquefois à emprunter pour satisfaire aux exigences du fisc royal et elle essaye de trouver, par elle-même, la somme nécessaire, sans faire appel à l'épargne publique; nous en avons un exemple dans la délibération du 20 août 1704 (1), où la Communauté délibère sur la manière de s'acquitter de la somme convenue (220.000 livres) pour le rachat de l'office de syndic perpétuel; les procureurs de Communauté lui représentent « qu'encore qu'il y ait une pleine sûreté de prêter à la Communauté, néanmoins la rareté de l'argent l'empêchant de trouver avec la même facilité qu'elle a eue à emprunter des particuliers, pour se maintenir elle est dans la nécessité de faire des efforts par elle-même pour s'en acquitter », après y avoir délibéré, elle arrête qu'un certain nombre de procureurs dont les noms sont donnés, seront priés de « prendre les noms de ceux de la Compagnie qui pourront prêter ou faire prêter, et les exhorter à faire tous leurs efforts pour maintenir les charges, aux assurances qu'ils seront ponctuellement payés des arrérages et qu'on continuera la même facilité qu'on a eu de faire le remboursement à ceux qui le souhaiteront ». En fin de compte, 180.000 livres furent quand même demandées à l'emprunt sur le versement de 220.000 livres qu'il y avait à faire.

En conséquence de tous ces versements plus ou moins forcés au Trésor, la Communauté acquit un certain nombre d'offices et de droits productifs de revenus, ces revenus entrant dans la bourse commune de la Compagnie pour gager le paiement des arrérages de rentes dont elle était débitrice.

Les premiers des droits acquis par la Communauté furent les droits de taxe des dépens. On a déjà dit combien la Compagnie faisait attention à ce que les règles prescrites fussent appliquées dans cette taxation, empêchant les procureurs de taxer les dépens entre eux sans passer par l'intermédiaire du tiers

(1) Archives Nationales, X, 5B, 16.

taxateur, car c'était une source importante de revenus qu'il ne fallait pas laisser amoindrir.

Très importants aussi sont les droits de présentation du Parlement et des Requêtes du Palais acquis en 1695 ; ici encore, la Communauté eut des difficultés à faire respecter les règles par les procureurs : sachant que ces droits, essentiellement fiscaux, appartenaient à leur Compagnie, ils trouvaient inutile de présenter leurs cédules au greffe et de payer les droits ; mais la Communauté exigea l'exécution de l'édit sur les présentations, ayant besoin d'en toucher les produits pour faire le service de ses arrérages : elle proclama, dans une délibération du 18 novembre 1697, la nullité de l'acte de déclaration d'être procureur s'il n'était présenté au greffe ; et de même, la nullité de toute procédure avec l'impossibilité pour les procureurs d'en prétendre les frais s'ils n'avaient accompli les formalités de présentation (1) ; on décida de condamner à l'amende les procureurs contrevenants ; par ces mesures, on put faire respecter l'édit.

La Communauté touche encore les droits de garde-scel des Requêtes de l'Hôtel et du Palais, elle touche les produits de greffe de la chancellerie, elle a acquis les droits que le roi avait accordés aux huissiers sur les significations, etc... Entrent aussi en bourse commune les gages que le Roi verse aux officiers proposés par la Communauté au chancelier pour remplir certains des offices qu'elle a rachetés : Pierre Gillet, premier procureur de Communauté, est autorisé, le 16 novembre 1705, par arrêté de la Compagnie, à recevoir les arrérages échus ou à échoir et les gages ou les augmentations de gages appartenant à la Communauté, ce sont les gages auxquels elle a droit en tant que propriétaire des offices de greffiers-gardes-minutes de la chancellerie et de gardes-scel de l'Hôtel et du Palais (2) ; quant aux arrérages dont il est question, ils correspondent aux rentes dont la Communauté est créancière, rentes sur l'Hôtel de Ville

(1) Archives Nationales, X, 5B, 15.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 16.

ou autres qu'elle a dû acquérir pour les mêmes raisons que les autres droits qu'elle possède (en 1706, on la força d'acheter 4.950 livres de rentes sur l'Hôtel de Ville au capital de 99.000 livres) (1).

Toute la gestion financière de la Communauté, dont on peut mesurer l'importance et la complexité, fait l'objet d'un compte annuel, le compte de la recette et dépense concernant les dettes et charges de la Compagnie. Il doit être rendu par le premier procureur de Communauté, qui est responsable de toutes les formes d'activité de sa Corporation. L'origine de son obligation de rendre compte est lointaine ; elle date des premiers statuts de la confrérie de Saint-Nicolas, mais elle a bien changé de caractère depuis ce temps-là. L'article final des statuts de 1341 disait en effet : « et seront les diz maistres et procureurs qui seront démis à rendre bon compte dedens les huit jours après le dit siège, par devant les noviaux maistres et procureurs esleuz, ou autres à ce appelez. Et n'en pourra on débouter aucun des confrères de estre au dit compte qui estre et entendre y voudra. » L'obligation restera la même, mais sa mise en œuvre sera bien différente à l'époque où nous nous sommes placés.

D'abord, le premier procureur de Communauté n'est responsable que des comptes de la Communauté civile et financière, les comptes de la confrérie religieuse forment une catégorie à part puisqu'ils sont établis et rendus par le receveur du droit de chapelle.

Le compte est rendu annuellement, sa date est régulièrement fixée au 28 janvier, jour de la Saint-Charlemagne. Quelquefois, cependant, on fait exception à la date traditionnelle, comme en 1709, où Pierre Gillet, premier procureur de Communauté, s'excuse de ce que « son indisposition a empêché que son compte n'ait été examiné comme il était accoutumé le jour de Saint-Charlemagne », et prie la Compagnie

(1) Archives Nationales, X, 5B, 10.

de lui vouloir bien donner un autre jour pour l'accomplissement de cette formalité, la Compagnie arrête la date du 17 février, pour qu'il soit procédé à l'examen du compte de la recette et dépense de l'année 1708 (1).

La reddition a lieu dans la maison du premier procureur de Communauté, en présence des procureurs de Communauté, du greffier et de quatre anciens procureurs de Communauté nommés expressément par la Compagnie pour assister à cet examen. C'est ce que relate par exemple la feuille d'audience du 26 janvier 1696 (2), disant que, ce jour, la Compagnie a été avertie que le compte de la recette et dépense concernant les charges et dettes de la Communauté se rendra samedi prochain, 8 heures du matin, jour de Saint-Charlemagne, chez Pierre Gillet, premier procureur de Communauté, et « à cette fin, Messieurs Lelleu, Harouard, Guiard et Dalbost ont été nommés et députés pour y assister avec les procureurs de Communauté ». L'organisation est donc, ici encore, très oligarchique, on est loin des statuts de 1341 disposant qu'on ne pourra débouter aucun confrère d'être au dit compte.

Les comptes de Communauté de la seconde moitié du XVIII^e siècle (3) indiquent d'ailleurs une procédure différente de celle que l'on observait encore au début de ce même siècle : le compte est rendu par le « trésorier receveur des deniers de la Communauté » et non plus par le premier procureur de Communauté ; auparavant déjà, celui-ci n'était valablement déchargé que lorsqu'il avait mis le reliquat des deniers entre les mains de ce receveur, maintenant, c'est le receveur lui-même qui rend directement le compte ; le trésorier receveur est un ancien procureur de Communauté, qui exerce sa charge d'une façon permanente (de 1750 à 1760 par exemple, Maître Antoine Baron a rempli cette fonction, et rendu annuellement

(1) Archives Nationales, X, 5B, 1, 14 février 1709.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 15.

(3) Archives Nationales, X, 5B, 20 ; comptes de 1750 à 1763.

ses comptes, celui de 1761 étant encore rendu, à la suite de son décès, par son exécuteur testamentaire). D'autre part, le compte est alors examiné, clos et arrêté en la chambre de la sacristie du Palais par les procureurs de Communauté et le greffier, en présence des anciens procureurs de Communauté. Puis le compte accompagné de ses pièces justificatives est mis dans l'armoire de la Communauté en cette même chambre de la sacristie. Toutes ces formalités sont mentionnées dans la formule de clôture du compte.

Quel est le contenu du compte de Communauté ? Son actif comprend un nombre important de postes depuis que la Communauté est devenue titulaire de tous les droits que nous avons énumérés ci-dessus, autrement dit depuis le début du XVIII^e siècle. En effet, les droits qui ont été attribués aux procureurs par le Roi, même les gages d'officiers, entrent dans la bourse commune de la Compagnie, au lieu d'être directement distribués aux procureurs qui ont fait le service méritant la rémunération. D'ailleurs, même lorsque la Communauté n'avait plus d'arrérages à verser, ayant racheté toutes ses rentes, la bourse commune continuait d'exister, avec un large excédent de recette, sans que le bureau de la Communauté consentît à distribuer leur part de ces revenus à chaque procureur, il préférait conserver un fonds de réserve qui pourrait être utile si de mauvaises années survenaient.

Les droits qui sont portés au compte de 1758 sont les suivants : ce sont d'abord les droits de taxe des dépens, qui sont remis toutes les six semaines aux procureurs de Communauté par les receveurs en charge : le montant versé par chaque receveur est habituellement de l'ordre de 3 à 4.000 livres (il en est ainsi par exemple en 1721, en 1768) (1) ; en 1758 par exception le versement total fait au titre des dépens n'atteint que 4.807 livres. Les droits de présentation forment un second poste très important du compte :

(1) Archives Nationales, X, 5B, 12 et 8.

les procureurs de Communauté ont reçu, pendant l'année 1757, 2.334 livres du sieur Jannet, commis à la recette des cédules des présentations du Parlement, et à la recette du droit de contrôle des cédules et défauts du même Parlement ; ils ont reçu d'autre part 522 livres du sieur Bouju commis à la recette des présentations des requêtes du Palais, pour le droit sur les cédules et pour son contrôle.

La Communauté a encore touché beaucoup d'autres droits de contrôle, sur les défauts et cédules des Requêtes du Palais, sur les oppositions, sur les sentences du Parquet des Requêtes du Palais, d'autres aux Requêtes de l'Hôtel, le total de tous ces droits se montant à 3.316 livres.

Sont ensuite mentionnés les droits de garde-scel des Requêtes de l'Hôtel et du Palais, exercés par le sieur Bailly (57 livres) et le produit du greffe de la chancellerie (8.381 livres). Quant au droit de six deniers pour livre sur les significations, il a été donné à bail par la Communauté qui en est titulaire aux huissiers du Parlement, de la Cour des Aides, des Requêtes du Palais et des Requêtes de l'Hôtel, et pour les quatre baux réunis la Communauté devrait toucher 3.000 livres par an, mais les huissiers n'acquittent pas régulièrement leurs termes, car ils sont souvent portés pour mémoire sur les comptes de recette, c'est le cas en 1708 comme en 1721.

Le passif du compte de la Communauté comprend des matières assez variées : en première ligne il faut noter les arrérages des rentes constituées par la Compagnie (en 1758, il n'est plus dû que 2.570 livres à ce poste) ; puis elle doit acquitter le prix de l'abonnement aux droits de contrôle qu'elle a en ferme et non en toute propriété ; le prix en est de 7.500 livres par an suivant le bail de 1757, qui modifie en l'augmentant celui de 1750. La Communauté paie des appointements aux préposés aux greffes de la chancellerie, qui se montent à 3.200 livres. Une dépense très onéreuse est constituée par la fourniture de bougies, car la Communauté n'en utilise pas seulement

dans ses cérémonies religieuses, mais elle en fait aussi des distributions importantes à ses dignitaires ; la dépense de l'année 1757 à ce poste fut de 5.888 livres. Enfin un chapitre est intitulé : « Dépense annuelle tant ordinaire qu'extraordinaire », et il comporte toute une série de dépenses, telles que les gages des serviteurs de la Compagnie, les frais des comptes des greffiers de la chancellerie et les droits payés pour les provisions de leurs offices, les frais du présent compte, les carrosses employés pour les affaires de la Communauté, etc., et surtout les jetons distribués aux procureurs de Communauté, au greffier, et aux anciens procureurs de Communauté ; la somme totale du chapitre est de 9.500 livres, dont 1275 pour les jetons. Reste une question importante dont on parlera tout à l'heure, ce sont les impôts dont le compte de Communauté doit s'occuper.

Le budget annuel de la Communauté est de l'ordre de 50.000 livres ; en 1721, la recette totale est de 72.783 livres et la dépense totale de 68.250 livres ; en 1758, les chiffres sont de 51.128 livres et 49.140 livres. Il y a toujours un excédent de recette, car les procureurs de Communauté, bien que pressurés par le fisc, ont su gérer sainement les finances de leur corps (on se souvient que toutes les délibérations d'emprunt stipulaient que les arrérages devaient être payés uniquement des deniers propres de la Communauté et jamais à l'aide d'autres deniers d'emprunt). Le reliquat du compte annuel n'est pas distribué aux procureurs, il est conservé à la chambre de la sacristie dans le coffre-fort de la Communauté, dont le premier procureur et le greffier ont la clef ; ce reliquat est porté en recette dans le compte de l'année suivante, où il forme le premier chapitre de l'actif ; l'excédent du compte de 1721 est de 4.503 livres, celui de 1758 sera de 1.988 livres.

Il faut encore parler d'une dernière question qui se rapporte à l'organisation financière de la Communauté et à ses rapports avec le fisc royal, celle des impôts auxquels elle est assujettie.

La Compagnie est imposée sous deux chefs : elle doit verser au Trésor le droit de vingtième denier qui frappe tous les revenus et par conséquent les droits qui lui appartiennent. Le compte de 1758 mentionne le paiement de 850 livres à ce sujet.

Beaucoup plus importante est la capitation. Elle fut établie une première fois par une déclaration du Roi du 18 janvier 1695 ; puis elle l'est de nouveau par une seconde déclaration du 12 mars 1701, qui débute par un long préambule, disant que la guerre recommence à cause de la jalousie des princes étrangers, après que Louis XIV avait rétabli la paix pour le bien de ses sujets et qu'il avait installé son petit-fils sur le trône d'Espagne ; aussi pour soutenir cette guerre faut-il au Roi des ressources exceptionnelles, c'est pourquoi il impose la capitation à sa Compagnie de procureurs comme à beaucoup d'autres Compagnies (1). Chaque procureur est imposé à raison de 30 livres, mais le paiement est effectué par la Communauté en corps ainsi qu'en témoignent les reçus qui ont été conservés : le 13 mai 1701, le receveur et payeur des gages des officiers du Parlement de Paris déclare avoir reçu de la Communauté des procureurs la somme de 6.000 livres pour le premier paiement de sa part de la capitation, le paiement de la seconde moitié devant être effectué le 28 décembre de la même année (2). Les comptes de la Communauté font aussi mention des paiements faits au Trésor royal au titre de la capitation : en 1758, il est versé 14.400 livres pour la capitation des 400 procureurs qui sont maintenant taxés chacun à 36 livres, après l'avoir été précédemment à 30, puis à 33 livres. Le paiement a d'ailleurs eu lieu quelquefois en retard : il est dit dans le compte de 1721 qu'il a été payé pendant l'année 1720, 13.200 livres pour la capitation de l'année 1718 qu'on n'avait pas encore acquittée et la même somme pour celle de 1719, alors que pour l'année en cours on ne payait que 12.000 livres.

(1) Archives Nationales, X, 5B, 10.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 10.

Quand la Communauté a satisfait le fisc, elle se retourne contre les procureurs qui sont personnellement redevables de la capitation. Mais il lui est encore plus difficile de se faire rembourser par eux, qu'il n'a été difficile au fisc d'obtenir le versement auquel il avait droit. La Compagnie fait preuve d'une grande patience envers les procureurs, elle ne les oblige pas à la rembourser immédiatement : le chapitre de recette du compte de 1758 qui est relatif aux sommes reçues des procureurs pour leur capitation indique un total de 4.622 livres, alors que cette même année la Communauté a dû en déboursier plus de 14.000, et la différence des deux sommes est d'autant plus frappante que dans les 4.622 livres reçues, à côté des remboursements faits pour la capitation de l'année 1757, il y en avait beaucoup d'autres pour les droits payés par la Communauté 2, 3 ou même 4 ans auparavant.

Il arrive pourtant que la Communauté en vienne à contraindre les procureurs au remboursement ; plusieurs délibérations se réfèrent à ce sujet. Dès le 9 août 1696, alors que la première création de la capitation date de 1695, la Compagnie est informée que plusieurs procureurs n'ont pas encore payé leur impôt, et comme cela retombe sur la Communauté, elle arrête que dans la quinzaine de la signification qui leur sera faite de la présente délibération, ils seront tenus d'en mettre le montant entre les mains des procureurs de Communauté, sinon on fera un rôle des procureurs réfractaires, rôle qui sera présenté à la Cour pour qu'il y soit pourvu, et ces procureurs ne pourront pas être employés sur la liste des tiers ni appelés aux charges de la Compagnie (1). Le 2 janvier 1703 (2), la Compagnie délibère encore au même propos, mais elle fait ici une distinction : certains procureurs parmi ceux qui n'ont pas payé leur capitation de l'année 1702 affectent d'en refuser le paiement par opiniâtreté, « ce qui ne convient point au

(1) Archives Nationales, X, 5B, 15.

(2) Archives Nationales, X, 5B, 16.

bien de la Compagnie », la présente délibération leur sera signifiée et dans la quinzaine, ils devront y satisfaire, sinon des sanctions, analogues à celle de 1696, leur seront appliquées et même on portera plainte au Parquet des gens du Roi et à la grande-chambre du Parlement pour demander leur interdiction. Mais il se peut que ceux qui n'ont pas payé soient « dans l'impuissance » de le faire, en ce cas, ils le déclareront aux procureurs de Communauté, et la capitation sera payée à leur décharge, sauf à la reprendre sur leurs charges et leurs vacations et les sanctions ne leur seront pas applicables. C'est encore une preuve de la bienveillance dont la Communauté fait preuve envers ses membres, il suffit à ceux-ci d'en être dignes pour y avoir droit.

Telle était l'organisation financière si complexe de la Compagnie des procureurs ; la Communauté s'est trouvée là en butte à des difficultés nombreuses, elle a su les surmonter avec honneur.

Conclusion

Nous avons terminé l'étude de l'organisation et du rôle de la Communauté des procureurs au Parlement de Paris. Nous avons vu combien son domaine était étendu, puisqu'il embrassait des activités professionnelles, des activités religieuses, des activités financières. Il reste à dire que ce qui nous étonne aujourd'hui entraînait tout à fait normalement dans le cadre des corporations de l'Ancien Régime ; de nombreux corps d'officiers servaient des fins analogues. De même l'organisation oligarchique de la Communauté était conforme aux principes de l'organisation sociale d'alors. Il est par conséquent très logique qu'elle ait disparu dès le début de la Révolution de 1789 dans les ruines du régime auquel elle se rattachait si fortement par son essence même.

Mais il y avait en elle une raison d'être plus solide encore que les contingences historiques, c'était le rôle utile qu'elle remplissait dans la défense de l'honneur professionnel. A ce point de vue-là, n'est-elle pas réapparue dans notre actuelle Chambre des Avoués ? Celle-ci n'est pas, loin de là, l'image exacte de la Communauté des procureurs, mais on peut néanmoins reconnaître entre les deux organismes des traces certaines de filiation.

Vu : *le Doyen*,
EDGAR ALLIX.

Vu : *le Président de la thèse*,
PETOT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

Bibliographie

Documents manuscrits

Archives Nationales. — Cartons X, 5B, I à X, 5B, 21.
Tables de Lenain, U, 505.

Documents imprimés

BATAILLARD. — *Les Origines de l'Histoire des Procureurs et des Avoués du v^e au xv^e siècle (122-1483)*, Paris, 1868.

BATAILLARD. — *Histoire des Procureurs et des Avoués (1483-1816)*, 2 volumes, Paris, 1882.

Arrêts et Règlements concernant les fonctions des Procureurs tiers référendaires au Parlement de Paris, 1717.

MARION. — *Dictionnaire des Institutions politiques et administratives de la France aux xvii^e et xviii^e siècles*, Paris, 1923.

GUYOT. — *Répertoire de Jurisprudence*, 1784.

Table des matières

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Histoire de la Communauté des procureurs	11
CHAPITRE 2. — Organisation intérieure de la Communauté	23
CHAPITRE 3. — Organisation religieuse de la Communauté	55
CHAPITRE 4. — L'entrée dans la Communauté des procureurs au Parlement	77
CHAPITRE 5. — Les rapports de la Communauté des procureurs avec le Parlement et avec la Basoche	93
CHAPITRE 6. — Les finances de la Communauté des procureurs	107
CONCLUSION	137
BIBLIOGRAPHIE	139

CAHORS, IMPRIMERIE COUESLANT (*personnel intéressé*). — 53.910

